LE MONDE LIBERTAIRE

N°1828 MAI 2021 4 €

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE
MEMBRE DE L'INTERNATIONALE DES FÉDÉRATIONS ANARCHISTES

1871-2021

COMMUNE PARTOUT

Que tous les bons citoyens se lèvent !
Aux barricades ! L'ennemi est dans nos murs !
Pas d'hésitation !
Pour la Commune et pour la Liberté,
AUX ARMES !

Paris, le 22 mai 1871.

Le Comité de Salut public,
Ant. ARNAUD, BILLIORAY, E. EUDES,
F. GAMBON, G. RANVIER.

SOMMAIRE INTERACTIF

N° 1826 – MARS 2021

3 Édito Commune partout, avant-hier, aujourd'hui et demain
3 Faits d'hiver A Propos de la Commune de Paris... et de Napoléon Ier
3 Strip : Monsieur Lhomme. Colonne Vendôme

TERRAINS DE LUTTES

4 Refusons le silence
6 Violences sexistes et sexuelles à l'Université
8 Le LEØ, lieu d'expérimentation à Pantin est menacé !
9 Le 18 mars, sur un rond-point

LA VIE MODERNE

10 Robocratie : Science, Technique et Politique (2e partie)
11 Robocratie : Robots « travailleurs », une affaire de famille
11 Faits d'hiver : Y a le feu au lac !

HISTOIRE

12 La légende des frères Quero
14 L'anarchisme et la République en Espagne (3e partie)
16 Francisco Ferrer, assassiné par l'Eglise

RÉFLEXIONS

17 Terreur féministe ou Femmes terrorisées ?

PASSE-PORTS

18 Une révolution en Syrie ? Vraiment !
19 Le Guetteur. Promenade sans frontière

1871-2021 - LA COMMUNE PARTOUT

20 1871-2021, Une Commune de Paris toujours vivante
21 Les tendances au sein de la Commune
22 Place au peuple, place à la Commune !
23 L'activité des antiautoritaires au sein des Commissions
24 Quel héritage des communardes aujourd'hui ?
26 Fragments de vie d'un quartier pendant la Commune
27 Nourrir les habitants
28 La Commune de Paris, quelles institutions ?
29 Michel Cordillot. Pourquoi un Maitron de la Commune ?
30 L'apport du courant antiautoritaire
31 Les cordonniers communards
32 « Préparer la jeunesse au gouvernement d'elle-même. »
34 Courbet le déboulonneur
36 Les fédérations de l'AIT et la Commune
38 Vivre la Commune de Paris au jour le jour
39 La Commune de Narbonne
39 La Commune de Limoges.
40 Des femelles, ennemies publiques : les Pétroleuses
41 Herminie Cadolle, communarde !
42 Le club de la Victoire, scènes de vie
44 La Commune de Bordeaux
45 La Mort de Varlin par Maximilien Luce
46 André Léo, Une femme de combats
47 La mémoire officielle de la Commune
47 Une démarche d'Education populaire
48 Affiche du colloque. 12, 13 juin 2021
49 Action directe Pour chaque manifestant tué, nous brûlerons une usine !
49 Action directe non violente « Ils seront expulsés de nos quartiers, et leur survie n'est pas garantie ! »

CULTURES

50 Et pourtant elle existe, cette littérature...

FICHES DE LECTURE

51 Du côté de chez Reich
52 Témoignage sans fard / Otage de l'olympisme
53 Annuaire des groupes et liaisons de la FA
55 BD : Bad Rabbit
56 150e anniversaire de la Commune vu par C. MoA

BULLETIN D'ABONNEMENT

LE MONDE LIBERTAIRE

Je choisis mon abonnement

FRANCE MÉTROPOLITAINE ET DROM-COM

• **tarif réduit :** chomeur·se·s, étudiant·e·s • **gratuit** pour les détenu·e·s.

abonnement	standard	soutien	tarif réduit
un an numérique	☐ 11 numéros **22 €**	☐ 11 numéros **42 €**	☐ 11 numéros **11 €**
un an papier + numérique	☐ 11 numéros **44 €**	☐ 11 numéros **85 €**	☐ 11 numéros **22 €**
durée libre papier + numérique	prélèvement automatique ☐ **11 €** / trimestre	☐ **21 €** / trimestre	☐ **5, 5 €** / trimestre
offre d'essai 3 mois	☐ papier + numérique **6 €**		

ÉTRANGER abonnement papier + numérique (uniquement virement et Paypal)

• **tarif réduit :** chômeur·se·s • **gratuit** pour les détenu·e·s.

abonnement	standard	soutien	tarif réduit
Union Européenne et Suisse (si paiement en €)	☐ 11 numéros **49 €**	☐ 11 numéros **89 €**	☐ 11 numéros **24 €**
reste du monde	☐ 11 numéros **65 €**	☐ 11 numéros **105 €**	☐ 11 numéros **32 €**

J'envoie ce bulletin sous enveloppe affranchie avec mon règlement à :

Les Publications libertaires – 145 rue Amelot 75011 Paris

☐ **par chèque bancaire :** libéllé à l'odre de « Les Pulications libertaires »

☐ **par virement bancaire : IBAN FR76 4255 9100 0008 0015 1423 617 – BIC CCOPFRPPXXX**

☐ **par prélèvement (abonnement à durée libre)** JOINDRE UN RIB

COMPTE À DÉBITER TITULAIRE

IBAN : ⌊⌊⌊⌊ ⌊⌊⌊⌊ ⌊⌊⌊⌊ ⌊⌊⌊⌊ ⌊⌊⌊⌊ ⌊⌊⌊⌊ ⌊⌊⌊⌊ . . . **BIC** : ⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊

mon adresse de livraison

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

Code Postal .....

Ville .....

Date : ⌊⌊ ⌊⌊ ⌊⌊⌊⌊

signature :

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal LE MONDE LIBERTAIRE. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal par courrier ou par courriel :

administration-ml@federation-anarchiste.org.

ORGANISME CRÉANCIER : PUBLICATIONS LIBERTAIRES
145 RUE AMELOT 75011 PARIS
N° NATIONAL EMETTEUR : 58 50 98

signature obligatoire :

***Le Monde libertaire* est disponible en vente directe et à l'unité sur le site du journal www.monde-libertaire.fr**

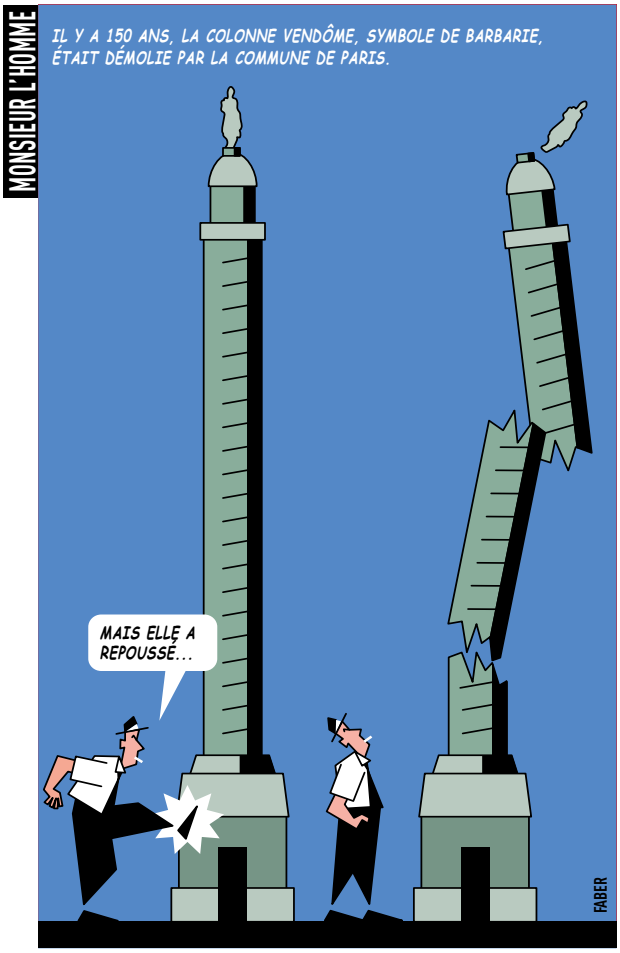
ÉDITO

Commune partout, avant-hier, aujourd'hui et demain

La Commune, 150 ans après. Comment arriver à encore en parler aujourd'hui sans tomber dans les lieux communs ? Entre tarte à la crème et trémolos, comment trouver le juste ton ? On peut faire le pari de ne pas s'être trop égaré dans le dossier que nous vous proposons dans ce numéro. Un bon gros dossier que nous, comité de rédaction, avons confié aux bons soins du groupe Commune de Paris. Pour le garnir, il a fallu s'efforcer de se tenir à distance tant de la mythification que de la mystification, nous assurent compagnons et compagnonnes dudit groupe.

L'aboutissement de ce solide travail nous démontre, si besoin était, que ces 72 jours demeurent bien vivants, un siècle et demi plus tard. Son impact fut considérable, dans les années qui suivirent, hier, avant-hier, et jusqu'à aujourd'hui… et sûrement encore demain. La Commune, on n'a pas fini d'en parler. Pourquoi ? Les réponses possibles sont nombreuses, assurément. Proposons-en une, à l'ouverture de ce numéro : la Commune inspire. Elle nous inspire, oui, elle est source d'inspiration, avant-hier, hier, aujourd'hui et demain. Elle nous rappelle la puissance créatrice du peuple quand il veut s'affranchir de la domination des maîtres et possédants. On nous dira : oui mais, voyez ! Les maîtres et possédants ont repris la main et la répression féroce qui a suivi a anéanti l'espoir. Semaine sanglante, mur des Fédérés, déportation… Voilà ce que le peuple y aura gagné. Mouais… Pas sûr que l'espoir ait été anéanti. Pas sûr du tout. Pas sûr que la Commune, celle de Paris, comme celle d'autres villes, ait été vaincue, encore moins effacée des mémoires. Elle n'est pas morte, mon vieux Nicolas ! Fertile est la mémoire des vaincues et des vaincus. Partis à l'assaut du ciel, malgré les fusilleurs, les maîtres et les patrons, Communards et Communardes continuent de nous inspirer le désir d'être libres, le désir d'une société d'égales et d'égaux. Autant dire qu'un siècle et demi plus tard, cette aventure demeure tout sauf banale, tout sauf anecdotique. Tout sauf commune.

Christophe



FAITS D'HIVER

DE LA COMMUNE DE PARIS… ET DE NAPOLÉON 1ER !

Grand débat, aujourd'hui, entre de vieilles ganaches de droite (du genre Nora) et de moins vieilles ganaches soi-disant de gauche (du genre Hidalgo), à propos de La Commune de Paris et de Napoléon 1er. Faut-il commémorer ou célébrer ?

Simple chipotage sur des mots ? Que nenni ! Commémorer, c'est rappeler, par une cérémonie, le souvenir d'une personne ou d'un événement. Célébrer, c'est autre chose. C'est fêter, par une cérémonie, le souvenir d'une personne ou d'un événement. C'est moins faux cul qu'une commémoration.

Bref, que faire à propos du 150 éme anniversaire de La Commune de Paris et de je ne sais pas quoi à propos de Napoléon ? À propos de cette expérience inégalée d'une authentique révolution sociale qui reste d'une actualité brûlante et de ce soi-disant grand stratège militaire dont « la grande armée » partit pour Moscou en 1812 à 422 000 hommes et revint à 10 000 ?

Pour ce qui nous concerne, avec ou sans cérémonie commémorative ou célébrassionniste, nous nous contenterons de fêter le 150 éme anniversaire de La Commune de Paris de la seule manière qui vaille, c'est-à-dire en poursuivant son combat. Quant à l'autre, les anarchistes n'ont jamais empêché les ânes de braire.

Jean-Marc Raynaud

Le collectif de ce journal 4 pages récidive et vous propose la lecture du n°3 de VLAN"

Si vous souhaitez le diffuser, contactez le collectif inter-groupe de la FA qui vous le fera parvenir au prix de 10 centimes pièce.

Passez commande de 10, 20, 50 ou plus d'exemplaires en écrivant à **contact@etvlan.org**
Vous pouvez encore commander les n°1 et 2

Libellez le chèque à l'ordre du CPCL.
Un RIB sera fourni sur demande.

Adresse postale :
Librairie La Commune
17 rue de Chateaudun
35090 Rennes

REFUSONS LE SILENCE !

Les chiffres de la pédocriminalité

Les violences sexuelles commises sur les enfants ne sont pas des phénomènes isolés. En France, une fille sur trois et un garçon sur cinq subissent des violences sexuelles (attouchements, viols) avant leurs 18 ans. Ces chiffres se confirment à l'international. Un rapport de l'OMS publié en 2014 révèle que 20 % des femmes et 10 % des hommes dans le monde reconnaissent avoir subi des violences sexuelles pendant leur enfance (ce chiffre, déjà exorbitant, ne recouvre pas les situations de déni ou de silence)[1].

Une étude menée par l'association Mémoire Traumatique et Victimologie, réalisée en 2014 auprès de plus de 1200 victimes, indique que 68 % des victimes interrogées ont subi un viol[2].

Outre la gravité de ces gestes et le nombre de ces violences, ces études soulignent deux biais qui nous paraissent déterminants : 96 % des agresseurs sont des hommes, 94 % des agresseurs sont des proches de la victime (famille, amis, voisinage), dans 52 % des cas l'agresseur est l'un des membres de la famille (ascendant ou collatéral). Contrairement aux idées reçues, les violences sexuelles commises par un inconnu ren contré au hasard à la sortie de l'école représentent une minorité de cas. C'est au sein des foyers, au sein de la famille, que les risques d'agression sont les plus élevés.

Bien que massifs et particulièrement révélateurs, ces chiffres sont peu connus. C'est que les agresseurs sont protégés par deux structures de domination puissantes : la famille et le patriarcat. Il nous semble dès lors important d'une part de porter un regard politique sur ce qui est trop souvent réduit à un secret de famille et d'autre part de nous engager à lutter contre ces violences.

Une lecture politique de la pédocriminalité

Une atteinte profonde portée aux individus

Les violences sexuelles commises sur les enfants (de même que sur les adultes) portent profondément atteinte à l'individu, dans sa chair et dans son esprit, le privant bien souvent de force pour aller de l'avant. Le rapport réalisé par l'association Mémoire Traumatique et Victimologie indique que 95 % des victimes interrogées considèrent que les violences qu'elles ont subies ont eu un impact important sur leur santé mentale. 50 % souffrent de troubles addictifs (drogue, alcool), 17 % d'entre elles ont été diagnostiquées comme souffrant de troubles psychotiques. Les personnes abusées sexuellement pendant l'enfance ont 7 fois plus de risque de faire au moins une tentative de suicide au cours de leur vie. 42 % des enquêté.es ont tenté au moins une fois de mettre fin à leurs jours. Les séquelles de ces agressions ne sont pas uniquement psychiques, elles ont également leurs traductions physiologiques. 50 % des personnes interrogées déclarent souffrir de douleurs chroniques. Le corps et l'esprit sont atteints de manière indissociable.

Fragilisées, les victimes deviennent souvent vulnérables, s'exposant alors à de nouvelles agressions. Il n'est pas rare que des personnes victimes de viols à l'âge adulte aient été agressées sexuellement dans leur enfance.

Une étude américaine montre que, d'une manière générale, l'espérance de vie des personnes victimes de violences sexuelles dans leur enfance est réduite de 20 ans par rapport aux autres individus[3].

Ces violences physiques et psychiques ne s'effacent pas, et surtout, pas d'elles-mêmes. Si les victimes ne sont pas accompagnées, elles se répercutent tout au long de la vie, laissant les personnes isolées face à leur souffrance sans aucune perspective d'émancipation. Pour s'en sortir, les victimes doivent trouver dans la collectivité les ressorts de leur survie.

Cette incitation à l'accompagnement peut paraître évidente, cette injonction inutile. Pourtant, 83 % des victimes estiment ne pas avoir été protégées, à la fois par la Justice et par leur entourage. La prise de conscience, collective et individuelle, de l'ampleur et des conséquences au long terme de ces violences est loin d'être effective. Le corps médical n'est pas en reste : 78 % des victimes n'ont bénéficié d'aucun soutien médical au moment des faits, 62 % ont décidé d'abandonner toute prise en charge médicale (somatique comme psychique) du fait de la difficulté à trouver un accompagnement adapté et de qualité.

Des structures de domination puissantes

Un tel silence n'est pas anodin. Il traduit un réel refus de voir de la part de structures et d'individus qui tirent avantage et pouvoir d'une telle situation de déni généralisé. Il est urgent de comprendre que la famille constitue l'un des lieux les plus puissants d'oppression. Le refus d'entendre et de croire redouble les violences, prive définitivement les victimes des ressources nécessaires pour reprendre pied. Il est urgent que nous cessions de fermer les yeux, il est urgent que nous cessions de minimiser

Il y a quelque temps, les membres du groupe Graine d'Anar (Fédération anarchiste, Lyon) ont décidé de se mobiliser sur la question de la pédocriminalité. Loin d'être un phénomène de société marginal, les violences sexuelles commises sur les enfants sont le fruit de dominations multiples et structurelles. Leur nombre ainsi que les conséquences engendrées par de telles violences, pour les individus tout au long de leur vie, en font un terrain de lutte essentiel.

l'importance et l'impact de ces gestes. Ceux-ci sont destructeurs et ils ne cesseront de hanter les victimes tant que celles-ci ne seront pas crues et accompagnées. Il ne s'agit pas seulement de briser le silence, mais de le *refuser* : les victimes parlent (avec des mots, avec leur corps), les histoires sont connues, il est urgent d'en mesurer l'ampleur et la gravité. Il est urgent de remettre l'individu, l'enfant, l'enfant devenu adulte, au centre.

Il nous semble que les violences sexuelles commises sur les enfants font partie des rapports de domination et d'oppression que les anarchistes ont à cœur de combattre.

Volonté d'agir

Les membres du groupe Graine d'Anar ont eu envie de mener collectivement un certain nombre d'actions de façon à interpeller les individus et à encourager à l'accompagnement des victimes. Certains d'entre nous ont publié des articles à titre individuel dans le *Monde Libertaire*, des articles collectifs ne sont pas à exclure.

Nous souhaitons lancer une campagne d'affichage et nous avons réalisé deux visuels. L'un alertant sur l'implication de la structure familiale dans les violences sexuelles commises sur les enfants, l'autre mettant en avant la révolte et la volonté profonde d'émancipation des victimes. Ces affiches s'adressent à tout le monde (victimes, proches, agresseurs) et invitent l'ensemble des individus à prendre conscience de l'ampleur et du caractère structurel de ces violences.

Si ces visuels, affiches et autocollants, vous intéressent, vous pouvez les commander auprès de la librairie Publico ou vous rapprocher d'un groupe fédéré.

Publico, 145 rue Amelot 75011 Paris - Tél : 01 48 05 34 08
https ://www.librairie-publico.com
Fédération anarchiste : https ://www.federation-anarchiste.org

Groupe Graine d'Anar

Voici une liste, non exhaustive, d'associations, de collectifs et de plateformes téléphoniques, d'aide et de soutien aux victimes, de lutte contre les violences et les viols pédocriminels

Les associations et structures à l'échelle du pays

119 Numéro national dédié à la prévention et à la protection des enfants en danger ou en risque de l'être.

ASSOCIATION LES PAPILLONS
L'*association Les Papillons* aide à la libération de la parole des enfants avec ses boîtes aux lettres dans les écoles et les clubs de sport.
https ://www.associationlespapillons.org/

FACE À L'INCESTE
(ex-Association internationale des victimes de l'inceste - AIVI)
Association d'information, de lutte, d'entraide
https ://facealinceste.fr/

MÉMOIRE TRAUMATIQUE ET VICTIMILOGIE
Association d'intérêt général pour la formation, l'information et la recherche sur les conséquences psychotraumatiques des violences.
https ://www.memoiretraumatique.org/

ENFANCE ET PARTAGE
Prévention et lutte contre les violences faites aux enfants
Soutien aux victimes
Accompagnement juridique
https ://enfance-et-partage.org/

NUMÉRO GRATUIT ET CONFIDENTIEL
POUR ÉVITER LE PASSAGE A L'ACTE
0 806 23 10 63
Numéro gratuit et unique
Du lundi au vendredi de 9h à 17h

Liste des associations et structures lyonnaises à retrouver sur le blog du groupe :

https ://grainedanar.org/

1. World Health Organization, *Global Status Report on Violence Prevention*, Genève, 2014, p. 70.

2. https ://www.memoiretraumatique.org/assets/files/v1/campagne2015/2015-Synthese-enquete-AMTV.pdf

3. Source : Brown David W., Anda Robert F., Tiemeier Henning, Félitti Vincent J., Edwars Valerie J., Croft Janet B., Giles Wayne H., « Adverse Childhood Experiences and the Risk of Premature Mortality »in American Journal of Préven-tive Medicine, Novembre 2009, Vol. 37, Issue 5, pp. 389-396.

VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES À L'UNIVERSITÉ

Un énième rapport : le 18 mars 2021, l'Association nationale des étudiants en médecine de France (ANEMF) publie les résultats accablants d'une étude menée sur le harcèlement sexiste et sexuel aux cours des études de médecine, et ce sur 67 pages. Énième rapport, car ce n'est ni le premier pour les étudiants en médecine, ni le premier non plus pour les étudiants en général.

Dès 2013, l'ANEMF avait proposé au ministère chargé de la Santé de faire une campagne contre les violences faites aux femmes : enfin, des cours, comptant pour la sélection à l'internat, étaient organisés. De plus, l'ANEMF avait saisi la Mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains (MIPROF) pour concevoir des outils de formation : courts-métrages et livrets d'accompagnement, fiches réflexes spécifiques à certaines professions, clips vidéo « paroles d'expertes »… Ainsi, des vidéos sont disponibles pour la formation des professionnels de santé, des travailleurs sociaux, des forces de l'ordre (ou du désordre ?), etc. : par exemple, *Anna* (les violences au sein du couple), *Tom et Léna* (l'impact des violences sur les enfants), *Elisa* (les violences sexuelles), *Une femme comme moi* (les violences sexuelles et sexistes au travail) et d'autres vidéos sur les mariages forcés ou les mutilations génitales féminines.

Un constat alarmant

En 2017, le livre *Omerta à l'hôpital*, de Valérie Auslender (Michalon), a fait grand bruit et a permis une prise de conscience sur la réalité des violences que subissent les étudiants en médecine. En octobre 2020, deux thèses d'étudiantes en médecine, soutenues à Sorbonne Université,

© STÉPHANE DUPONT

montraient qu'au cours de leur cursus 93,6 % des 2000 internes en médecine générale dans leur échantillon (qui représentent près de 20 % du nombre total des internes) déclaraient avoir subi des violences psychologiques de façon occasionnelle ou répétée, 53 % des violences de nature sexuelle et sexiste, 49,6 % des violences physiques, et près de 20 % un bizutage.

Dans l'étude révélée ces jours-ci, sur 4200 réponses recueillies, un tiers des étudiants en médecine aurait déjà été victime de harcèlement sexiste ou sexuel lors d'un stage à l'hôpital ou au sein de l'université. L'ANEMF prévient : « *Nous aurions préféré ne jamais avoir à lire les centaines de commentaires et témoignages accablants reçus. Nous aurions préféré ne jamais ressentir cette colère et cette honte à l'égard du milieu dans lequel nous évoluons au cours de nos études.* ». Ainsi 32 % des étudiants en médecine ont été victimes de harcèlement sexiste ou sexuel et 15 % ont déjà subi une agression sexuelle. Dès leur deuxième année de médecine, les études sont organisées entre stage à l'hôpital et cours à l'université. Deux étudiants sur cinq affirment avoir déjà reçu des remarques sexistes à l'hôpital mais ils sont aussi nombreux à en avoir été victimes à la faculté de médecine. « *L'hôpital devrait être un lieu d'éthique, de tolérance et où on prône le respect d'autrui, et pourtant il y a des propos inadmissibles* », s'indigne Morgane Gode-Henric, présidente de l'ANEMF.

Dénigrement, humiliation, harcèlement et violences : culture du viol et suprématie machiste

« *Est-ce q*ue la salope d'infirmière peut me passer le scalpel ? » ;
« Un infirmier a soulevé mon haut pour voir mon tatouage » ;
« Le médecin a trouvé bon de me mettre une main aux fesses » ;
« Un chef a dégrafé un soutien-gorge à travers la tenue de bloc » ;
« Tu m'appelleras "docteur" le jour où tu seras nue à genoux devant moi et que tu me feras des choses dont ta mère ne voudrait pas être au courant. » ;
« Petit pédé »…

À l'université, 93 % des agressions sexuelles sont perpétrées par des étudiants, souvent, lors d'événements festifs comme les week-ends, les soirées ou les galas. En stage, neuf actes de harcèlement sur dix sont quant à eux perpétrés par un supérieur hiérarchique, et par les médecins du service. Les étudiant.e.s mettent aussi en cause les patients et leurs gestes déplacés. Moins d'un étudiant sur cinq parvient à parler de ce dont il a été victime, alors que les étudiantes entament plus souvent les démarches, même si toutes ne le font pas. Dans la plupart des cas et pour la majorité d'entre eux et elles, dénoncer ne sert à rien, ou bien ils et elles ne savent pas à qui s'adresser ou craignent les retombées. « *Pour les victimes, c'est difficile de dépasser cette période de déni et de culpabilité, elles se sentent souvent responsables.* » D'autant que pour la moitié des signalements, il n'y a aucun changement ! Ainsi, les victimes préfèrent prévenir leurs proches, les plate-

DESSIN : LISON

formes de signalement voire les associations étudiantes plutôt que les personnes référentes à l'université ou à l'hôpital.

Pourtant, les conséquences sont bien connues et caractérisées notamment par Muriel Salmona grâce à ses travaux accessibles sur le site **www.memoiretraumatique.org**. Un quart des victimes a vu des conséquences à la fois sur sa vie personnelle (78 %), sa vie professionnelle (35 %) ou sa consommation d'alcool ou de tabac (16 et 10 %). Pour la quasi-totalité des étudiant.e.s interrogé.e.s dans cette enquête, la sensibilisation aux violences sexistes et sexuelles est primordiale et ce, dès le collège. L'ANEMF annonce présenter une vingtaine de propositions principalement sur cette volonté de sensibiliser et informer.

De nombreuses réactions dans l'enseignement supérieur

Par exemple, récemment, sous le tag #SciencesPorcs, les mêmes mots reviennent sur la page Instagram de Sciences Po Aix : violences sexuelles, harcèlement, omerta et loi du silence. Trois cas ont été révélés, mais des dizaines et des dizaines affluent sur les réseaux sociaux. Le directeur de l'établissement se défend d'imposer la loi du silence. C'est pourtant ce que dénonce une étudiante en 5e année. En mars 2019, elle découvre sur Facebook que son ex-petit ami a fait floquer, sur un maillot de basket, un jeu de mot à caractère sexuel détournant le nom de famille de l'étudiante. « *C'est une tradition à Sciences Po Aix, qui consiste à faire un jeu de mots sur une fille qu'on a chopée, avec qui on a couché, avec ou sans son consentement (…) Ce surnom est choisi avec toute l'équipe de basket. Ça veut dire qu'ils se réunissent, racontent des histoires qu'ils jugent drôles et ils se concertent pour trouver un surnom* ». Sur les réseaux sociaux, l'étudiante est victime de blagues sexistes et graveleuses. Et l'étudiant, devenu entretemps chargé de TD, porte le maillot en public et poste photos et commentaires dégradants sur Facebook. « *Il a joué avec ce tee-shirt et sa visibilité de prof dans un événement de 2500 personnes,* dénonce-t-elle. *Je me suis vraiment sentie humiliée et je me suis dit qu'il faisait ça dans l'impunité la plus totale. Je devais alerter* ». Ce qu'elle fait en octobre 2020 en saisissant la cellule d'écoute de Sciences Po Aix. Le chargé de cours, qui n'a pas contesté les faits, est tenu de lui rendre le tee-shirt, d'effacer tous les commentaires sur les réseaux sociaux et de rédiger une lettre d'excuses. Son contrat avec Sciences Po Aix ne sera pas renouvelé. Cela s'apparente à une « non-sanction », car pour le sanctionner, il aurait fallu engager une procédure disciplinaire.

Autre exemple récent, fin janvier dernier, la section disciplinaire de l'Université Paris-Est Créteil (UPEC) sanctionne un enseignant-chercheur à trois ans d'interdiction d'enseigner avec privation de la moitié de son salaire pour des « comportements inappropriés ». Mais depuis le 1er mars, il occupe un poste prestigieux dans une autre institution, dans le cadre d'un détachement de trois ans.

Encore un exemple, un professeur d'université est condamné au pénal et, sur le plan professionnel, à 4 ans de suspension de toute activité d'enseignement et de recherche, pour avoir photographié de nombreuses femmes dans des toilettes publiques. Réintégré à l'Université d'Angers, il est aujourd'hui chargé de mission sur la politique de recrutement et la gestion de carrière des chercheur.es, et invité, le 23 novembre dernier, à intervenir à l'occasion du webinaire « Plan d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes »!

CLASHES : une réponse de féministes universitaires

Pourtant, la Loi Fioraso de juillet 2013 oblige les universités à créer une mission « égalité entre les hommes et les femmes ». Une des mesures, la 6, vise à lutter contre les violences sexuelles : renforcement de la prévention et de la communication, lutte contre le bizutage ciblé sur les violences sexistes, transparence des procédures disciplinaires. Des cellules d'écoute et de prise en charge ont été créées.

Et depuis 2002, le collectif de lutte contre le harcèlement sexuel dans l'enseignement supérieur (CLASCHES, **https ://clasches.fr/**) s'est constitué en tant qu'association féministe ouverte à l'ensemble des étudiant.e.s, doctorant.e.s, enseignant.e.s et/ou chercheur.e.s et tout personnel universitaire. Car rien au niveau institutionnel ne bouge. Les étudiant.e.s et les personnels doivent bénéficier de l'information sur le harcèlement sexuel dans l'enseignement supérieur, doivent pouvoir se défendre et réagir en utilisant les ressources de lutte contre toutes les violences et contre le harcèlement.

D'après le CLASHES, l'affaire de l'UPEC « *apporte une nouvelle illustration non seulement de l'incapacité du milieu de l'enseignement supérieur et de la recherche à prévenir et à sanctionner comme il se doit les violences sexistes et sexuelles, mais aussi des inerties et des résistances néfastes de ses institutions.* […]. *C'est inacceptable : en plus de protéger injustement les carrières d'auteurs de violences, ces pratiques perpétuent la vieille technique de la mobilité, qui dissimule les violences et permet à certains de faire de nouvelles victimes* ».

Agissons ! Ne soyons pas complices ! Prenons notre sécurité en main !

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LE LEØ, LIEU D'EXPÉRIMENTATION POUR UNE ÉCOLOGIE POPULAIRE ET SOLIDAIRE À PANTIN EST MENACÉ !

Nous avions publié un article, « Le LEØ un outil de résistance[1] », dans le *Monde libertaire* n°1818 d'octobre 2020. Le LEØ nous a fait parvenir le communiqué ci-dessous.

Nous, membres du LEØ, Laboratoire Écologique Zéro déchet, occupons depuis près de deux ans un bâtiment industriel laissé à l'abandon à Pantin. L'EPFIDF (Établissement public Foncier d'Île de France), propriétaire des lieux, nous a intenté un procès l'année dernière. Un jugement inédit en notre faveur en a découlé, nous donnant la jouissance du bâtiment durant 3 ans et demi.

Au tribunal, nous avons défendu notre vision : celle d'un lieu d'expérimentation où l'écologie n'est pas austère, réservée à une « élite » culpabilisante ou contraignante, mais facile et accessible à tous•tes. Un lieu ouvert sur son quartier, un lieu d'accueil pour les associations, pour les habitant•es, un lieu où il ne serait plus question d'argent mais simplement de lien et d'échange.

Un lieu d'entraide et d'apprentissage collectif et familial proposant une cantine à prix libre, une ressourcerie gratuite, et un atelier en accès libre permettant à chacun•e d'apprendre à bricoler, réparer, coudre, fabriquer.

En somme, une tentative pour repenser notre façon d'habiter le monde, joyeuse et sans argent, reposant sur des dons en nature ou des récupérations.

Grâce à ces activités allant dans le sens d'une écologique sociale et solidaire, et bénéficiant à un quartier populaire, nous avons obtenu gain de cause au tribunal. Cependant, L'EPFIDF, qui est une grosse structure disposant de moyens importants et d'une multitude de biens fonciers inoccupés, a choisi de faire appel de cette décision. Nous voilà donc de nouveau en procès : la date est fixée au 20 mai.

Nous sommes inquièt·e·s

En effet, si nous venions à être expulsé•es, des centaines de familles n'auraient plus accès à des ressources alimentaires et vestimentaires gratuites, issues de notre réseau solidaire. Des dizaines de femmes (seules ou avec bébé) et mineur•es isolé•es, ne bénéficieraient plus de l'hébergement et de l'accompagnement bienveillant que nous organisons. Des centaines de personnes n'auraient plus accès au matériel de puériculture (poussettes, porte-bébés, vêtements, baignoires etc.), au lait, aux couches et aux produits d'hygiène que nous leur donnons.

Si nous venions à être expulsé•es, des centaines de personnes, collectifs et associations verraient disparaître l'endroit où ils/elles viennent apprendre à réparer leur vélo, à coudre, stocker leur matériel, se rencontrer, récupérer leur panier d'AMAP, leurs colis alimentaires, des vêtements, jouets ou livres gratuits, etc.

Si nous venions à être expulsé•es, tout notre travail bénévole de mise en réseau, de solidarité et d'organisation d'une écologie populaire serait perdu. Ce travail a mobilisé depuis trois ans un important réseau, une connaissance du territoire, des idées cohérentes avec les besoins de populations souvent délaissées par les pouvoirs publics, des savoir-faire et des liens forts, inscrits dans les réalités quotidiennes de ces habitants.

Le nouveau jugement risque d'être seulement motivé par la volonté de réprimer les personnes qui occupent et valorisent des bâtiments inoccupés, alors que leurs propriétaires se contentent d'enfermer du vide pour les besoins de la spéculation immobilière.

À ce jour le LEØ n'a aucune solution de repli. Nous ne pouvons pas déménager dans un endroit précaire tout en maintenant nos activités. Les pistes pour avoir un lieu conventionné piétinent : les élu•es sont circonspect·es, et les institutions immobiles. Mais nous allons nous battre ! Pour nos ancien·nes et futur·es bénéficiaires, pour nos bénévoles, pour nos ami·es, pour les bébés nés au LEØ et leurs mamans, pour les rêveur·ses, et toutes les personnes aspirant à la solidarité.

Nous avons donc besoin d'un écho médiatique pour que notre combat soit visible et entendu, et d'un soutien politique pour que nos actions soient pérennisées. Nous avons besoin de contacts chez les aménageurs/bailleurs, des propriétaires de friches ou de bâtiments publics ou privés qui pourraient être conventionnés, et pourquoi pas d'un contact bienveillant à l'EPFIDF pour qu'enfin ces derniers répondent à nos demandes de négociations !

N'hésitez pas à nous contacter à l'adresse leo@lamachine.org, et à vous renseigner sur nos actions sur le site www.labozero.org.

Solidairement,
Le LEØ

1. à retrouver sur : https ://monde-libertaire.net/index.php ? articlen=5539).

Manifestation 18/03/2021 Laon (02)

ROBOCRATIE
SCIENCE, TECHNIQUE ET POLITIQUE PARTIE 2

Depuis deux siècles, la France cultive le ferment de l'idéologie robotique, celle de l'efficacité. Nous le devons aux saint-simoniens, les disciples d'un des grands socialistes utopistes, Claude-Henri de Saint-Simon (1760-1825).

L'idéologie

Féministes, ennemis de l'égoïsme et de l'individualisme, des curés, de l'héritage et des frontières, leur projet est celui d'une Europe moderne et laïque guidée par les intellectuels, industriels et artistes les plus doués, et dévoués à « *l'amélioration du sort moral, physique et intellectuel de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre* ». Les saints-simoniens dont le noyau initial vivait en communauté à Ménilmontant font vivre l'idéal émancipateur des Lumières ; leur journal s'intitulait : *Le Producteur, Journal philosophique de l'industrie, des sciences et des beaux-arts*. On leur doit la première bachelière, Julie-Victoire Daubiéen en 1861, les canaux navigables, les chemins de fer et les banques qui fondent la modernisation du pays. Incarnation de l'élite méritocratique, ils restent à ce jour une société aussi discrète qu'influente.

Administrer les « choses »

« La France est devenue une grande manufacture et la Nation française un grand atelier. Cette manufacture générale doit être dirigée de la même manière que les fabriques particulières ». À l'ère techno-scientifique, la Raison détrône le Saint-Esprit ; il s'agit d'être efficace. *La technique qui rend la production efficace, absorbe à son tour la politique au profit d'un État qui doit optimiser une administration pléthorique et contrôler toujours plus ses populations. Il s'agit de remplacer le « gouvernement des hommes par l'administration des choses », et en réalité, grâce à l'apport des sciences et des techniques, de l'automatiser.*

Puis tout chosifier

Mais il y a cette loi : dès lors qu'une machine peut reproduire l'activité d'un humain, elle le fera mieux et moins cher. Produire efficacement conduit donc à produire des robots, et seuls des fous défendraient l'inefficace. Mais produire n'est qu'un des aspects des activités humaines. Et les humains sont tellement irrationnels – inefficaces – que la quasi-totalité des activités humaines devra être robotisée, c'est le mouvement de remplacement décrit dans ces chroniques.

La révolution doit être aussi culturelle et s'accompagner d'une méditation sur la part d'inefficacité, de pénibilité intrinsèque – nécessaire – à notre être biologique, très… « inefficace ».

Hépha Istos

ROBOCRATIE

ROBOTS << TRAVAILLEURS>>, UNE AFFAIRE DE FAMILLE

Alors que le 1er Mai on célèbre les travailleurs et leurs combats, les robots bossent sans combattre ; remplacent les travailleurs. On s'intéresse ici aux robots industriels, à leur croissance rapide et silencieuse ; à l'émergence aussi d'une sorte de famille.

« *Nous pouvons maintenant affirmer clairement que la pandémie a accéléré l'adoption de l'automatisation. On constate notamment une poussée vers la robotisation dans des secteurs au-delà de l'automobile,* […] *Les avancées technologiques, par exemple en matière de détection et d'IA, accompagnées de nouveaux progrès en matière d'utilisabilité et d'écosystèmes, réduisent les obstacles et stimuleront le déploiement de solutions robotiques, faisant de la robotique une technologie courante.* » Milton Guerry, Pésident, International Federation of Robotics, le 17 mars 2021.

Les robots se nourrissent de nos crises. La contraction qui survient dans un premier temps est suivie d'un vigoureux essor qui accélère le Grand Remplacement. Milton Guerry annonce donc clairement la *banalisation :* toujours plus de robots et dans toujours plus d'activités. Mais où en sommes nous ? Au mitan des années 2000, chaque année voyait l'embauche de 100 000 nouveaux robots industriels, la crise de 2008 a ensuite cassé le rythme pour le propulser vers les *400 000 nouveaux robots-travailleurs par an* alors qu'on en dénombre près de trois millions. Essentiellement dédiés à la fabrication de voitures (un million) et de matériel électronique (un million), deux sur trois se répartissent **Chine**, au **Japon**, **États-Unis**, **Corée du Sud** et en **Allemagne**.

« Un robot pour dix travailleurs »

Mais les grands nombres sont trop abstraits ! La « *robot density* » – densité de robotisation – qui décompte le nombre de robots pour 10 000 travailleurs indique le niveau de robotisation de l'industrie d'un pays ; elle est plus apte à figurer ce qui advient. En 2021 **Singapour** est en tête, suivi de la **Corée du Sud**, puis du **Japon** à égalité avec l'**Allemagne**. La Chine n'arrive que quinzième et la moyenne est de 113, mais la minuscule cité-État en tête du classement nous révèle la tendance, la densité de robots y est de 918, soit presque *un robot pour dix* travailleurs. La logique est implacable : les robots produisent mieux, plus et pour moins cher, donc on robotise.

On notera qu'au Japon où est produite la moitié des robots, c'est devenu une affaire de famille : les robots s'entre-fabriquent, se reproduisent.

Hépha Istos

FAITS D'HIVER
YA L'FEU AU LAC !

Actuellement, le Groenland est recouvert d'une couche de glace d'un kilomètre qui fond à la vitesse grand V. Une équipe de scientifiques, alarmée par la situation, vient d'effectuer un forage à 1400 mètres de profondeur. Et surprise, ils ont découvert des feuilles, des branches, des racines… Ce qui signifie qu'il y a un million d'années, il n'y avait pas de glace au Groenland. Because un réchauffement climatique. Déjà. Avec à la clef une montée des eaux d'au moins 10 mètres. Et tout cela, dû à une élévation de température de… 2,5 °C.

2,5 °C d'augmentation de la température, c'est l'objectif que les maîtres du monde ès capitalisme (privé et d'État) se sont fixés, dans leurs discours, pour enrayer le réchauffement climatique actuel. Tout en sachant très bien qu'il est inatteignable dans une logique capitaliste de croissance économique permanente, de toujours plus de productions et de consommations de l'inutile, de pillages éhontés des ressources naturelles, et de négation de la croyance absurde dans la course à l'infini dans un monde fini.

Bref, cette logique économique, politique, sociale et sociétale suicidaire est à l'aube de réussir l'impensable de la transformation de l'or en plomb. À savoir, mettre le feu au lac de la vie. Même Dieu (qui n'existe pas) ne s'y était pas essayé !

Mais soyons optimistes (sinon on nous accuserait d'être des catastrophistes hitléro-trotskistes), à l'aube de cette catastrophe annoncée, les révolutionnaires et les progressistes (à quelques exceptions près) envisagent d'envisager de réfléchir, surtout pas avec d'autres qu'eux-mêmes, demain ou après-demain, à l'hypothèse du non intérêt de bâtir le communisme libertaire… dans un cimetière.

Tant d'audace laisse pantois !

Jean-Marc Raynaud

La légende des frères Quero

L'imaginaire collectif de Grenade (Andalousie) narre l'histoire de « Los hermanos Quero » (les frères Quero), Francisco (Paco), José (Pepe), Antonio Benito, Pedro, résistants anarchistes de la CNT, liés à la guérilla urbaine, combattant pour survivre à une répression aveugle et implacable. Au milieu de toute une misère morale, apparaît ce type d'humains d'une générosité illimitée jusqu'au sacrifice extrême. Ils s'appliquèrent à défendre avec une absolue détermination les droits et valeurs, qui en avaient fait des êtres dignes et humains et leur offraient la possibilité de désirer un futur empreint de progrès, de justice sociale dans un contexte historique absolument défavorable.

L'imaginaire collectif de Grenade (Andalousie) narre l'histoire de « Los hermanos Quero » (les frères Quero), Francisco (Paco), José (Pepe), Antonio Benito, Pedro, résistants anarchistes de la CNT, liés à la guérilla urbaine, combattant pour survivre à une répression aveugle et implacable. Au milieu de toute une misère morale, apparaît ce type d'humains d'une générosité illimitée jusqu'au sacrifice extrême. Ils s'appliquèrent à défendre avec une absolue détermination les droits et valeurs, qui en avaient fait des êtres dignes et humains et leur offraient la possibilité de désirer un futur empreint de progrès, de justice sociale dans un contexte historique absolument défavorable.

Place aux armes !

Avec le coup d'État militaire du 18 juillet 1936 et la Guerre civile, ils se virent obligés de changer leurs votes et leurs paroles contre des armes. Abattus, vaincus, soumis, torturés, humiliés et abandonnés, ils n'acceptèrent pas de perdre leurs conditions de personne et de citoyen. Une violence répressive fut appliquée méthodiquement, poussa les vaincus et leur entourage, à une perverse décision : assumer la mort, la torture et de longues peines de prison, ou alors, initier une lutte inégale dans un contexte international dont ils ne pourraient rien espérer encore moins à partir de 1947. Les frères Quero Robles n'étaient pas une exception dans le mouvement guérillero, mais ce qui peut se dire c'est que l'acharnement de la dictature, et le lourd tribut qu'ils payèrent les a malheureusement rendus célèbres. Vu que la violence comme la douleur peuvent avoir différents degrés et différentes intensités. Le cas de la famille Quero était par contre unique. Elle eut beaucoup de morts dans un espace de temps très court et dans un milieu ambiant géographiquement réduit à quelques quartiers de Grenade : El Albaicín, El Sacromonte (quartier gitan), El Barranco del Abogado, El Llano de la Perdiz, et à quelques villages de province : Huétor Vega, La Zubia, El Fargue, Huétor Santillán, Pinos Genil, Güéjar Sierra, Quéntar, Tocon, Albuñuelas, Lanchas de Cenes, Monachil, Los Ojigares, en fonction de la pression des forces de l'ordre le cercle de refuge s'agrandit jusque dans les Sierras (montagnes) : La Peza, Diezma, Purullena, Guadix, Graena, avec la complicité permanente et constante du reste de la famille, parents, frères, amis, voisins et proches de toujours. Ce n'était pas seulement la mort et la perte de ces êtres les plus chers, mais bien la souffrance continuelle et graduelle de la famille, de voir comment ils disparaissaient sans pouvoir l'éviter. Souffrant à la fois de cette impuissance et de ce harcèlement, de la répression physique et psychologique de l'isolement, de la réquisition de leurs biens, et de l'entraînement à un état de pauvreté, que le régime franquiste prolongea bien au-delà de la mort de quelques -uns des membres de la famille, tel était le calvaire des Quero.

Le groupe des frères Quero fut actif de 1940 à 1947 à Grenade et ses alentours. Bien que peu nombreux, le groupe était célèbre du fait de ses actions spectaculaires (attaque du plus gros banquier de la ville en plein jour, intrusion chez un juge militaire pour exiger la libération de jeunes gens qui collaboraient avec la résistance, courses-poursuites sur les toits de la ville, etc.).

La famille de Francisco Quero Ballestero et de Matilde Quero Robles constituée de 14 enfants vivait dans l'Albaicín (quartier arabe), sur la placeta de las Castillas au numéro 20 (petite place des Castilles) où elle avait une boucherie familiale, lorsqu'elle fut surprise par la Guerre civile. Les frères José, Antonio Benito et Francisco Quero luttèrent auprès de la Seconde République espagnole, en s'engageant dans la 78e Brigade mixte de l'armée régulière à Diezma et Guadix et faisaient partie de « Los Niños de la noche », une unité de guérilleros qui faisait des missions en territoire franquiste.

Comme beaucoup de miliciens, ils souhaitaient retourner en paix dans leurs foyers respectifs, ce ne fut pas possible ni pour les frères Quero ni pour la majorité des combattants. Le régime franquiste ne pardonnera jamais aux miliciens républicains leurs actions. Une autre bataille allait commencer bien plus cruelle : la répression et les persécutions franquistes, dans un pays qui n'était plus le leur. Le dictateur Francisco Franco Bahamonde conservait dans son bureau six documents sur la guérilla anti-franquiste. Trois d'entre eux faisaient référence au petit groupe proactif de la guérilla urbaine grenadine : les frères Quero.

Maquis anarchiste

Ce qui donnait l'ampleur de leurs actions, ridiculisant et mettant en échec les forces de sécurité de la Garde civile en commettant des actions en plein jour. Les frères Antonio Benito et José s'échappèrent le 17 juin 1940 de la prison La Campana de Grenade où ils étaient détenus, devenant ainsi des proscrits. Ils rejoignirent le maquis anarchiste de Juan Medina García « El Yatero » pour finalement partir au bout de quelques mois et constituer leur propre bande. Ils se caractériseront par des coups spectaculaires, par des affrontements à coups de tirs contre la police armée et la garde civile, s'échappant des situations les plus difficiles. Parmi leurs plus surprenantes attaques et séquestrations, ils arrivèrent à en commettre deux simultanément dans une même journée : la séquestration pendant quelques heures, de Manuel Rodriguez-Acosta, d'une des familles les plus fortunées de l'époque, obtenant ainsi une somme astronomique de 250 000 pesetas. Dans l'après-midi, ils kidnappèrent dans la rue Gran Vía (Grande Voie), un homme d'affaires Andrés Sanchez Montes et lui réclamèrent la même somme. Cet argent servit pour la résistance anti-franquiste, la CNT, ou pour les familles les plus nécessiteuses. Le 20 août 1941, en voiture, ils kidnappèrent le général Eduardo Entrala Ríos dans la rue Alcantarilla

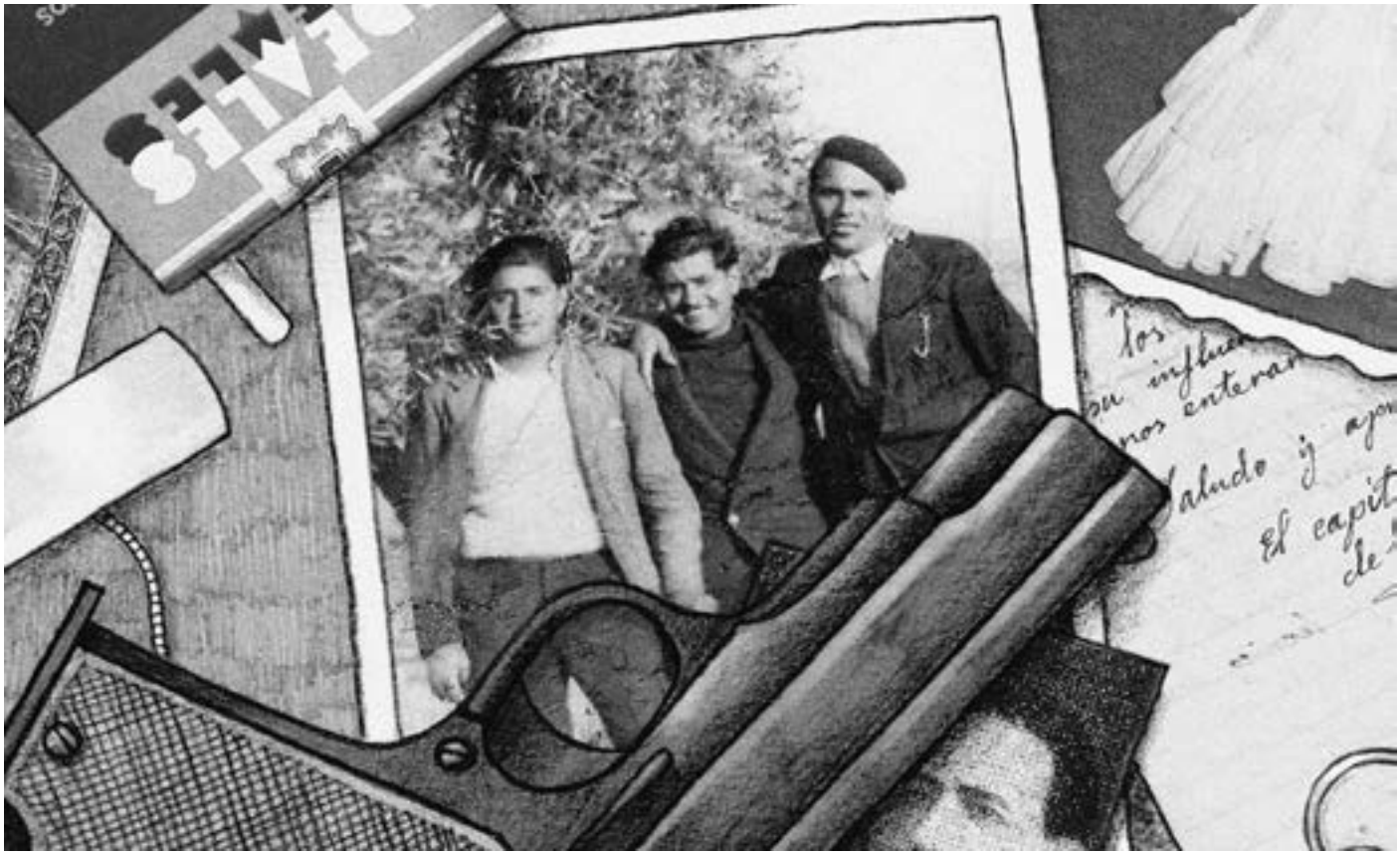


ILLUSTRATION DE "HIJOS DE UNA GUERRA : LOS HERMANOS QUERO Y LA RESISTENCIA ANTIFRANQUISTA" (JORGE MARCO).
ON Y VOIT LES TROIS FRÈRES PACO, PEPE ET ANTONIO QUIERO

l'obligeant à verser une somme de 500 000 pesetas, il sera libéré trois jours plus tard. Le 3 mai 1944, « Día de la Cruz » (Jour de la Croix), à Grenade devant une multitude de gens, ils provoquèrent des tirs dans El Paseo del Salón (la Promenade du Salon), afin de récupérer l'argent d'un hold-up. Le 4 août 1944, dans la rue Maestro Alonzo de Granada, les quatre frères Quero entrèrent dans le domicile de Pedro Segura, juge de l'audience militaire de Grenade. Le but de la visite était de relâcher deux jeunes innocents qui étaient détenus, accusés d'avoir eu des relations avec eux.

Le commencement de la fin…

En revanche, la tragédie se pressentait, José Quero sera le premier à mourir âgé de 29 ans le 6 novembre 1944, lorsqu'il voudra kidnapper le propriétaire Francisco Contréras des grands magasins du même nom, pour obtenir une rançon dans un magasin du Carril del Picón (la Voie du Picon). Le fils du propriétaire, voyant la situation, tira sur José, Francisco se vit dans l'obligation d'abandonner le cadavre de son frère et de fuir. Le 12 juillet 1945, Francisco et Pedro se retrouvèrent encerclés par la Garde civile au Sacromonte, les deux furent blessés, Pedro avec une jambe cassée, Francisco touché à l'œil par un tir de balle. Leur fuite reste anthologique, Francisco se retrouva sur les épaules de son frère pendant que celui-ci tirait contre la police armée. Ils se séparèrent et Pedro se cacha dans une ancienne mine, El Cuti (Sacromonte) ; se voyant cerné il fuma une dernière cigarette avant de se tirer une balle. Le 30 mars 1946, c'était au tour de Francisco surpris avec Antonio Morales « El Palomica », sur la Plaza de los Lobos (la Place des Loups), dans une course poursuite dans les rues de Grenade. « El Palomica » sera blessé et envoyé à l'hôpital dans un état critique, refusant au bout de quelques jours d'informer la police, il se suicidera en grattant la blessure à son cou. Âgé de 28 ans, il était originaire d'Orihuela (Alicante) et connut les frères Quero lors de la Guerre civile, son amitié restera fidèle jusqu'à la fin. Francisco Quero se dirigea au domicile d'un de ses proches, Eliseo Lopez Rojas militant de la CNT. La police le poursuivit jusque dans ce refuge, duquel il parvient à s'extraire. Puis il fut encerclé et abattu dans la rue sous les balles des policiers et des gardes civils vers quatre heures de l'après-midi. Son cadavre fut piétiné avec acharnement et criblé de balles jusqu'à ne plus reconnaître son visage. Francisco était âgé de 24 ans. Le dernier de la bande, Antonio Benito, se suicidera le 24 mai 1947. Le 22 mai, réfugiés dans un appartement, au numéro 73 du Camino de Ronda (chemin de ronde), Antonio Benito Quero, Ibañez Huete et José Mérida tombèrent dans une embuscade après avoir été dénoncés. Lors de ce fameux 24 mai 1947, tous les habitants de l'immeuble situé dans le centre-ville de Grenade furent délogés par les forces de police et la Garde civile, l'assaut dura deux jours (aujourd'hui encore, Grenade se souvient de cet épisode). Le 23 mai au matin dans une tentative désespérée, Antonio Ibañez Huete « Chato Borrego de Dolar » sauta du troisième étage avec un matelas face aux tirs de la police. Il tomba blessé, tout en continuant à tirer jusqu'à sa mort, une heure après. Antonio Benito Quero à son tour se suicida à l'intérieur de l'appartement. Lors de l'assaut, un hélicoptère de l'armée fit son apparition, du jamais vu pour la population grenadine.

Les frères Quero ne peuvent pas être considérés comme des hors-la-loi, des bandits ou des gangsters. Ils étaient conscients qu'ils luttaient pour une noble cause. Idéalistes, dans un pays où la situation sociale fit surgir tant d'injustices et de cruautés, ils furent embarqués dans cette vie tumultueuse, courageuse, douloureuse et tragique. Finalement, c'est la vie de quatre frères, morts en rêvant dans Grenade, qui est et restera la ville des Quero, là où la légende est née.

Juan Chica Ventura
Groupe anarchiste Salvador-Seguí

L'anarchisme et la République en Espagne

PARTIE 3

La révolution qui débuta le 19 juillet 1936 se heurta à une forte opposition de la part de la Generalitat (gouvernement de la Catalogne) et du gouvernement de la République, qui trouvera son apogée lors de la prise de contrôle du central téléphonique de Barcelone, en mai 1937, par les troupes gouvernementales. Le gouvernement central tenta de reprendre ce site stratégique pour la CNT. Comme en juillet 1936, les militants anarchistes érigèrent à nouveau des barricades dans toute la ville pour défendre la Révolution ; les affrontements – connus sous le nom d'« événements de mai 37 » – commencèrent.

Entre août 1936 et mars 1937, des décrets successifs avaient été pris par un gouvernement républicain où siégeaient quatre ministres anarchistes. Ces décrets mettaient progressivement fin aux conquêtes révolutionnaires de juillet. La plupart des comités d'ouvriers furent démantelés ou vidés de leurs fonctions. Ce fut le cas des comités locaux qui avaient remplacé les conseils municipaux, ou des tribunaux révolutionnaires qui seront dissous pour réinstaller le système judiciaire républicain. Les milices ouvrières furent militarisées et intégrées dans la nouvelle armée populaire, les comités d'approvisionnement et les comités d'entreprise perdirent le contrôle de la production et de la distribution des marchandises. Un des derniers décrets signés permit de mettre fin aux patrouilles de contrôle, corps armés de travailleurs qui avaient garanti l'ordre public depuis la défaite du coup d'État militaire.

Révolution et contre-révolution républicaine

Le dimanche 3 mai, le gouvernement ordonna à la Garde d'assaut (la police républicaine) de prendre le contrôle du bâtiment du central téléphonique, qui était aux mains d'un comité formé par des militants de la CNT et de l'UGT (Union générale des travailleurs, socialiste) depuis juillet 1936. La résistance des travailleurs de la CNT à l'assaut de la police déclencha les premiers affrontements. La nouvelle se répandit dans toute la ville. Des barricades furent rapidement érigées dans chaque quartier. Dans l'après-midi, toute la ville était à nouveau sous le contrôle des travailleurs, à l'exception des bâtiments officiels et des sièges du Parti socialiste catalan pro-soviétique (PSUC), de l'ERC (la Gauche catalane) et de l'*Estat català* (une structure indépendantiste, entre groupe paramilitaire et parti politique). Tout au long de la semaine, les barricades restèrent en place. Cependant, à la fin de la semaine, les travailleurs finirent par les abandonner lorsque les directions de la CNT-FAI d'abord, et du POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste) ensuite, leur demandèrent de mettre fin aux hostilités. Seuls quelques groupes, comme les Amis de Durruti (1) et l'aile gauche du POUM, furent favorables à ce que cette insurrection se transforme en une dernière offensive menée par la Révolution contre l'État républicain qui menaçait les conquêtes sociales de juillet 1936. La ville fut prise par 8000 gardes d'assaut dans l'après-midi du 7 mai ; commença alors une importante répression contre le mouvement anarchiste et contre le POUM. Des centaines de personnes furent emprisonnées au château de Montjuich, à la prison Modelo, à l'hôtel Colón et dans différents centres de détention clandestins qui se trouvaient aux mains de la tcheka soviétique (2). Des dizaines d'autres disparurent et furent assassinées, comme l'anarchiste italien Camilo Berneri. Après les événements de mai, le POUM fut mis hors-la-loi, ses dirigeants furent emprisonnés et Andreu Nin, son principal dirigeant, fut assassiné.

> **« La révolution et la guerre étaient perdues et un tel acte de rupture avec la tradition antipolitique de la CNT a été sévèrement critiqué. »**

Le passage de la CNT dans le gouvernement républicain a laissé peu d'empreintes concrètes. Les ministres anarchistes sont entrés au gouvernement en novembre 1936 et sont partis en mai 1937. Ils ne pouvaient pas faire grand-chose en six mois. La participation de quatre ministres anarchistes dans ce gouvernement a été commentée bien plus que leur activité législative – hormis quelques avancées éphémères sur le droit à l'avortement et l'état des prisons espagnoles. La révolution et la guerre étaient perdues et un tel acte de rupture avec la tradition antipolitique de la CNT a été sévèrement critiqué. Pour la mémoire collective du mouvement libertaire, vaincu et en exil, cette trahison, cette erreur ne pouvaient qu'entraîner de terribles conséquences. Toute la littérature anarchiste ultérieure, confrontée à ce sujet, a laissé de côté l'analyse pour toute une série de reproches éthiques bien connus. D'une part, il y avait eu une révolution vigoureuse et souveraine ; d'autre part, il y eut sa destruction, provoquée par l'offensive lancée par le pouvoir républicain contre les milices, les comités révolutionnaires et les collectivisations, ce qui mit fin à tout espoir de changement social. Les rappels à l'ordre des ministres Federica Montseny et Juan García Oliver pour mettre fin à l'insurrection ouvrière et la défaite des militants les plus radicaux continuèrent à entretenir malgré tout l'espoir révolutionnaire en Catalogne. Les choix de certains dirigeants de la CNT entraînèrent le déclin idéologique d'une organisation qui se définissait quelques mois auparavant comme anarcho-syndicaliste et donc anticapitaliste et antiautoritaire. Le mois de mai 1937 de Barcelone a été suivi par la destruction en août du Conseil d'Aragon et des collectivités rurales de cette région, majoritairement libertaire,

Une « République sociale et libertaire » y a-t-elle déjà existé ?

UNION ANARCHISTE - FÉDÉRATION PARISIENNE

LA VÉRITÉ
SUR LES
Evénements d'Espagne

Par un ordre signé de son chef, RODRIGUEZ SALA, il a fait envahir l'immeuble du Central Téléphonique et a tenté d'en expulser les ouvriers par la force.

C'est lui qui a rompu la trêve du Mercredi 5 Mai et suscité de nouveaux troubles.

Ce sont les Staliniens qui viennent de déclencher la crise du gouvernement de Valence et qui se font l'instrument de liquidation de la révolution prolétarienne.

Travailleurs Français, fermez les oreilles à leurs mensonges.

La C.N.T. et la F.A.I. sont le meilleur rempart de la Révolution Espagnole.

L'UNION ANARCHISTE.

LE LIBERTAIRE, organe de l'Union Anarchiste

par l'armée républicaine avec à sa tête le général stalinien Lister. De là, jusqu'à la fin de la guerre en mars 1939, il est apparu clairement que la révolution avait été engloutie par ceux qui étaient son ennemi, mais aussi par certains de ses représentants ayant collaboré à la défaite de leur propre camp au sein du gouvernement.

Les événements de mai 1937 en Catalogne et la destruction des collectivités anarchistes en Aragon peuvent être compris comme le moment final du processus révolutionnaire de transformation sociale initié à l'été 1936. En conséquence et à long terme, il s'agissait du déplacement de l'initiative politique et sociale de la CNT aux partis politiques républicains. À court terme, cela signifiait la défaite d'une option radicale existant dans la société espagnole et l'absorption de la CNT dans l'ensemble des forces gouvernementales républicaines. On vit alors l'émergence de différences internes dans un mouvement anarchiste divisé entre l'option gouvernementale et les partisans de la consolidation et de l'approfondissement de la transformation sociale entreprise à partir de juillet 1936. L'expérience du mouvement anarchiste en Espagne montre que les révolutions ne doivent pas se faire à moitié, la révolution ne peut tolérer indéfiniment l'existence de la contre-révolution. En participant au gouvernement républicain, les dirigeants anarchistes ne pouvaient que contribuer à la défense des institutions bourgeoises et d'une soi-disant avant-garde prolétarienne aqui cherchait à étrangler la révolution par le renforcement de l'État. Les dirigeants de la CNT et de la FAI ne parvinrent à rien avec une position simplement antifasciste défensive. Ce furent des leçons apprises au prix de beaucoup de douleur et de sang.

« L'expérience du mouvement anarchiste en Espagne montre que les révolutions ne doivent pas se faire à moitié. »

Jamais la Seconde République ne fut sociale et libertaire. Elle fut l'ennemie des millions d'ouvriers et de paysans qui refusaient l'existence de l'État et combattaient pour une société sans oppression et sans exploitation.

Daniel Pinós

1. Ce mouvement fut d'abord organisé à l'intérieur de la CNT-FAI, par des militants de la FAI : Pablo Ruiz, Eleuterio Roig et Jaime Balius. Ces hommes furent exclus de la CNT-FAI à cause de leurs prises de position anti-gouvernementales lors des journées insurrectionnelles de mai 1937, tandis que la CNT appelait les ouvriers au calme. Elle se rapprocha, dans les combats de rue, des militants du POUM. Le programme des Amis de Durruti incluait les points suivants : destruction immédiate de l'économie capitaliste et de toute forme d'État ; établissement du communisme libertaire ; remplacement de l'État et du capitalisme par les syndicats comme institutions économiques, les municipalités comme institutions politiques, et la fédération comme moyen pour établir les liens entre syndicats et municipalités.

2. La Tcheka était la police politique créée en 1917 en Russie, sous l'autorité de Félix Dzerjinski, pour combattre les ennemis du nouveau régime bolchevik. Son organisation était décentralisée et devait seconder les soviets locaux. De nombreux cadres de cette organisation opérèrent en Espagne pour combattre les opposants à un gouvernement républicain de plus en plus téléguidé par l'Union soviétique de Staline. Ils y appliquèrent les mêmes méthodes criminelles qu'en URSS pour éliminer toute forme d'opposition. La Tcheka devint en 1922 la GPU, qui fut dissoute dans le NKVD en 1934, qui accoucha enfin du KGB en 1954…

Pinelli, Sacco et Vanzetti…

Francisco Ferrer,

assassiné par l'Église avec la complicité de l'État

L'éducateur libertaire est né le 10 janvier 1859 à Alella, en Catalogne, dans une famille de paysans catholiques. Il a eu 13 frères et sœurs… Pendant son apprentissage, il se familiarise avec les idées républicaines. En 1886, il participe à une tentative insurrectionnelle pour établir une République sociale. Exilé en France, il se rapproche des milieux libertaires.

Hostile sans le dire ouvertement à la propagande par le fait, Francisco Ferrer est favorable à une transformation par évolution de la société. Éducationniste-réalisateur (1), il pense que l'enseignement amène la transformation de la société.

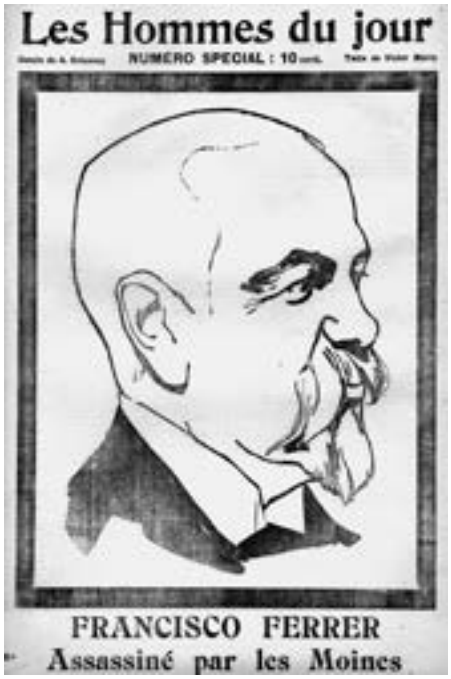
"Ouvrez des écoles…"

En 1901, après avoir enseigné en France, il a l'opportunité de rentrer à Barcelone où il peut ouvrir la première École moderne, fortement inspirée par l'orphelinat de Cempuis crée par Paul Robin. Les buts de l'École moderne sont d'aider les élèves à acquérir leur autonomie en passant par l'apprentissage par eux-mêmes et la solidarité, par l'acquisition des connaissances sans dogme ni moralisme. Elle rencontre un franc succès et se développe en Catalogne puis en Espagne, bulletins et ouvrages se diffusent massivement.

Le 31 mai 1906, le jour du mariage du roi, Mateo Morral, le bibliothécaire de l'école, fait exploser une bombe qui, au lieu de toucher le couple royal, tombe dans la foule faisant près de 30 victimes. Ferrer, suspecté, est arrêté. L'école est suspendue.

> **« Nul n'est méchant volontairement, tout le mal qui est dans le monde vient de l'ignorance. »**

Acquitté l'année suivante, il se lance dans la création d'un réseau international et d'une nouvelle publication *l'École rénovée* qui s'étend à la France, aux États-Unis, en Suisse. Le type d'éducation proposé veut rompre avec le système scolaire ré-



publicain version IIIe République, même s'il s'inspire en partie de sa vision scientifique, intellectuelle et morale. En Espagne, il rencontre de nouveau un succès.

Barricades

En 1909, Barcelone est au bord de l'insurrection. Le 26 juillet, la grève générale éclate pour protester contre l'envoi du contingent au Maroc. Le gouvernement envoie l'armée et décrète l'état de siège. La ville se couvre de barricades. Des casernes se mutinent. Le gouvernement central envoie alors des colonnes armées et, en trois jours, réduit à néant l'émeute. Cela ne suffit pas à la tourbe réactionnaire et cléricale du gouvernement d'Alphonse XIII qui veut des têtes. Elle fait fermer les écoles laïques et les locaux des organisations ouvrières. À partir du 31 juillet, plusieurs milliers d'arrestations ont lieu : les condamnations se multiplient à l'exil, à la prison à perpétuité.

Fusillé pour l'exemple

Absent d'Espagne, Ferrer est arrêté à son retour le 31 août, suite aux accusations que portent les autorités ecclésiastiques. Mis au secret, l'annonce de sa disparition génère une campagne internationale. Un comité de défense des victimes de la répression en Espagne, composé, est mis sur pied. En dépit des interventions internationales, le sabre et le goupillon n'en ont cure. Jugé sans défense, il est condamné à mort avec ses quatre compagnons d'infortune lors d'un procès à huis clos.

L'exécution a lieu le 13 octobre au matin. Sa mort provoque un déchaînement de colère. À Paris, à l'annonce de son exécution, plusieurs milliers de manifestants tentent de prendre d'assaut le 34 rue de Courcelles, siège de l'Ambassade d'Espagne. Les émeutiers tiennent des barricades jusqu'à 3 heures du matin (2). Mais l'Église espagnole a eu la tête d'un de ses principaux adversaires.

Cinquante ans après, Albert Camus écrivait, à propos de cet assassinat : « *Francisco Ferrer pensait que nul n'est méchant volontairement et que tout le mal qui est dans le monde vient de l'ignorance. C'est pourquoi les ignorants l'ont assassiné et l'ignorance criminelle se perpétue encore aujourd'hui à travers de nouvelles et inlassables inquisitions. En face d'elles pourtant, quelques victimes, dont Ferrer, seront toujours vivantes.* »

Sylvain Boulouque

Pour poursuivre :

L'ouvrage de sa fille Sol Ferrer,. *La Vie et l'œuvre de Francisco Ferrer Un martyr au XXe siècle*, Paris, Librairie Fischbacher, 1962. consultable en ligne.

Les deux ouvrages de Sylvain Wagnon sur Francisco Ferrer. *Pour une morale rationaliste, fraternelle et laïque* et *Une Éducation libertaire en héritage*, Lyon, Atelier de création libertaire, 2017 et 2018.

1. Gaetano Manfredonia, *Anarchisme et changement social. Insurrectionnalisme, syndicalisme, éducation-réalisateur*, Lyon, ACL, 2007

2. voir le récit de Guillaume Davranche, *Trop jeunes pour mourir*, Montreuil, Libertalia/ L'insomniaque, 2014.

Terreur féministe ou femmes terrorisées ?

Peu de livres sont consacrés à la violence féministe mais nous pouvons citer Virginie Despentes dans différents écrits et notamment *King Kong Théorie*[1]. D'autres références sont apparues en 2020, par exemple, Alice Coffin avec *Le Génie lesbien*[2] ou Pauline Harmange avec *Moi les hommes, je les déteste*[3]. Alors quand début 2021, deux livres sur la terreur féministe sont publiés en même temps, une fois de plus, il est possible de s'interroger. Ainsi, arrivent sur nos tables de librairie : *Scum Manifesto*[4] de Valerie Solanas (réédition d'un texte de 1967) et *La terreur féministe, Petit éloge du féminisme extrémiste*[5] de Irene. Que se passe-t-il pour qu'un éditeur ressorte un livre plus de cinquante ans après sa parution et qu'un autre affiche la terreur féministe avec une femme masquée portant une « bombe artisanale », dans les flammes ?

Alors, peureux ?

Certes, Irene parle de Valerie parmi les femmes évoquées « *Les hommes qui ont peur de #MeToo ou brandissent l'écriture inclusive comme l'illustration d'un féminisme radical dangereux n'ont certainement pas entendu parler du Scum Manifesto, un manifeste théorisant la haine la plus viscérale vis-à-vis des hommes* ». Double projet ? Celui, quelque part, d'associer ces femmes dangereuses aux pétroleuses de la Commune ou aux sorcières du Moyen Âge : le feu, la nuit, le danger. Et celui d'affirmer que la pire des violences, c'est celle du patriarcat qui légitime bûchers, disparitions, viols, féminicides. Alors qu'est ce le crime de cramer celui qui a violé votre fille de 13 ans et vient vous narguer à sa sortie de prison « *Bonjour Madame. Comment vont vos filles ?* » (Maria del Carmen Garcia, 2005). Qu'est ce le crime de Diana, la *cazadora de chóferes* qui abat deux chauffeurs de bus à Ciudad Juárez, au Mexique, pour venger ses sœurs (2013) : le nombre de féminicides ne cessait alors de monter ?

« Si on ne nous respecte pas, on se fera respecter par nos propres moyens. Les femmes de Juárez nous sommes fortes » (Diana)

Valerie et Irene se démarquent ainsi de la douceur, de la patience, de la soumission assignées aux filles et aux femmes. Quand Emmanuèle de Lesseps s'est trouvée à traduire *Scum Manifesto*, en 1972, elle s'est mise à rire car le livre débute ainsi : « *Vivre dans cette société, c'est au mieux y mourir d'ennui. Rien dans cette société ne concerne les femmes. Alors, à toutes celles qui ont un brin de civisme, le sens des responsabilités et celui de la rigolade, il ne reste qu'à renverser le gouvernement, en finir avec l'argent, instaurer l'automation à tous les niveaux et supprimer le sexe masculin* ». Évidemment Houellebecq est d'un autre avis : « *j'ai toujours considéré les féministes comme d'aimables connes, inoffensives* dans *leur principe, malheureusement rendues dangereuses par leur désarmante absence de lucidité* ».

Peur s'accordera au masculin ?

Valerie est autant connue pour avoir tiré sur Andy Warhol que pour cet unique écrit qui nous soit parvenu, sa mère ayant brûlé tous ses manuscrits. En 1976, Delphine Seyrig lit admirablement le texte, filmée par Carole Roussopoulos[6]. Après des rires, la réflexion : Valerie a été violée, enfant, par son père, son beau-père et son grand-père, SDF à 13 ans, engrossée deux fois avant ses 15 ans, et pourtant elle croyait en son talent. Son manifeste fut en quelle sorte volé, comme elle fut violée, et il eut alors un retentissement mondial à ce moment-là, alors qu'elle était internée. Lauren Bastide reprend dans la postface « *Baiser permet aux hommes de se protéger contre leur désir d'être une femme* » et rappelle « *le retournement de Freud, la performance butlerienne, la masculinité toxique, le caractère systémique du viol* ».

La sortie de ces deux livres est jouissive : toutes les deux brandissent des questions qui prennent sens dans un contexte de radicalisation féministe depuis #MeToo. Que se passerait-il si la terreur féministe devenait réelle ? Si les hommes commençaient à avoir vraiment peur ? Pour détruire un système meurtrier devons-nous utiliser des moyens violents ? Comme Peter Gelderloos[7], Irene affirme « *Face à un système qui maltraite et peut aller jusqu'à tuer les femmes, riposter avec violence est vital, légitime et nécessaire* ». Elle évoque d'ailleurs des femmes qui n'ont pas fait le choix de la violence et ont été *féminicidées* comme Ana Orantes, aspergée d'essence en flammes, après avoir brisé le silence à la TV espagnole.

Pour combattre le patriarcat, le choix s'offre ainsi ?

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

1. V. Despentes, *King Kong Théorie*, LGF poche, 2007.
2. A. Coffin, *Le Génie lesbien*, Grasset, 2020
3. P. Harmange, *Moi les hommes, je les déteste*, Seuil, 2020
4. V. Solanas, *Scum Manifesto*, 1001 nuits, 2021.
5. Irene, *La terreur féministe, Petit éloge du féminisme extrémiste*, Éd. Divergences, 2021.
6. C. Roussopoulos, *Caméra militante*, MetisPresses, DVD, 2010.
7. P. Gelderloos, *Comment la non-violence protège l'État : essai sur l'inefficacité des mouvements sociaux*, Éd. Libre, 2018.

Une révolution en Syrie ? Vraiment !

« Toutes les révolutions, les insurrections socialistes du XXe siècle se sont voulues filles de l'insurrection parisienne de 1871. »

Jacques Rougerie, historien.

« Nous avons fait mieux que les travailleurs de la Commune de Paris. Ils ont résisté pendant 70 jours et nous, nous tenons depuis un an et demi. » *Omar Aziz, anarchiste*

Durant le mois de mars, de nombreux articles ont paru déplorant les victimes de la répression meurtrière que le pouvoir syrien impose au peuple du même nom. Les chiffres se succèdent plus horribles les uns que les autres. Parfois, un mot surgit pour dater le début de ces crimes. Parfois le même mot se glisse entre deux mentions des islamistes ou de l'État islamique, celui de révolution. Mais personne n'en parle réellement. Un exemple entre autres. Un article de *Médiapart*, organe considéré à gauche gauche, intitulé « *En Syrie, la mémoire est la vie* » mentionne 10 fois ce mot. À aucun moment il ne dit ce que fut cette révolution, parce que cela en fut une ! Comme elle ne s'est pas faite à la pointe des kalachnikovs, comme on n'a pas vu une seule femme munie fièrement d'une mitraillette, les vrais révolutionnaires, comme les autres, n'ont eu d'yeux que pour le combat suivant, celui de Kobané.

Une révolution oubliée ?

Eh oui ! Nous l'avons oubliée ! Pourtant la Syrie a connu dès le printemps 2011 jusqu'en 2013 l'un des plus importants mouvements populaires que l'histoire arabe ait connus. L'irruption de cette résistance civile, après la chute des dictateurs en Tunisie et en Égypte, avait stupéfié le monde. Durant des mois et des mois, chaque semaine, le peuple syrien a manifesté à mains nues, sans violence, tout en subissant la répression la plus féroce qu'il soit, de la part du régime syrien.

Simultanément une autre organisation sociale s'était mise en place. Omar Aziz en avait été l'un des organisateurs avant de mourir dans les geôles de Bachar. Qui était-il ?

Il ne portait pas de masque de Vendetta, et il n'a pas formé des groupes de Black Bloc. Il n'était pas obsédé par le fait de donner des interviews à la presse, et il n'a pas fait les gros titres des médias lors de son arrestation.

Aziz était encouragé par la vague révolutionnaire qui saisissait le pays et croyait que les « *manifestations en cours étaient capables de casser la domination du pouvoir absolu* ». Pour lui, cela n'avait aucun sens de participer à des manifestations qui demandent le renversement du régime tout en restant strictement dans les structures hiérarchiques et autoritaires imposées par celui-ci. Il était encouragé par les multiples initiatives qui surgissaient dans tout le pays, incluant la mise à disposition volontaire d'un soutien légal et médical d'urgence, transformant des maisons en hôpitaux de campagne et arrangeant des paniers de nourriture pour la distribution. Il vit dans de tels actions *« l'esprit de la résistance du peuple syrien à la brutalité du système, la destruction et le meurtre systématique de la communauté* ». La vision d'Omar était d'étendre ces pratiques et il croyait que la façon de le faire se trouvait dans l'établissement de conseils locaux. Alors que le courant politique d'opposition avait échoué à réaliser quoique ce soit de notable dans les deux dernières années, le mouvement d'opposition de base, face à la répression violente, est resté dynamique et innovant et a intégré l'esprit anarchiste. Au cœur de l'opposition de base il y avait la jeunesse, principalement des classes pauvres et moyennes, où les femmes et divers groupes religieux et ethniques jouèrent des rôles actifs. La plupart de ces activistes restaient non-affiliés aux idéologies politiques traditionnelles mais sont motivés par ce qui concerne la liberté, la dignité et les droits humains basiques.

Révolution'arts

Tout cela eut peu d'échos dans les milieux libertaires et proches. Pourtant une des caractéristiques de cette révolution fut sa production artistique, autant graphique, murale, qu'écrite et chantée. C'est ce que rappelle cet article de *Médiapart* « *Le paradoxe syrien, c'est que même si le pays est complètement fracassé, la création n'a jamais été aussi vivante depuis le début de la révolution* ».

Un site web intitulé *La mémoire créative de la révolution syrienne* recense et archive en trois langues toutes les productions culturelles et artistiques nées de la révolution et produites depuis, en Syrie et par la diaspora. Un livre paru aux Éditions Libertaires, *Non-violence dans la révolution syrienne* rassemble nombre d'écrits et témoignages sur les formes de désobéissance civile que prirent nombre de manifestations. Sur le site *Lundi Matin* (lundi.am) un certain nombre d'articles ont été publiés, entre autres l'un dont le titre *La révolution syrienne et la Révolution du Rojava* annonce la problématique. Reste en suspens la question du passage à la lutte armée qui coïncide avec la fin de la révolution. Qui a les armes a le pouvoir, le pouvoir des armes !

Pierre Sommermeyer
Individuel

Le Guetteur

Promenade sans frontières

J'invite le lecteur ou la lectrice (on dit comment en lecture inclusive lect-eur-rice ou lect-rice-eur ?) à un petit tour du monde, cahin-caha sans logique particulière.

Y avait dans l'temps un bieau grand chemin

Commençons par **la France** et les soucis budgétaires d'un maire et sa façon de les régler. Crest, sympathique petite ville de la Drôme avec une splendide tour carrée. Il règne là un maire qui a trouvé le moyen d'équilibrer ses comptes en réduisant ses factures. Une bonne partie de la municipalité est située hors de l'agglomération urbaine proprement dite. Pour y circuler l'utilisation des chemins ruraux est indispensable, donc il faut les entretenir et cela coûte cher et surtout cela ne concerne que peu d'électeurs. Donc ce maire, Hervé Mariton qu'il s'appelle, a décidé de privatiser ces chemins, donc de transférer leur propriété et donc leur entretien aux propriétaires attenants. Tout cela va réduire à terme l'accès des promeneurs et autres marcheurs à la campagne environnante. Une résistance se met en place et une pétition est lancée sur chemin.crest.fr

Des vidéos pour LCP, la chaine parlementaire ?

Un petit détour en **Australie** s'impose. Qui a dit qu'un parlement ne pouvait pas être sexy ? Trouvé ceci sur le site de la BBC : la crise qui secoue la politique australienne n'a cessé de s'aggraver après l'apparition de vidéos montrant des membres du personnel en train de se livrer à des actes sexuels au Parlement, ce qui a conduit au licenciement d'un assistant principal. L'une des vidéos montre l'assistant en train d'accomplir un acte sexuel sur le bureau d'une députée. Le Premier ministre Scott Morrison a qualifié ces vidéos de « *scandaleuses* ». Cette décision intervient après qu'un ancien membre du personnel a révélé qu'elle craignait de perdre son emploi à la suite d'une agression sexuelle présumée. Cela en dit long sur le plaisir de travailler dans un tel lieu !

Biden sème sa (Ama)zone…

Traversons le Pacifique pour aller faire un tour aux **USA** où Che (Joe Biden) Guevara a pris le pouvoir à en croire ce message de soutien aux grévistes d'Amazon en Alabama en date du 1er mars 2021.

« *Aujourd'hui et au cours des prochains jours et des prochaines semaines, les travailleurs de l'Alabama et de toute l'Amérique votent sur l'organisation d'un syndicat sur leur lieu de travail. Les syndicats mettent le pouvoir entre les mains des travailleurs, ils égalisent les règles du jeu, ils vous donnent une voix plus forte, pour votre santé, votre sécurité, des salaires plus élevés, des protections contre la discrimination raciale et le harcèlement sexuel. Les syndicats soutiennent les travailleurs, qu'ils soient syndiqués ou non, mais surtout les travailleurs noirs et bruns. Alors laissez-moi être très clair, ce n'est pas à moi de décider si quelqu'un doit adhérer à un syndicat. Mais laissez-moi être encore plus clair, ce n'est pas non plus à un employeur de décider cela. Le choix d'adhérer à un syndicat appartient aux travailleurs - point final* ».

Quand les extrémistes arrivent au pouvoir il faut rester sur ses gardes.

Intégristes de tous les pays…

Comme d'habitude un petit tour en **Israël**, où le dernier spectacle électoral en date vient de faire d'un parti islamiste le faiseur de roi. Quelle coalition juive de droite ou du centre va accepter de gouverner avec l'appui des islamistes arabes ? Ce qui est dramatiquement rigolo c'est que ce parti, le Raam, est sur la même longueur d'onde que les intégristes juifs en ce qui concerne l'homosexualité, et les LGBT. En même temps, comme dirait l'autre, un grand nombre de jeunes envisagent d'aller vivre en Kibboutz.

Mon annonce officielle

Finissons par notre doux pays de **France** et sa course présidentielle quinquennale.

Elle a donc commencé. Encore douze mois avant le sprint final. Douze mois à attendre les résultats, c'est long. Il y a déjà deux candidats déclarés, un du Nord, l'autre du Sud, plus deux qui y sont d'office et les autres qui arrivent derrière. J'ai décidé de ne pas en faire partie. Donc cette année je ne serais pas candidat, pas plus que les autres fois d'ailleurs. Et pour contextualiser tout cela quelques chiffres du Covid en cette fin du mois de mars, bien sûr il faudra les réévaluer lors de la parution du Monde Libertaire.127 496 854 personnes touchées, 2 792 272 morts, 102 753 721 guéris.

Vaccinés de tous les pays, unissez vous !

Pierre Sommermeyer
Individuel

1871-2021
UNE COMMUNE DE PARIS TOUJOURS VIVANTE

Cent cinquante années nous séparent de ce printemps de 1871 au cours duquel Paris – mais également d'autres cités de l'hexagone – fut le théâtre d'une insurrection ouvrière qui est devenue emblématique pour le mouvement révolutionnaire international. Ces 72 jours d'espérance, de combats, de douleurs, de joies, de sacrifices, d'héroïsme alimentent toujours les réflexions, les analyses, les controverses.

La présentation du dossier consacré à la Commune de Paris entend faciliter la lecture en alternant des articles de fond et des témoignages, des recensions d'ouvrages, la présentation de Communes dans d'autres villes que Paris. Chacun pourra organiser sa lecture en fonction de ses centres d'intérêt.

La Fédération anarchiste, groupe Commune de Paris 1871 et la Confédération nationale du travail (CNT-RP) organisent les 12 et 13 juin 2021 un colloque consacré à la Commune de Paris de 1871.

Le *Monde libertaire* présente un dossier sur ce thème en s'appuyant sur l'événement historique et en démontrant l'actualité de l'avènement d'une société autogestionnaire construite en rupture avec les lois économiques, sociales, politiques, idéologiques qui régissent la marche erratique du capitalisme. Ce socle génétique partagé avec les révolutionnaires de 1871 qui se sont soulevés pour l'émancipation du genre humain, c'est donc une Commune vivante qui sera évoquée dans toute son hétérogénéité, refusant « mythifications » comme mystifications.

Redéfinir les questions sociétales

Dans cet hommage rendu aux Communards, est prioritairement abordée la question sociale de l'organisation du travail, prise en main par les producteurs, négation du rôle patronal et de la fonction étatique, avec toutes les réserves induites par la réalité des affrontements militaires, contexte similaire auquel les masses ouvrières et paysannes espagnoles seront confrontées en 1936. La place des femmes dans la révolution de 1871, souvent traitée de manière parcellaire, réductrice, parfois caricaturale, est ici approfondie, fournissant des clefs pour saisir les ressorts qui ont conduit ces femmes à pleinement investir, sur de nombreux fronts, y compris sur les barricades, le processus révolutionnaire. Les mobilisations ouvrières offensives ou solidaires qui ont eu lieu hors de Paris, comme à Lyon, Marseille, en Isère, à Périgueux, Narbonne, Limoges, Bordeaux, sont ici relatées, choix d'une rupture avec une vision jacobine et centraliste de la Commune de Paris. Sur la question de l'Éducation, retour sur les réflexions, conceptions produites par les Communards afin de situer ces propos, mesures dans la trajectoire que suivra la pédagogie anarchiste au fil du temps, analyse stimulante pour décrypter les anticipations qui sont apparues dans le creuset révolutionnaire de 1871.

La place du courant antiautoritaire

Ce dossier constitue le lieu idéal pour s'arrêter sur le courant antiautoritaire, numériquement minoritaire, mais cependant très actif tant au sein des instances de la Commune, des Commissions, que sur le terrain, civil ou militaire. La question de l'art et des artistes fait l'objet d'une étude très fournie qui apporte un nouvel éclairage sur la Fédération des artistes de Paris, son programme, la place de la création, celle des métiers d'art. Enfin il eût été paradoxal d'évoquer ces faits historiques sans prendre en considération le rôle joué par l'Association internationale des travailleurs (AIT), l'internationalisme étant au cœur des principes et pratiques de la Commune.

Les thématiques traitées, nécessairement limitées, synthétisent la filiation qui relie les aspirations des Communards aux nécessités des luttes du XXIe siècle : organisation autogérée du travail et coopérativisme, le féminisme comme composante de la lutte sociale, les pratiques éducatives à instaurer dans la cohérence d'un projet sociétal autogestionnaire, la coordination des luttes sur l'ensemble du pays, le devenir de l'art déconnecté des lois du marché, l'affirmation de principes antiautoritaires et fédéralistes comme alternative aux hiérarchies étatiques et patronales, l'internationalisme en actes comme négation du chauvinisme et du patriotisme. Ces valeurs, les Communards les ont gravées en lettres de sang sur les barricades de Paris, dans les rues de Marseille ou de Lyon, d'autres les ont transmises au hasard des déportations ou de l'exil.

Groupe « La Commune de Paris »
de la Fédération anarchiste

LES TENDANCES AU SEIN DE LA COMMUNE

Des républicains modérés aux révolutionnaires affirmés, on distingue trois grandes composantes.

Les Jacobins ou « Néo-Jacobins » sont les plus nombreux, parmi eux Delescluze, vétéran de 1830 et 1848. Même si leurs références sont la première Commune de Paris sous la Révolution française, et la Constitution de l'An I qui octroie de nombreuses libertés aux collectivités locales, ils demeurent moins centralistes que ne le laisse entendre la terminologie employée.

Ils comptent en leur sein des journalistes, des artisans, des artistes, des représentants de professions libérales comme médecins, pharmaciens, ainsi que des hommes de loi. Ils forment plus d'un tiers des membres de la Commune.

Les Blanquistes, en l'absence de Blanqui, emprisonné en province par le gouvernement de Thiers, ne regroupent qu'une petite minorité, un peu plus d'une dizaine, qui se prononcent pour un État fort, militent pour un socialisme autoritaire, favorable à l'établissement d'une dictature au nom du peuple. Ils s'inspirent des événements de 1793, durant la Révolution.

Cette orientation se manifestera dans le choix des investissements au sein de la Commune, comme nous le verrons. Ils conçoivent le communalisme comme étant la libre fédération des producteurs, thèse qui sera reprise ultérieurement par la Fédération jurassienne. Les principales figures de ce courant sont Eudes, Duval, Ranvier, Ferré, Rigault.

Enfin les Internationalistes, des membres de l'Association internationale des travailleurs (AIT), souvent désignés comme d'inspiration proudhonienne, sont en fait des collectivistes antiautoritaires à l'instar de Bakounine ou James Guillaume. Si des personnalités comme Benoît Malon, Eugène Varlin ou Gustave Lefrançais sont les porte-paroles éminents des Internationalistes, nous verrons que d'autres figures marqueront de leur empreinte les événements révolutionnaires de 1871, tel l'ouvrier hongrois Léo Frankel qui était à l'origine de la fondation d'une section allemande de l'AIT à Paris.

Quelques blanquistes appartiennent également à la Première Internationale comme l'employé de commerce Cournet, Vaillant ou Duval.

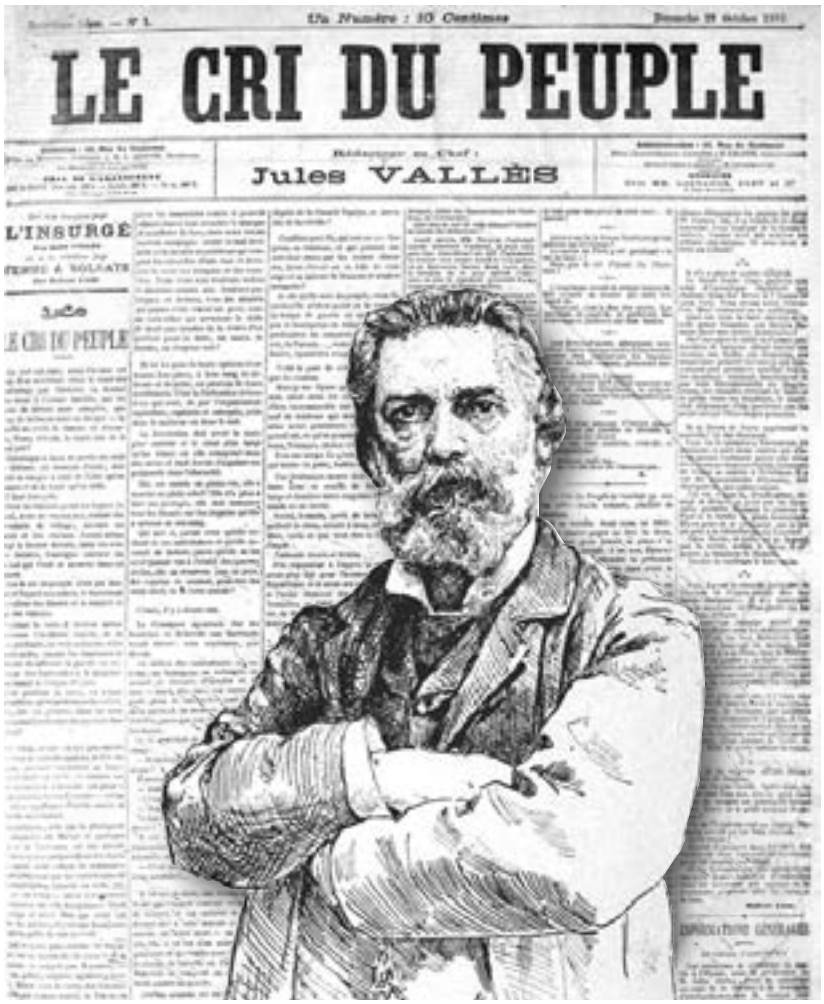
Quelques éléments contextuels

Appréhender les positionnements des uns et des autres implique de saisir le processus qui aboutit à la constitution formelle de la Commune. Le 15 février une réunion de gardes nationaux, salle du Wauxhall, rue de la Douane, décide de constituer une Fédération des compagnies de la Garde nationale de Paris afin de lutter pour la défense de la République, contre un retour de la Monarchie. Là est le ciment qui fédère les acteurs de cette lutte, à cet instant. Une commission est ainsi mandatée pour élaborer les statuts de cette organisation, structurée, ayant à sa tête un Comité central, émanation des délégués issus des différentes compagnies. La commission comprend un commissaire par arrondissement, 18 sur 20 sont représentés, et la plupart des délégués sont des inconnus selon Lissagaray qui note « *... des petits bourgeois, boutiquiers, employés, étrangers à toutes les coteries, jusque-là même à la politique...* »[1]. Cette diversité est alors une force, un mouvement républicain de base, ouvert. Le 24 février une Assemblée générale réunissant 2000 délégués approuve ces statuts, se prononce « *pour la suppression des armées nationales* » et s'affirme prête à passer à l'action si les Prussiens pénètrent dans Paris comme l'envisage le traité de paix. Le 3 mars la Garde nationale est devenue la Fédération républicaine, les gardes nationaux sont désormais des Fédérés. Le Comité central désigne une Commission Exécutive de cinq membres parmi lesquels on trouve deux internationaux, Eugène Varlin, ouvrier relieur et Jean-Louis Pindy, ouvrier menuisier. Le Comité sera au cœur des événements qui aboutiront à l'insurrection du 18 mars et à la mise en place des élections qui auront lieu le 26 mars. Entre la date de sa création et le résultat des élections, le Comité Central assumera l'administration de Paris et en son sein les Internationalistes et les Blanquistes géreront les postes les plus importants.

Yves Bernard
Syndicat ETPRECI 75
Raphaël Romnée
Syndicat CNT POSTE 95

1. Lissagaray : *Histoire de la Commune de 1871*. Éditions François Maspero, Petite Collection Maspero. 1970. p.95.

PLACE AU PEUPLE, PLACE À LA COMMUNE !


LE CRI DU PEUPLE

Jules VALLÈS

L'INSURGÉ

JULES VALLÈS, DESSIN D'ERNEST CLAIR-GUYOT, DANS L'INSURGÉ.

La Commune est proclamée !

Elle est sortie de l'urne électorale, triomphante souveraine et armée. Les élus du peuple sont entrés dans le vieil Hôtel de Ville qui a entendu le tambour de Santerre et la fusillade du 22 janvier, sur cette place où le sang des victimes de l'honneur national et de la dignité parisienne vient d'être essuyé par la poussière soulevée en ce jour de fête sous les pas des bataillons victorieux.

On n'entendra plus le roulement du tambour de Santerre ; les fusils ne brilleront plus aux fenêtres de l'hôtel communal et le sang ne tachera plus la place de grève si nous le voulons. Et nous le voudrons, n'est-ce pas citoyens ?

La Commune a été proclamée. L'artillerie sur les quais tonnait ses salves au soleil qui dorait leur fumée grise sur la place. Derrière les barricades, où se tenait debout la foule : hommes saluant du chapeau, femmes saluant du mouchoir, le défilé triomphal, les canons abaissant leur gueules de bronze, humbles et paisibles, craignant de menacer la foule joyeuse.

Devant la façade sombre, dont le cadran a sonné tant d'heures qui sont maintenant des siècles et au vu de tant d'événements qui sont aujourd'hui l'Histoire, sous ces fenêtres peuplées d'assistants respectueux, la Garde nationale défilait lui jetant les vivats de son enthousiasme tranquille et fier. Au-dessus de l'estrade se tenaient les élus du peuple, braves gens à la tête énergique et sérieuse ; le buste de la République, qui se détachait blanc sur la tenture rouge, regardait impassible reluire cette moisson de baïonnettes étincelantes au milieu de laquelle frissonnaient les drapeaux et les guidons aux couleurs éclatantes, tandis que montaient dans l'air le bourdonnement de la cité, les bruits du cuivre et de la peau d'âne, les salves et les acclamations.

Une journée de fête révolutionnaire

La Commune est proclamée dans une journée de fête révolutionnaire et patriotique, pacifique et joyeuse, d'ivresse et de solennité, de grandeur et d'allégresse, digne de celles qui ont vu les hommes de 93 et qui console de vingt ans d'Empire, de six mois de défaites et de trahisons. Le peuple de Paris debout en armes, a proclamé la Commune, qui lui a épargné la honte de la capitulation, l'outrage de la victoire prussienne et qui le rendra libre comme elle l'eût rendu vainqueur.

Que n'a-t-elle été proclamée le 31 octobre !

Qu'importe ! Morts de Buzenval, victimes du 22 janvier, vous êtes vengés maintenant !

La Commune est proclamée.

Les bataillons qui spontanément, débordant des rues, des quais, des boulevards, sonnaient l'air les fanfares des clairons, faisant gronder l'écho et battre les cœurs avec les roulements du tambour, sont venus acclamer et saluer la Commune, lui donner cette promulgation souveraine de la grande revue civique qui défie Versailles, remontent l'arme sur l'épaule vers les faubourgs, remplissant de rumeurs la grande ville, la grande ruche.

La Commune est proclamée.

C'est aujourd'hui la fête nuptiale de l'idée et de la révolution.

Demain, citoyen-soldat pour féconder la Commune acclamée et épousée la veille, il faudra reprendre, toujours fier, maintenant libre, sa place à l'atelier ou au comptoir.

Après la poésie du triomphe, ma prose du travail.

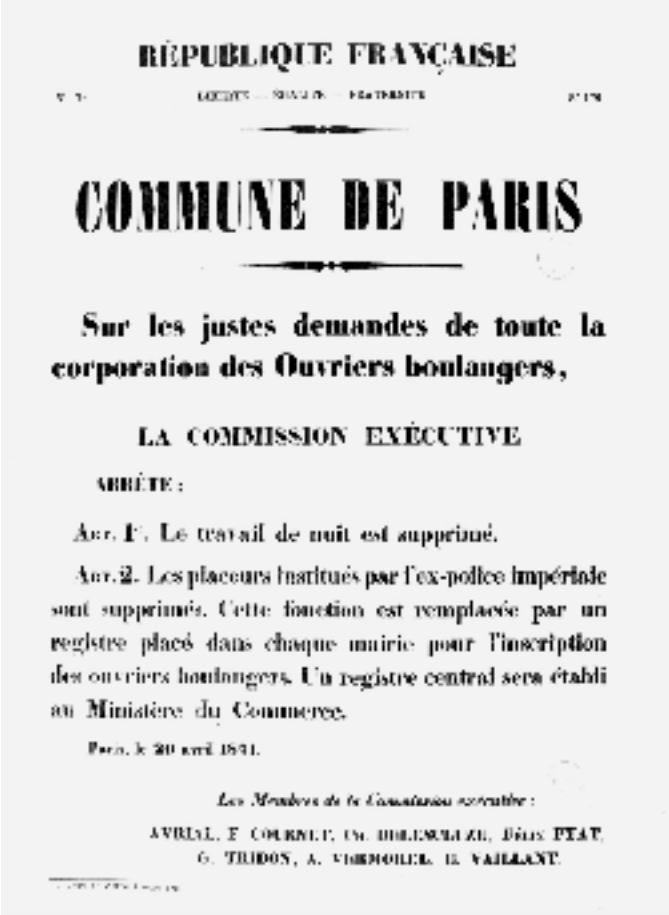
Jules Vallès
Le Cri du peuple, 30 mars 1871

L'ACTIVITÉ DES ANTIAUTORITAIRES AU SEIN DES COMMISSIONS

Sur le plan de la participation aux Commissions, nous avons aux « Travail/Industrie » et « Échange », outre la délégation confiée à Frankel, Malon, Avrial et Thiesz. Les anti-autoritaires ont ici un poids réel et il convient de sérier les résultats concrets de cette activité. Plusieurs dispositions témoignent du caractère prolétarien des mesures prises : la remise aux locataires des termes impayés d'octobre 1870 à avril 1871, et la suspension des poursuites judiciaires menées à leur encontre ; la suspension de la vente des objets déposés au Mont-de-piété, un délai de trois ans étant accordé aux débiteurs, un projet est formulé de création d'une organisation sociale donnant aux travailleurs des garanties réelles de secours et d'appui en cas de chômage. Dans chaque arrondissement, sont créés des Offices de renseignements pour les offres et demandes de travail, cette disposition sera reprise dans la loi du 22 mars 1882 instaurant la possibilité de fonder des Bourses du Travail.

La suppression du travail de nuit des boulangers est actée, l'application du décret rencontrera une vive opposition des patrons de ce secteur et des infractions seront commises, la presse réactionnaire instruira une intense campagne contre cette décision. La possibilité pour les patrons et les administrations d'effectuer des retenues sur salaires et de donner des amendes aux ouvriers est interdite tandis que l'obligation lors de l'embauche de prêter serment politique –allégeance de type féodal- ou professionnel est abolie.

Des ateliers abandonnés sont réquisitionnés et confiés à des associations ou coopératives ouvrières, ceci à la suite de la constitution d'une commission d'enquête conduite par les Chambres syndicales ouvrières et à laquelle ont participé de nombreuses corporations comme celle des métallurgistes ou des ébénistes lors de séances tenues les 10 et 18 mai. C'est l'ouvrier mécanicien Avrial qui est à l'origine de cette démarche de recensement des usines et fabriques abandonnées par leurs propriétaires en fuite. L'atelier d'armes du Louvre a été transformé en coopérative, placé sous la direction d'un délégué de la Commune, *« [...]nommé par les ouvriers et révocable chaque fois qu'il sera convaincu d'avoir manqué à son devoir* [...] »



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE DE PARIS

Sur les justes demandes de toute la corporation des Ouvriers boulangers,

LA COMMISSION EXÉCUTIVE

ARRÊTE :

ART. 1er. Le travail de nuit est supprimé.

ART. 2. Les placeurs institués par l'ex-police impériale sont supprimés. Cette fonction est remplacée par un registre placé dans chaque mairie pour l'inscription des ouvriers boulangers. Un registre central sera établi au Ministère du Commerce.

Fait à Paris, le 20 avril 1871.

Les Membres de la Commission exécutive :

AVRIAL, E. COURNET, CH. GERESME, ZEL. PIAT, G. TRIDON, A. VERMOREL, E. VAILLANT.

CENTRE DE RECHERCHE ET D'ÉTUDE DE LA BOULANGERIE ET DE SES COMPAGNONNAGES

Cette orientation socialiste découle du caractère qu'entendent donner les antiautoritaires et internationalistes au mouvement, choix que Léo Frankel synthétise en déclarant « *... nous ne devons pas oublier que la révolution du 18 mars a été faite exclusivement par la classe ouvrière. Si nous ne faisons rien pour cette classe, nous qui avons pour principe l'égalité sociale, je ne vois pas la raison d'être de la Commune....* »

La gestion des services publics

Sur le plan des services publics, commission animée par Jules Andrieu, il est à noter la transformation du régiment des Sapeurs-Pompiers qui est dissous en tant que corps militaire devenant le 12 avril le Corps civil des Sapeurs-Pompiers de la Commune de Paris, l'accès au grade d'officiers se faisant sur la base d'élections.

Dans le secteur des Postes, Albert Theisz, ouvrier ciseleur, est nommé délégué à la direction générale. Il hérite d'une situation critique : l'encadrement a disparu, les caisses sont vides, le stock des timbres a disparu et les véhicules postaux ont été acheminés à Versailles. S'appuyant sur la seule conscience professionnelle des facteurs et des agents de recettes, Theisz remit le service en état de marche, sur Paris, mais aussi en direction de la Province. Dès sa nomination, il refusa l'indemnité de fonction à laquelle il avait droit, arguant que sa qualité de membre de la Commune lui permet de percevoir 15 francs par jour. Il crée au sein de cette administration un Conseil des Postes ayant voix consultative, auquel participent des représentants du personnel. Il est à l'origine de la suppression de la 4e distribution du dimanche, ce qui est une amélioration des conditions de travail, et une revalorisation des salaires est mise en œuvre.

À l'Imprimerie nationale, l'élection des chefs d'ateliers est instaurée, ceci pour lutter contre le favoritisme. Par ailleurs, les ouvriers ont le droit de se réunir par ateliers ou par métiers pour élaborer leurs revendications.

Yves Bernard
Syndicat ETPRECI 75
Raphaël Romnée
Syndicat CNT POSTE 95

QUEL HÉRITAGE DES COMMUNARDES AUJOURD'HUI ?

ÉLISABETH DMITRIEFF
MEMBRE DE L'AIT, ELLE S'INVESTIT DANS L'UNION DES FEMMES POUR LA DÉFENSE DE PARIS ET LE SOIN AUX BLESSÉS, AINSI QUE DANS L'ORGANISATION D'ATELIERS COOPÉRATIFS.

Si la lutte pour le droit de vote a pris autant d'ampleur à la fin du XIXe siècle, elle a sans doute masqué bon nombre de revendications des communardes et de leurs actions plus ou moins spectaculaires. Mais surtout, elle était portée par des femmes de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie, bien instruites et au fait des événements outre-Manche ou outre-Atlantique, que leurs consœurs organisaient, souvent réprimées avec force. Les communardes, quant à elles, appartenaient à toutes les catégories de la population mais surtout à celle des femmes du peuple exerçant les petits métiers du textile — fileuse, couturière, boutonnière, etc. — ou ceux de la préparation et de la vente alimentaire — les métiers de bouche, laitière, chocolatière, etc. — même si certaines d'entre elles, comme Louise Michel (1830-1905), étaient institutrice ou d'autres, comme Elisabeth Dmitrieff (1851-1910), faisaient partie des catégories sociales bourgeoises, notamment l'aristocratie émigrée. Selon Louise Michel, elles furent plus de 10 000 à combattre, issues des faubourgs ouvriers. Parmi les déférées au Conseil de guerre, on compta 756 ouvrières, 70 commerçantes, 4 institutrices.

Citoyennes sans citoyenneté

Pourtant, en France, auteur d'un livre en 1869, *Les Droits de la Femme*, Léon Richer (1824-1911) avait fondé la même année la revue *Les Droits des femmes*, puis, en 1870, l'Association pour le droit des femmes. Au même moment, Maria Deraismes (1828-1894), André Léo (de son vrai nom Victoire Léodile Béra, 1824-1900) et Louise Michel s'étaient regroupées au sein d'une Société pour la revendication des droits civils des femmes. L'intitulé de cette société indique clairement que les droits civils sont bien plus larges que le seul droit de vote dont les suffragistes, sous la houlette d'Hubertine Auclert, feront leur axe principal de revendication. Pour les communardes, l'accès à l'éducation des filles, la dénonciation de l'exploitation du travail des femmes avec un salaire équivalant à peine à la moitié de celui des hommes, l'éradication de la prostitution — phénomène se développant par la misère économique — les moyens pour maîtriser sa fécondité afin ne plus mourir en avortant et réduire le nombre de ses enfants, sont les priorités qui émergent sur les barricades ou dans les assemblées[1].

Après un court intermède de quatre années, 1793 a signé l'exclusion des femmes du politique : la guillotine pour Olympe de Gouges, la fermeture des clubs féminins. Citoyennes sans citoyenneté, les femmes se sont trouvées mineures à vie en 1804 au regard du Code civil, et ce jusqu'en 1965. Alors, en 1871, le choix de la visibilité de la violence politique constitue une condition de son efficacité, et c'est pourquoi, la représentation imagée fera des communardes des pétroleuses, prolongeant ainsi la figure des sorcières et la symbolique du feu. Comme toute personne participant à un mouvement social revendicatif se voit aujourd'hui qualifiée de violente dès lors que des vitrines sont brisées ou des poubelles enflammées.

DE GAUCHE À DROITE
MARIE-CHRISTINE DARGENT, LOUISE BOUTIN, MARIE-JEANNE MOUSSU, LOUISE BONENFANT,

JUDITH DAVID, PAULINE BOURRETTE, VICTORINE GARGET ET HORTENSE DAVID.

DESSIN : SOF

> « Si les grands négociants des marchés de femmes étaient au bout d'une corde, ce n'est pas moi qui irais la couper. »
>
> LOUISE MICHEL

La lutte contre la prostitution

A l'heure de Pékin+25, c'est-à-dire vingt-cinq ans après la IVe Conférence mondiale sur les femmes qui s'est tenue sous l'égide de l'ONU en 1995, réunie pour la lutte pour l'égalité, le développement et la paix, les pro-prostitution et les pro-life se mobilisent. La Commune de Paris est particulièrement sensible au problème de la prostitution. Les élus du XIe arrondissement de Paris feront fermer les maisons de tolérance dans cet arrondissement de Paris dès mai 1871. Il s'agissait de supprimer le trafic odieux de l'exploitation commerciale des femmes par des marchands sans scrupule profitant de la misère ouvrière. L'inscription des femmes prostituées et l'obligation qui leur était faite de se soumettre à une surveillance médicale furent abolies. La parenthèse communarde refermée, l'État revient avec soulagement à la case départ : les maisons closes sont réouvertes, avec la réglementation antérieure.

En Allemagne, aux Pays-Bas, sur la frontière espagnole… les *Eros Center* et maisons d'abattage existent toujours, de même qu'aux abords des foyers de guerre même pour les armées de paix. Abolition 2012 qui a permis de regrouper de nombreuses associations féministes et d'obtenir la loi du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées, est régulièrement vilipendé par le STRASS (Syndicat des travailleurs du sexe) et des organisations comme Médecins du Monde, Aides, Act Up-Paris, et une partie du Planning familial. Entre 1871 et 2016, il a fallu 145 années pour rétablir ce que les communardes avaient instauré dans un arrondissement de Paris.

Des revendications toujours d'actualité

Nous pouvons prendre un autre exemple, celui des droits sexuels et reproductifs, cache-sexe international pour évoquer le droit à l'avortement et à la contraception. Il aura fallu attendre 1975 pour que soit promulguée la loi autorisant sous certaines conditions la pratique de l'avortement, après un mouvement illégal très important mené par le MLAC, Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception, qui organisait des avortements dans les hôpitaux sous l'œil des caméras de la presse. Mais qui se souvient des femmes qui mouraient, après des pratiques abortives dignes de la boucherie ? Qui se souvient du mouvement néo-malthusien qui se développa aux lendemains de la Commune ?

Et le pantalon de Madeleine Pelletier (1874-1939), première femme psychiatre en France, a fait couler beaucoup d'encre ! Mais déjà, sous la Commune, des femmes ont osé porter le pantalon, parce que plus pratique, en s'affranchissant de ce qui était considéré comme de bonnes mœurs, c'est-à-dire robe et corset. En février 2013, les Parisiennes ont enfin le droit de porter un pantalon même si elles ne tiennent pas un « guidon de bicyclette » ou « les rênes d'un cheval » ; l'interdiction, datant de 1800, n'avait plus aucune valeur juridique. Et pourtant, combien de fillettes se sont vu interdire le pantalon à l'école dès lors que le thermomètre n'était pas descendu sous les 5°, et ce au moins jusqu'en 1968 !

Les femmes de la Commune réclamaient également du pain, et des salaires égaux à ceux des hommes. Le 18 mai, les institutrices obtiendront le même salaire que les instituteurs. Puis les lois passèrent prônant l'égalité, mais le quart en moins resta au détriment des femmes : — 25 % pour les salaires, — 40 % pour les retraites. Les syndicats actuels, les coordinations ou les Gilets jaunes n'obtiennent toujours pas une vraie égalité tant pour les salaires que pour les carrières.

Alors si le mouvement féministe ne se saisit pas de ce que les communardes ont pu imposer et revendiquer, il n'en reste pas moins qu'à Paris, les Voix Rebelles, chorale de femmes, viennent titiller nos mémoires par des chansons en l'honneur de certaines communardes, comme Louise Michel, bien sûr, mais aussi Nathalie Lemel (1826-1921) ou André Léo, sur des musiques faisant partie de notre héritage révolutionnaire.

Hélène Hernandez
Émission Femmes libres sur Radio libertaire, 89.4

1. Voir sur ce point précis : Hervé Le Bras, *Marianne et les lapins. L'obsession démographique*. Hachette Pluriel, 1991, et Francis Ronsin, *La Grève des ventres. Propagande néo-malthusienne et baisse de la natalité en France XIXe-XXe*, Aubier, 1980.

MADELEINE PELLETIER

Références bibliographiques :

Sylvie Brabant, *Élisabeth Dmitrieff, aristocrate et pétroleuse*, Belfond, 1993.

Hélène Hernandez, *Celles de 14. La situation des femmes au temps de la Grande boucherie*, Les Éditions libertaires, 2015.

Édith Thomas, *Les Pétroleuses*, Éditions L'Amourier, 2019.

Christine Bard, *Une histoire politique du pantalon*, Seuil, 2010.

Rachel Silvera, *Un quart en moins. Des femmes se battent pour en finir avec les inégalités de salaires*, La Découverte, 2014.

FRAGMENTS DE VIE D'UN QUARTIER PENDANT LA COMMUNE DE PARIS

La place Saint-Sulpice fut, sous la Commune, au cœur d'un quartier déjà cossu quoique contrasté et d'événements tragiques.

À cette période, le quartier dans la proximité immédiate de Saint-Sulpice était déjà habité en majorité par des bourgeois, mais aussi par les ouvriers de métiers qui les fournissaient. Ouvriers d'art et ou d'excellence, leurs domaines étaient la chaussure, les articles de Paris, la reliure. Ils habitaient dans les ruelles échappées de la démolition haussmannienne ou sous les toits des immeubles bourgeois. Ils œuvraient à domicile sans confort ou dans des petits ateliers humides et sombres. Les plus renommés, comme parfois Varlin, pouvaient travailler directement pour leur clientèle sans intermédiaire, en étant mieux rémunérés. Ils étaient des exceptions.

Au cœur de l'action

Pendant le siège de 1870, l'église fut la cible de l'artillerie prussienne parce que les deux tours étaient surmontées de deux télégraphes, l'un reliant Bayonne et l'autre Toulon.

L'Association civile des citoyennes du VI^e^ arrondissement recueillit 300 inscriptions de femmes voulant s'armer pour se battre sur les remparts afin de défendre Paris et de prodiguer les soins aux blessés.

À noter quatre élus de l'arrondissement : le 18 mars, le médecin socialiste Tony Moilin (1832-1871), fut désigné maire provisoire du VI^e^ par le comité Central de la Garde nationale ; le relieur internationaliste Eugène Varlin (1839-1871) cofondateur de la Marmite, fut élu le 26 mars. Il célébra des mariages à la mairie du VI^e^. Tous deux furent fusillés le 28 mai. Le peintre franc-comtois Gustave Courbet (1819-1877), élu le 16 avril, put échapper au carnage tout comme le doyen des membres de la Commune, Charles Beslay (1795-1878) élu le 26 mars. Ingénieur internationaliste proudhonien, il fut délégué du VI^e^ arrondissement au Comité central de la Garde nationale.

Édouard Vaillant (1840-1915), élu délégué de la Commune à l'enseignement, décréta le 6 mai la réouverture de l'école de dessin de la rue Dupuytren (à 300 m de l'église) en la transformant en École professionnelle d'art industriel pour jeunes filles. Les cours pratiques étant complétés par des cours scientifiques et littéraires.

IN ***LOUISE MICHEL, LA VIERGE ROUGE*** **MARY M. TALBOT ET BRYAN TALBOT** ÉDITIONS VUIBERT

NOURRIR LES HABITANTS

Les derniers jours de la Semaine sanglante, la place Saint-Sulpice, le jardin du Luxembourg, et le séminaire transformé en centre de soins aux blessés, furent le théâtre de massacres par l'armée de Versailles. Les barricades érigées rue de Rennes et carrefour de la Croix-Rouge furent défendues vaillamment jusqu'au bout sous la conduite de Maxime Lisbonne et d'Eugène Varlin.

Le docteur Faneau, médecin lors du siège de Paris puis, pendant la Commune aux ambulances de la Croix-Rouge, n'était pas révolutionnaire. Pourtant, à la fin de la semaine sanglante, les Versaillais l'assassinèrent pareillement ainsi que tous les blessés et les soignants, dans le séminaire où ils étaient installés.

Un papillon de mai ?

À la fin de l'été 1871, depuis la fenêtre d'un premier étage d'une ruelle attenante à la place, Arthur Rimbaud (1854-1891) sympathisant de la Commune, déclama *Le bateau ivre*, bateau sans maître et chahuté par les flots, « *frêle comme un papillon de mai* » que certains interprètent comme l'insurrection défaite.

Un chansonnier montmartrois, Eugène Lemercier, composa une chanson *À Saint-Sulpice* publiée par son fils en 1924 dans le recueil n°10 de *Nos chansons* sous l'égide de la Muse rouge.

L'expression des clubs

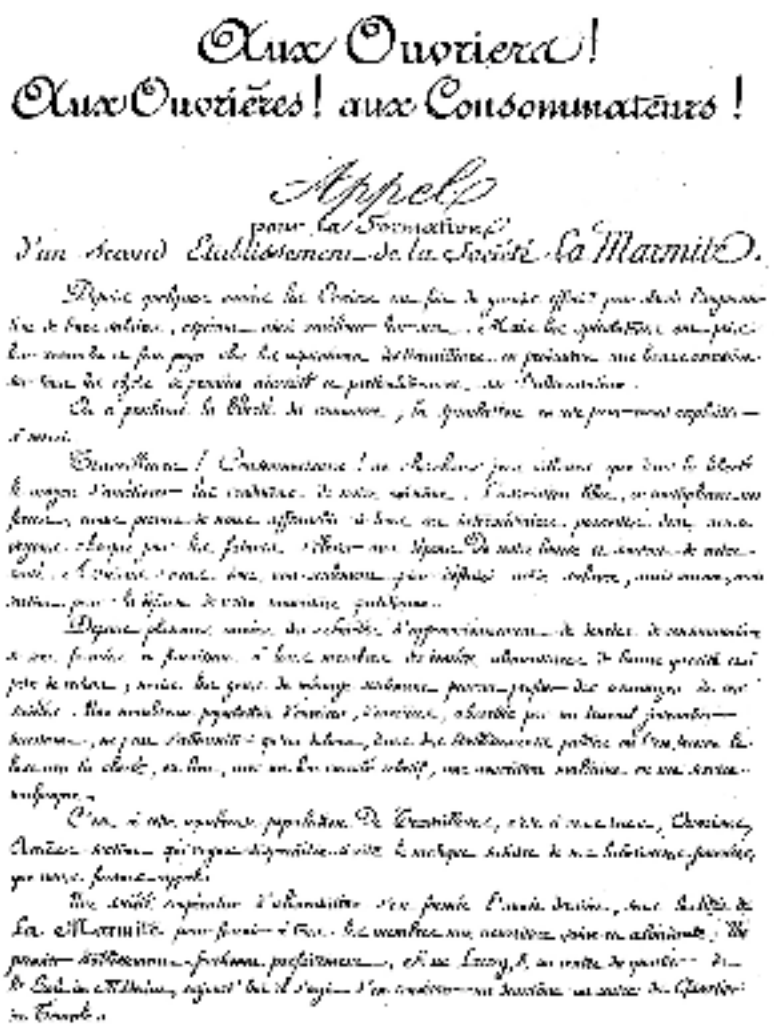
L'église Sulpice (l'attribut de « saint » ayant été ôté aux voies et édifices) fut le foyer révolutionnaire du club de la Victoire. En souvenir de la grande Révolution, 90 ans auparavant, où l'église fut le Temple de la Victoire ou Temple de la Raison. À noter l'idée cocasse d'invoquer Dieu dans la journée et le soir, d'y proférer régulièrement des discours qui invectivent les prêtres ou nient la divinité, sans que les déclamations antireligieuses et anticléricales violentes ne se concrétisent par des violences.

Alain Dalotel, le biographe de la communarde féministe Paule Minck (1839-1901), indique sans plus de précision que celle-ci « *tint un rôle de premier plan au club de la Victoire à Saint-Sulpice* » l'un des trois clubs « *où l'élément féminin prend le dessus* ». Le site Paris révolutionnaire mentionne qu'elle y intervint le 6 avril.

Florence
de l'émission *Des cailloux dans l'engrenage*

La Commission des Subsistances a vu l'implication de Dereure, cordonnier, Viard, Varlin, Champi, orfèvre, Ostyn, courtier en lingerie, Parisel, médecin. Ce collectif a assuré l'approvisionnement des Parisiens en produits alimentaires, assurant des échanges avec les banlieues. La Commission a assuré les livraisons aux arrondissements qui procédaient à une répartition équitable aux membres de la Garde nationale, aux cantines qui étaient des magasins de distribution gratuite, aux « fourneaux » restaurants gratuits également. Les « Marmites », coopératives de consommation, créées antérieurement à la Commune de Paris, Varlin ayant œuvré à cette activité, offraient également des repas gratuits aux chômeurs et aux nécessiteux. La Commission de Subsistances a favorisé la création de magasins municipaux, de boucheries, où les prix pratiqués étaient inférieurs à ceux du secteur privé. L'instauration de bons pour le pain, de bons de repas pour les chômeurs a été un levier pour assurer la nourriture au sein de la Commune. Les procédures ont permis d'éviter la spéculation.

Yves Bernard
Syndicat ETPRECI 75
Raphaël Romnée
Syndicat CNT POSTE 95


Aux Ouvriers !
Aux Ouvrières ! aux Consommateurs !
Appel
pour la Formation d'un Nouvel Établissement de la Société la Marmite.

LA COMMUNE DE PARIS, QUELLES INSTITUTIONS ?

L'expression même « Commune de Paris » est bien spécifique à cet événement historique. Aujourd'hui encore, la Commune de Paris, sans la majuscule, n'existe pas. Le terme usité est celui de « Ville de Paris ». Comment les fédérés ou communards ont-ils choisi cette expression et comment fonctionnait-elle ?

« Des libertés municipales sérieuses »

Dès septembre 1870, les parisiens emploient ce mot en opposition à l'Empire. Pour eux, la référence à la Commune révolutionnaire de 1792 et au renversement de la monarchie est évidente. Ils utilisent le calendrier révolutionnaire, s'appellent citoyens et appellent à leurs « pères de 1792 ». Pierre Kropotkine, dans son ouvrage La Grande Révolution, soulignera aussi ce lien. Le concept fait clairement référence à la démocratie locale dans la pensée de Pierre-Joseph Proudhon qui considérait que la commune était l'unité fondamentale de la souveraineté démocratique. Paris entendait s'autogouverner, retrouvant ses droits abolis par l'Empire qui considérait la ville comme foyer des révolutions, ce qui n'était pas faux en ce temps-là. Eugène Varlin affirme : « *Nous voulons non seulement un conseil municipal élu, mais des libertés municipales sérieuses.* » Lors de sa première séance, « *le nouveau conseil municipal prend le nom de Commune de Paris.* » Pour le peintre Courbet, proudhonien, « *Tous les corps d'État se sont établis en fédération et s'appartiennent.* »

Un mandat impératif

L'appel du 22 mars du Comité central de la Garde nationale énonce que « *les membres de l'assemblée municipale, sans cesse contrôlés, surveillés, discutés par l'opinion, sont révocables, comptables et responsables* » et que leur mandat est impératif, une des rares fois dans l'histoire de notre pays. Il s'agit d'une démocratie directe reposant sur une citoyenneté active, renouant avec l'esprit de la constitution de 1793 qui fait du droit à l'insurrection « *le plus sacré des droits et le plus imprescriptible des devoirs* » (article XXXV de la Déclaration des droits de l'Homme de 1793).

La Commune de Paris ouvre la citoyenneté aux étrangers : « *Considérant que le drapeau de la commune est celui de la République universelle ; considérant que toute cité a le droit de donner le titre de citoyen aux étrangers qui la servent…* » Cette disposition concerne notamment Léo Frankel.

Dans sa déclaration du 19 avril, la Commune « *revendique l'autonomie absolue de la Commune étendue à toutes les localités de France* » organisées en fédération. Chaque commune avait le contrôle total sur l'économie, l'administration, la sécurité et l'éducation sur son territoire.

Discuter, décréter et exécuter

Elle cumulait le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif en une seule structure chargée de discuter, décréter et exécuter. Le 29 mars, elle crée une commission exécutive de sept personnes composée de jacobins, de membres de l'AIT, de blanquistes pour « *exécuter les décrets et les ordres* ». Pour exercer son autorité sur l'administration, elle met en place neuf commissions : la Guerre, les Finances, les Services publics, les Subsistances, la Sécurité générale, la Justice, l'Éducation, le Travail, l'Industrie et l'Échange, les Relations extérieures. Opposée à la notion de conseil des ministres, la Commune se méfie aussi de l'autonomie des commissions.

Aussi, chaque commission est dirigée par un délégué choisi par la Commune. Les différentes sensibilités politiques se tournent vers les thèmes de leur prédilection, les membres de l'AIT vers le travail, les blanquistes vers la sécurité. Il n'y avait aucune responsabilité collective, ni évidemment de Premier ministre.

À compter du 20 avril, une nouvelle commission est constituée, elle regroupe les délégués de chaque commission et ressemble à un conseil des ministres plus classique. Le 5 mai, un Comité de salut public est institué, composé de cinq hommes non délégués

d'une commission. La dernière réunion de la Commune se déroule le 27 mai dans une maison de la rue d'Haxo.

En complément, le Comité central de la Garde nationale se maintient contrairement à son engagement de fin mars, mais sans efficacité réelle.

Quelle administration locale ?

La Commune compte sur les fonctionnaires déjà en place et certains comme Jules Andrieu déployèrent un talent d'organisateur et un dévouement incontestables. Cela compense la trahison de ceux qui rejoignent Versailles. Elle abolit des salaires élevés et vote le 1er avril un montant maximum de 6000 francs par agent.

Dans les arrondissements, l'administration fonctionne sous le contrôle des membres élus de la Commune agissant comme maires, officiers de l'état civil, chargés de l'approvisionnement, du recrutement des gardes nationaux. Les arrondissements disposent d'une grande autonomie en matière de police et de défense.

Les autres services publics, comme l'assistance publique ou la poste et le télégraphe, restent de la compétence de la Commune avec à leur tête des militants parfois très jeunes comme Pauvert, 23 ans, au télégraphe. L'élection des fonctionnaires prévue initialement est remise à plus tard. La préfecture de police considérée comme un État dans l'État est dissoute mais les commissaires de police et la Garde nationale assurent la police dite de routine.

En 72 jours, la Commune n'a pas le temps, ni la sérénité pour élaborer une autre organisation. Elle pose les bases d'un idéal à construire. Soulignons que les critiques à son égard occultent un fait déterminant : dès la fin mars, l'offensive versaillaise paralyse en grande partie les réformes car la priorité est bien de mener le combat. Cette situation se retrouvera en Ukraine en 1919 et en Catalogne en 1936.

Francis Pian
Groupe Commune de Paris

INTERVIEW MICHEL CORDILLOT

POURQUOI UN MAITRON DE LA COMMUNE ?

En quoi est-il différent des volumes traditionnels ?

« L'approche biographique reste bien entendu la marque de fabrique du Maitron. Mais il était grand temps aussi de remettre en question les lectures idéologiques de la Commune relevant de l'histoire-légitimation. Nous avons donc souhaité faire davantage le lien entre les acteurs et l'événement en tant que tel. D'où l'ajout de notices thématiques qui permettent de varier les angles d'approche de l'histoire communaliste, mais aussi de faire le point sur les principaux débats en cours pour mieux apprécier ce qui semble acquis et donc les pistes de recherches qui restent à explorer, ou encore des notices consacrées aux lieux les plus emblématiques de la Commune. S'ajoutent à cela, de très nombreuses illustrations souvent inédites, d'importantes annexes, une chronologie détaillée et des index – notamment un index des rues de Paris par arrondissement –, qui permettront d'imaginer de nouvelles portes d'entrée personnalisées. Il s'agit d'un ouvrage de synthèse relevant de la vulgarisation érudite, mais aussi d'un instrument de travail que chaque lecteur sera libre de s'approprier à sa façon. »

Pour un historien : actualité de la Commune de Paris ?

« L'actualité de la Commune de Paris est quelque chose de subjectif – chacun peut avoir sa lecture de l'événement, même s'il est important qu'elle soit fondée sur une base factuelle solide – et quelque chose qui relève de l'évidence. Tous les grands thèmes débattus par les communards gardent une actualité indéniable : la nature de la République, la place de la religion, la démocratie directe, l'exigence d'une plus grande justice sociale sont des thèmes d'actualité. De telle sorte que l'affirmation par les mouvements sociaux d'aujourd'hui d'un lien de filiation avec la révolte du peuple parisien au printemps 1871 reste une constante aussi remarquable que frappante. »

Collectif, coordination Michel Cordillot.
La Commune de Paris,
Édition de l'Atelier, 2021

L'APPORT DU COURANT ANTIAUTORITAIRE

Arthur Arnoult, communard, journaliste, dans son *Histoire populaire et parlementaire de la Commune* synthétise les positions de la tendance collectiviste, socialiste, précisant que pour eux « *la Commune de Paris exprimait, personnifiait la première application du principe antigouvernemental, la guerre aux vieilles conceptions de l'État unitaire, centralisateur, despotique. La Commune, pour ceux-là, représentait le triomphe de l'autonomie des groupes librement fédérés et le gouvernement le plus direct possible du peuple par le peuple. À leurs yeux la Commune était la première étape d'une vaste révolution, sociale autant que politique, qui devait faire table rase des anciens errements. C'était la négation absolue de l'idée de dictature, c'était l'avènement du peuple lui-même au pouvoir… Les hommes qui sentaient, qui pensaient ainsi formaient ce que l'on appellera plus tard le groupe socialiste ou minorité…* »[1]. Les membres de la minorité prônent des pratiques fédéralistes, antiétatiques, solidaires, associationnistes, et parmi eux les Internationaux sont favorables à l'appropriation collective des moyens de production.

Le souci de la liberté et de la justice

Les divergences exprimées par la majorité ne se limitaient pas au refus du Comité de Salut Public, ils plaident également pour la publicité des débats internes à la Commune, à l'exception des questions militaires. Eux veulent une forte transparence, n'ont pas le culte du secret, à la différence de la majorité qui n'entend pas fournir d'indications à la population. Sur le plan de la Justice, les antiautoritaires s'opposent aux jugements expéditifs, aux arrestations arbitraires, en cela ils sont en désaccord avec les pratiques de la Commission de Sûreté Générale dirigée par le blanquiste Raoul Rigault. Autre point de clivage, les minoritaires sont très attachés à la liberté de la presse alors que la majorité a pris la décision d'interdire certains journaux réactionnaires et favorables à Versailles. Soucieux de représenter la classe ouvrière, ils se sont particulièrement investis dans la gestion des questions sociales.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté. — Égalité. — Fraternité

N° 170 N° 170

COMMUNE DE PARIS

DÉCLARATION
AU PEUPLE FRANÇAIS

Dans le conflit douloureux et terrible qui impose une fois encore à Paris les horreurs du siège et du bombardement, qui fait couler le sang français, qui fait périr nos frères, nos femmes, nos enfants écrasés sous les obus et la mitraille, il est nécessaire que l'opinion publique ne soit pas divisée, que la conscience nationale ne soit point troublée.

Il faut que Paris et le Pays tout entier sachent quelle est la nature, la raison, le but de la Révolution qui s'accomplit; il faut, enfin, que la responsabilité des deuils, des souffrances et des malheurs dont nous sommes les victimes, retombe sur ceux qui, après avoir trahi la France et livré Paris à l'étranger, poursuivent avec une aveugle et cruelle obstination la ruine de la Capitale, afin d'entraîner, dans le désastre de la Répu-

Mais, à la faveur de son autonomie et profitant de sa liberté d'action, Paris se réserve d'opérer comme il l'entendra, chez lui, les réformes administratives et économiques que réclame sa population; de créer des institutions propres à développer et propager l'instruction, la production, l'échange et le crédit; à universaliser le pouvoir et la propriété, suivant les nécessités du moment, le vœu des intéressés et les données fournies par l'expérience.

Nos ennemis se trompent ou trompent le Pays quand ils accusent Paris de vouloir imposer sa volonté ou sa suprématie au reste de la nation, et de prétendre à une dictature qui serait un véritable attentat contre l'indépendance et la souveraineté des autres communes.

MUSÉE DE L'HISTOIRE VIVANTE

La Commune est donc un creuset où des tendances hétérogènes cohabitent, agissent toutes pour la cause révolutionnaire, mais s'investissent diversement sur le plan des tâches à accomplir, selon leurs idéologies. C'est une force, mais également une grande faiblesse, une entrave à l'émergence d'une orientation homogène. Ainsi, globalement, la majorité jacobine et blanquiste accordait peu d'importance aux problèmes économiques et sociaux, privilégiant les Commissions comme la Sûreté générale, la Guerre ou la Justice, en cohérence avec sa conception révolutionnaire de la lutte, mais aussi du contexte de guerre civile. Cependant au-delà des points d'achoppement, une unité réelle existait.

Le socle unitaire des Communalistes.

Selon l'historien Jacques Rougerie[2] la « Déclaration au Peuple français » du 19 avril, adoptée à l'unanimité moins une voix, définit ce qu'est la Commune pour l'ensemble des protagonistes. Dans cette déclaration parfois considérée comme « le testament politique « de la Commune, se trouve l'affirmation de la République « *…comme forme de gouvernement compatible avec les droits du peuple…* », la revendication de l'autonomie de la Commune comme nécessitée pour Paris et toute la France, les Communes se fédérant sur la base de la libre association. Les modalités de désignation des fonctionnaires, magistrats inclus, relèvent de l'élection ou du concours et impliquent le contrôle et la possibilité de révocation des personnes désignées. Est théorisée la nécessité de l'intervention permanente des citoyens qui ont comme mission « … *d'assurer le libre et juste exercice du droit de réunion et de publicité…* ». Le caractère fédéraliste du projet communal qui prône la création d'une délégation des communes fédérées implique l'autonomie de gestion sur les plans administratif, économique, éducatif, des échanges comme de la production. Le refus de la centralisation identifiée au despotisme et à l'arbitraire est affirmé. Le vecteur pour assurer le bien commun est la libre association. Ce texte indique une réelle unité, des évolutions ayant sans doute eu lieu. C'est le point de vue de Jacques Rougerie qui décèle les oppositions, plus sur la question des moyens que de la finalité.

Yves BERNARD
Syndicat ETPRECI 75
Raphaël ROMNÉE
Syndicat CNT POSTE 95

1. Cité par Georges Soria : *La Grande Histoire de la Commune*, publiée en 1970, Robert Laffont Éditeur, tome 2, page 199.

2. Jacques Rougerie : *Paris libre 1871*, Éditions du Seuil, 1971, page 154.

LES CORDONNIERS COMMUNARDS

Les artisans parisiens étaient une classe intermédiaire politisée et attentive aux problèmes sociaux parce qu'elle se sentait menacée par les progrès de l'industrie. Ils avaient trouvé une alternative de résistance dans les coopératives ouvrières de Proudhon. Un apprenti devait savoir lire et écrire. Nombreux dans la Garde nationale, les artisans lisaient les journaux de gauche et fréquentaient les réunions politiques.

Les cordonniers–savetiers formaient 5 % des insurgés de la Commune avec 6 élus sur les 92 membres élus de la Commune du 26 mars et 1 galochier élu du XIIIe. Le bottier fabrique les souliers sur mesure, proche de l'artisan d'art pour une clientèle riche. Expert dans toutes les étapes, il est au sommet de la hiérarchie. Le cordonnier répare ou fabrique du neuf. Le savetier recoud les vieilles chaussures des plus pauvres. Le galochier fabrique les chaussures en cuir à semelles de bois. Le formier sculpte la forme de bois que le cuir épouse. Le sabotier travaille le sabot de bois. L'artisan employé par les fabriques pour les finitions est un intermédiaire entre l'artisan traditionnel et le prolétaire. Le travail noble est réservé aux hommes. Les femmes sont piqueuses de bottines, rarement à domicile, une machine à coudre étant un investissement coûteux. Elles œuvrent chez un patron artisan ou en usine.

Des artisans engagés

Alexis Trinquet, élu du XXe, fut artisan cordonnier en chambre (à domicile) fournissant un manufacturier de la rue du Temple. « Pas de patron ni de petit chef, pas de hiérarchie ni d'horaires : il gagne sa vie, durement mais librement. C'est un *bouif*, terme d'argot qui désigne à la fois un savetier et un personnage fier, ombrageux, pour ne pas dire vaniteux.... Les cordonniers sont réputés forts en gueule et connus pour leur indépendance d'esprit. Ceux-là ne transigent pas avec les idéaux démocratiques. Si les typographes constituent l'aristocratie intellectuelle du mouvement ouvrier, les bouifs font d'excellents orateurs, meneurs d'hommes et agents électoraux. En outre, ils ont du temps libre et peuvent ainsi consacrer une part de leurs loisirs aux clubs et aux réunions politiques. »

Industrie vs artisanat

Alexis Godillot donna son nom à de grosses chaussures de très mauvaise qualité. Son patron porta grand tort aux artisans qui le haïssaient. Ami de Napoléon III, ce riche industriel, maire de Saint-Ouen depuis 1857, fournissait l'armée et la Garde nationale. Il représentait la triple alliance du pouvoir des riches, industriel politique et militaire. Sa tannerie de Saint-Ouen, reliée aux docks du bord de Seine par un embranchement ferroviaire, traitait 50 000 peaux par an. Sa fabrique était rue Rochechouart à Paris.

Louise Michel porte sous sa robe de vieux godillots militaires. Victorine, ambulancière et cantinière de la Garde nationale, insurgée de la Commune, est ouvrière piqueuse de bottines, son frère travaille chez un petit fabriquant de chaussures, son père et son mari sont artisans cordonniers. Elle écrit dans *Souvenirs d'une morte-vivante* que Godillot était comme une caserne pour ses ouvriers de tous les corps de métiers et fournissait tout l'équipement militaire, vêtements et chaussures dont les mobiles à la première étape perdirent leurs semelles. Le 17 mai 1871, une demande est adressée à Benoît Malon de réquisitionner l'atelier du sieur Godillot, franc-fileur, pour faire les travaux au compte de la Commune.

Dans artisanat, il y a art

La Commune pose et réaffirme sans cesse l'égalité art-artisanat, détachant la question de la valeur de toute évaluation marchande, sans attachement à un critère esthétique. Produire à but marchand nuisait déjà aux artisans-artistes, terreau de l'utopie communaliste. Publique, la beauté doit être intégrée à la vie quotidienne dans les espaces communs, pour le luxe communal ET la République universelle. William Morris (1834-1896) théorisa la volonté d'abolir la distinction entre conception et exécution dans *l'art et l'artisanat*. Chacun à son échelle peut produire de la beauté et a le droit d'être entouré de beaux objets.

Les bottes étaient un symbole. Le 4 avril le général versaillais Vinoy fusilla Duval, ancien ouvrier fondeur à la tête d'un bataillon communard. Un cavalier lui arracha ses bottes et les promena comme un trophée. Le cadavre de Rigaud fut dépouillé de ses bottes et Pilotell le dessina les pieds nus.

Florence
de l'émission *Des cailloux dans l'engrenage*
http ://cailloux-radio-libertaire.org

« PRÉPARER LA JEUNESSE AU GOUVERNEMENT D'ELLE-MÊME »

De nombreux textes ont été produits sur la Commune mais ils n'ont pas toujours insisté sur la conception des communards en matière d'éducation. Ce bref article tentera de rappeler les grands principes et les débuts de réalisations scolaires durant la Révolution parisienne.

L'éducation fut, bien avant la Commune, un sujet important dans le monde de ceux qui s'intéressaient à la question sociale. Intérêt pour l'éducation qu'un futur communard, G. Lefrançais, avait déjà manifesté avec P. Roland et Pérot. Suite à la Révolution de 1848, ils publièrent un *Programme d'enseignement de l'association fraternelle des instituteurs et professeurs socialiste* qui attira sur eux la répression pour outrage à la morale, à la religion, à la famille… et à la propriété.

Les communards s'attelèrent très tôt à la question de l'éducation et engagèrent de nombreuses réalisations. La tâche était immense et stratégique. À la veille du 18 mars 1871, seuls 60 % des enfants d'âge scolaire de Paris étaient inscrits dans les écoles communales ou congréganistes. En outre, 32 % des enfants n'allaient dans aucune école.

Promouvoir l'enseignement laïque

Dès après les élections, La Commune mit en place une Commission de l'enseignement. Elle en confia l'animation au blanquiste E. Vaillant. Dans cette commission siégeaient, entre autres, J. Vallès, G. Courbet, J.-B. Clément. Vaillant ne put, faute de temps, laisser de réformes significatives même si dans de nombreux arrondissements des initiatives populaires furent mises en œuvre. Sur le plan des principes, il n'en fut pas moins un précurseur : il s'efforça de hâter la transformation de l'enseignement religieux en enseignement laïque. Les bases d'un enseignement technique et d'un enseignement féminin furent jetées.

Le mérite de la révolution pédagogique engagée par la Commune ne revient pas à cette seule commission. En effet, de nombreux militants d'arrondissements s'impliquèrent, en particulier ceux de la société de l'*Education nouvelle.* On y préparait des réformes à opérer dans les lois, méthodes et programmes de l'enseignement. Les membres de la société *l'Éducation nouvelle* lurent une déclaration le 26 mars 1871. « *À La commune de Paris, Considérant la nécessité qu'il y a sous une république à préparer la jeunesse au gouvernement d'elle-même par une éducation républicaine* […]. *Considérant que la question de l'éducation, […] est la question mère qui embrasse et domine toutes les questions politiques et sociales et sans la solution de laquelle il ne sera jamais fait de réformes sérieuses et durables* ».

NAISSANCE DE L'ÉCOLE LAÏQUE ET GRATUITE

Bien avant les lois Ferry, La Commune fit donc de la laïcité et de la gratuité de l'école une revendication essentielle. Elle décrète dès le 2 avril 1871 la séparation de l'Église et de l'État et la suppression du budget des cultes. La liberté de conscience est, par contre, affirmée. Une école pour tous les enfants est au cœur du projet de La Commune. Elle implique la gratuité et la laïcité et son obligation afin qu'elle devienne un droit à la portée de tout enfant quelle que soit sa position sociale.

Si La Commune se révèle tolérante à l'égard du fait religieux, celui-ci doit être strictement cantonné en dehors de l'école. La Commune a pour devoir strict de veiller à ce que l'enfant ne puisse à son tour être violenté par des affirmations que son ignorance ne lui permet point de contrôler ni d'accepter librement. Si la religion est bannie des établissements scolaires, la science devra y prendre tout sa part. L'enseignement véritable est l'enseignement qui, dans le domaine de la science ne s'inspire que des faits constatés, indiscutables. Il s'agit donc de développer un **e**nseignement rationnel, matérialiste et scientifique. Dans le IV[e] arrondissement, une commission où siège Lefrançais affirme que c'est surtout dans l'école qu'il faut apprendre à l'enfant que toute conception philosophique doit subir l'examen de la

ENFANTS EN 1865

LE TRAVAIL DES ENFANTS AUX FORGES

raison et de la science. Pour la Société de *L'Éducation nouvelle,* « la *qualité de l'enseignement* [sera] *déterminée tout d'abord par l'instruction rationnelle, intégrale qui deviendra le meilleur apprentissage possible de la vie privée, de la vie professionnelle et de la vie politique ou sociale* ».

L'éducation, un service public pour tous les enfants

Au-delà, du principe de laïcité, la société *l'Éducation nouvelle* dans sa déclaration déjà évoquée, « *émet en outre le vœu que l'instruction soit considérée comme un service public et qu'en conséquence, elle soit gratuite et complète pour tous les enfants des deux sexes* ». Si une telle revendication apparaît si présente, c'est qu'aux yeux des Communards, l'éducation en générale, celle des filles en particulier, est un enjeu stratégique pour le devenir de la société en construction. Ainsi le rédacteur du journal *Le Père Duchêne* revendique « *une bonne et solide instruction aux femmes* [...] *parce que* [...], *c'est sur les genoux des citoyennes que nous recueillons nos premières idées* ».

Dans bien des arrondissements les réalisations furent spectaculaires. Dans le XIe, 12 000 élèves pauvres sont scolarisés et la laïcisation est complètement terminée. Dans le IIIe, les parents sont informés que pour les élèves toutes les fournitures nécessaires seront données gratuitement par les instituteurs. Si la Commune s'inquiéta de l'éducation de tous, les modalités pédagogiques des apprentissages ne furent pas interrogées au risque de la reproduction des modèles anciens. Néanmoins, quelques voix se firent entendre pour que de nouvelles approches pédagogiques voient le jour, en particulier la pédagogie « intégrale » afin de rendre les travailleurs autonomes et indépendants tant du point de vue économique qu'idéologique. Un manieur d'outil devrait pouvoir écrire et lire un livre. À cette fin fut mis en place un début d'enseignement professionnel quasi absent du paysage éducatif. À la suite de P.-J. Proudhon, l'éducation doit ambitionner de faire de « *chaque élève un ouvrier complet* » c'est-à-dire en mesure d'œuvrer et de penser. Dès le 22 mai 1871 s'ouvrirent tant pour les filles que pour les garçons, des écoles professionnelles. La première dans le Ve, rue Lhomond.

Valoriser l'éducation populaire

La Commune fit aussi œuvre d'éducation populaire. La Sorbonne ouvrit ses portes aux conférenciers de l'Association philotechnique fondée en 1848. Dans le XIIIe arrondissement, fut créée une bibliothèque communale avec lectures et conférences populaires. Quant aux théâtres, ils furent aussi considérés comme un moyen d'éducation populaire. Comme après 1789, des clubs « d'éducation populaire » virent le jour. « On était sous les armes le jour, on allait le soir s'éduquer au club ». Des réunions révolutionnaires s'étaient installées dès la fin avril, dans presque toutes les églises des quartiers populaires. De leur côté les femmes s'emparèrent de Notre Dame de la Croix, de Saint-Lambert de Vaugirard...

Le projet d'éducation porté par les communards est à l'évidence émancipateur. Comme le souligne J. Rougerie, pour les communeux, l'éducation n'est pas seulement destinée à acquérir des connaissances. Elle ne doit donc pas satisfaire la seule dimension utilitariste du travail et d'une citoyenneté minimum.

Hugues Lenoir
Groupe « Commune de Paris »

Pour en savoir plus :

Hugues Lenoir, 2017, *La Commune et l'éducation libertaire* suivi de *Guillaume, pionnier d'une pédagogie émancipatrice*, Paris, Éditions du Monde libertaire.

ÉDOUARD VAILLANT (1840-1915) DEVANT LE MUR DES FÉDÉRÉS AU CIMETIÈRE DU PÈRE-LACHAISE, PARIS
PHOTO : BIBLIOTHÈQUE DU CONGRÈS DES ÉTATS-UNIS.

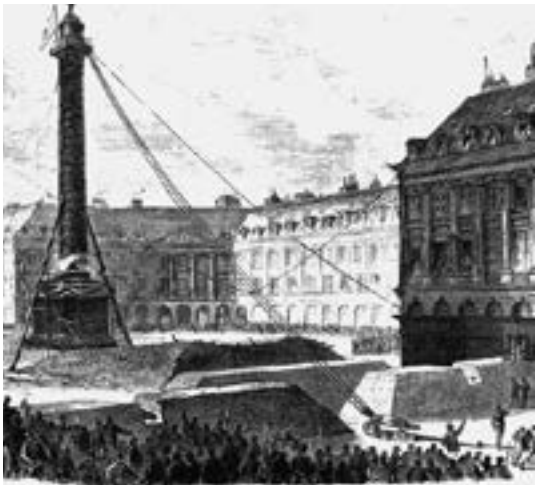
COURBET
LE DÉBOULONNEUR

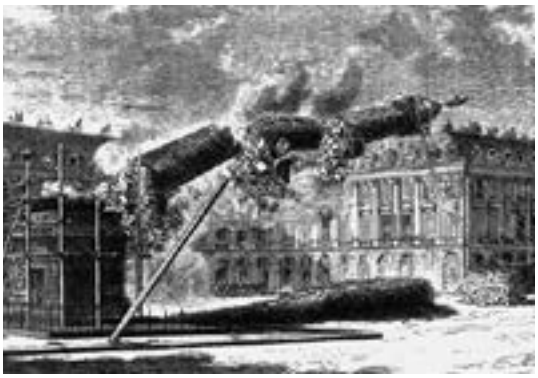
« Courbet sans courbettes », c'était ce jeu de mots que le peintre Gustave Courbet (1819-1877) souhaitait que l'on mît comme épitaphe sur sa tombe. Le « déboulonneur », c'est ainsi qu'affectueusement ses amis communards qui comme lui survécurent à la Semaine sanglante, le surnommaient depuis la chute de la colonne Vendôme ; mais ce qu'il déboulonnait sans relâche depuis ses débuts comme peintre dans les années 1840, c'était l'art qu'il voulut faire descendre de son socle académique pour en faire, selon son expression, de « l'art vivant ».

À n février 1871, le gouvernement organise les élections législatives qui seront un triomphe pour les réactionnaires de tout poil. Le peintre Courbet pense un moment se présenter sur la liste du Comité des Républicains Radicaux, aux côtés notamment de Varlin. Quelque temps plus tard, après les événements du 18 mars, est proclamée la Commune : Courbet est ravi et il va s'impliquer dans cette belle aventure, comme en témoigne cette lettre à ses parents, datée du 30 avril : « *Me voici après le peuple de Paris introduit dans les affaires politiques jusqu'au cou. Président de la Fédération des artistes, membre de la Commune, délégué à la mairie, délégué à l'Instruction publique : quatre fonctions les plus importantes de Paris. Je me lève, je déjeune et je siège et préside 12 heures par jour. Je commence à avoir la tête comme une pomme cuite. Malgré tout ce tourment de tête et de compréhension des affaires sociales auxquelles je n'étais pas habitué, je suis dans l'enchantement. Paris est un vrai paradis ! Point de police, point de sottise, point d'exactions d'aucune façon, point de dispute. Paris va tout seul comme sur des roulettes. Il faudrait pouvoir rester toujours comme cela. En un mot, c'est un vrai ravissement.* »

De l'art vivant à la politique révolutionnaire vivante

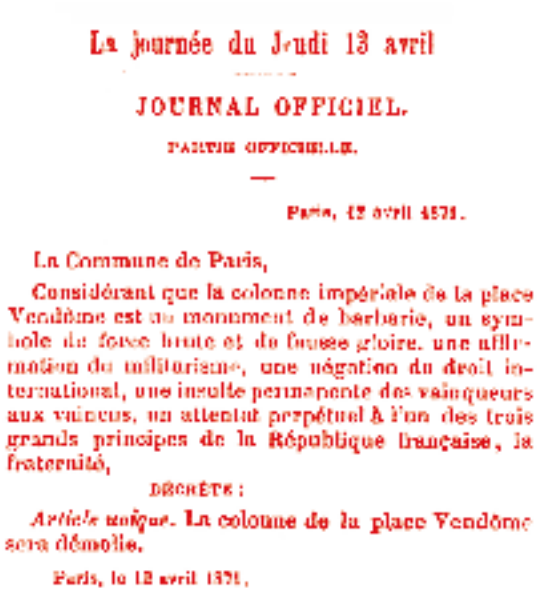
De fait, il a été élu le 16 avril, lors d'élections complémentaires, membre de la Commune en tant que représentant du VI[e] arrondissement. Nommé le 21 suivant à la Commission de l'Instruction publique, il en est le délégué spécial aux Beaux-Arts. Parmi les membres de la Commune, Courbet toujours fidèle aux idées de Proudhon, se sent porté vers ceux qui s'opposent à la création d'un Comité de Salut public et il signe avec eux leur manifeste daté du 15 mai, mais ils sont hélas minoritaires. Le 1[er] de ce mois, lors d'une séance à l'Hôtel de ville, le peintre avait déclaré désirer que « t*ous titres ou mots appartenant à la Révolution de 89 et 93 ne soient appliqués qu'à cette époque. Aujourd'hui, ils n'ont plus la même signification et ne peuvent plus être employés avec la même justesse et dans les mêmes acceptions. Les titres : Salut public, Montagnards, Girondins, Jacobins, etc. ne peuvent être employés dans ce mouvement socialiste républicain. Ce que nous représentons, c'est le temps qui s'est passé de 93 à 71, avec le genre qui doit nous caractériser et qui doit relever de notre tempérament.* » Logique avec lui-même, Courbet qui refusait la peinture d'histoire et ses idéalisations, dénonce maintenant le penchant de certains de ses compagnons de lutte à vouloir copier la Grande Révolution, même si la guillotine a solennellement été brûlée. De l'art vivant à la politique révolutionnaire vivante, c'est la même exigence de réalité ne s'appuyant que sur l'expérience





vécue. Par ailleurs, il participe également à la tentative de réquisition des logements vacants, décrétée par Benoît Malon le 24 avril mais toujours retardée dans son application. Ce n'est que le 22 mai qu'à la mairie du VI[e] arrondissement où il siège avec Beslay et Varlin, qu'ils reviennent ensemble sur cette mesure radicale : mais la Semaine sanglante est commencée…

Son activité principale reste cependant la réorganisation des Beaux-Arts par la constitution, sur le modèle associatif proudhonien, d'une Fédération des artistes. Ceux-ci seraient en effet appelés à autogérer leur domaine, sans aucune intervention administrative ou gouvernementale. D'ailleurs, n'avait-il pas proclamé que « *l'État est incompétent en matière d'art* » ! Une réunion générale est proposée aux artistes restés à Paris, qui se tient le 13 avril dans le grand amphithéâtre de l'École de médecine : plus de 400 artistes sont présents. Le principe fédératif accepté par ceux-ci, un Comité d'action sera élu le 17 avril avec pour mandat la gestion des musées, l'organisation des expositions, l'enseignement de l'art et sa diffusion « *par la reproduction populaire des chefs-d'œuvre, par l'image intelligente et moralisatrice* », tout cela tendant à « *l'inauguration du luxe communal et aux splendeurs de l'avenir et de la*



La journée du Jeudi 13 avril

JOURNAL OFFICIEL.

PARTIE OFFICIELLE.

Paris, 12 avril 1871.

La Commune de Paris,

Considérant que la colonne impériale de la place Vendôme est un monument de barbarie, un symbole de force brute et de fausse gloire, une affirmation du militarisme, une négation du droit international, une insulte permanente des vainqueurs aux vaincus, un attentat perpétuel à l'un des trois grands principes de la République française, la fraternité,

DÉCRÈTE :

Article unique. La colonne de la place Vendôme sera démolie.

Paris, le 12 avril 1871.

République universelle ». Courbet bien sûr fait partie de ce comité, qui se met aussitôt au travail, se proposant entre autres de préparer l'envoi des artistes parisiens à une exposition à Londres.

L'affaire de la destruction de la colonne Vendôme

Le fait devenu légendaire de la participation de Courbet à la Commune est néanmoins la destruction de la colonne Vendôme. Cependant il est faux de lui en imputer la responsabilité directe, puisque la mise à bas de cet impérial phallus fut décrétée par la Commune le 12 avril, alors que Courbet ne siégera en cette assemblée qu'à partir du 16. Est-ce à dire qu'il est tout à fait étranger à ce bel acte de vandalisme révolutionnaire, réalisant la fameuse assertion de Bakounine selon laquelle destruction est œuvre créatrice ? Certes non, puisqu'avant la chute de l'Empire, il faisait déjà part de son désir de voir un autre monument se substituer au mirliton napoléonien, « un dernier canon » arme géante mais inutile faite de tous les canons fondus ensemble, proche sans doute de celui qu'il rêvait de faire, dans sa lettre aux artistes allemands, en collaboration avec ceux-ci, cependant que la colonne serait déposée aux Invalides, telle une gigantesque jambe de bois. Dans une lettre du 24 septembre 1870 adressée au gouvernement de Défense nationale, il propose le déboulonnage de la colonne en même temps que « *les dénominations des rues qui rappellent pour les uns des victoires, des défaites pour les autres, soient rayées de notre capitale pour être remplacées par les noms des bienfaiteurs de l'humanité ou bien par ceux qu'elles pourraient tirer de leur situation topographique.* »

Le 1er mai 1871 est donc fixé le contrat de démolition de la colonne. L'ingénieur Iribe est chargé de la faire tomber le 5 mai, jour anniversaire de la mort de Napoléon Ier. Mais la cérémonie est reportée au 16 mai. Ce jour-là, grande foule sur la place Vendôme pour assister au spectacle, qui réserve quelques émotions : la colonne est en partie sciée à sa base tandis que des câbles fixés sous la statue qui la surmonte sont reliés à des cabestans. Ho hisse : mais un des cabestans se casse ! On se débrouille pour le remplacer par un treuil et finalement, à 17 heures s'abat l'énorme tuyau, qui se brise en trois parts sur le lit de fumier qui l'accueille. La tête de Napoléon roule sur le pavé. On ne sait si Courbet assista ou non à l'événement, mais Jules Vallès qui dîna avec lui le soir même rapporte que le peintre lui aurait dit : « *Elle m'écrasera en tombant, vous verrez* ».

« Un homme libre, honnête »

En effet ! Courbet échappe aux massacres de la Semaine sanglante, mais réfugié chez un de ses amis, il y est arrêté le 7 juin et conduit à Satory où sont enfermés les communards rescapés des exécutions de masse. Son procès débute le 14 août à Versailles. Le verdict est relativement clément : il écope de six mois de prison – qu'il passe d'abord à Sainte Pélagie puis dans une clinique de Neuilly – et de 500 francs d'amende. Il se remet à peindre, d'autant plus que ses ateliers de Paris et d'Ornans ont été pillés et qu'il est couvert de dettes. Cependant le 30 mai 1873, tandis que rafistolée, la colonne Vendôme est remontée sur son socle, on rouvre le procès de Courbet et il est alors condamné à payer les frais de restauration du monument, qui sont énormes. Aussi préfère-t-il s'exiler en Suisse, où il retrouve nombre de communards qui ont trouvé refuge là-bas. Ses biens restés en France sont saisis, mais en 1877, à force de recours en justice, la sentence est modifiée et la justice ne lui réclame plus que 5000 francs à verser avant cinq ans, cependant qu'il est autorisé à revenir en France. Mais son état de santé s'est considérablement aggravé et il préfère rester où il est, à La-Tour-de-Peilz, sur les bords du lac Léman, où il meurt le 31 décembre 1877. De Londres où il s'est réfugié, Jules Vallès lui rend ainsi hommage : « *Voilà comment de peintre, on devient membre de la Commune, comment on glisse du vermillon dans le sang, comment un chapeau de paille se change en bonnet de prison. Simplement parce qu'on est un homme libre, honnête et qu'on suit le chemin où sont les souffrants et les pauvres* ».

Guy Girard

LES FÉDÉRATIONS DE L'AIT ET LA COMMUNE

À Paris, la Fédération de l'AIT est, en septembre 1870, affaiblie, malgré « *quelques militants, Varlin, Theizs, l'ouvrier bijoutier Léon Fränkel, Avrial, Combault, qui s'efforcent de reconstituer les sections désorganisées…* ». Le collectif de la capitale a peu de ressources et Varlin constate, le 5 septembre, que « *les cotisations des sections ne se recouvrent plus*. » Ceci prive le groupe de la possibilité de publier un journal, condition d'une expression autonome.

Cette situation est naturellement la conséquence de la guerre, des mois de siège, de la misère et du chômage.

C'est cependant dans les locaux de la Fédération, place de la Corderie du Temple, que le Comité Central de la Garde nationale se réunit, émanation de l'opposition à Thiers, composé à l'origine de personnes souvent inconnues, issues du peuple. Eugène Varlin, dans un premier temps, est le seul à comprendre la dynamique du mouvement en cours et à inciter les membres de l'AIT à intégrer les compagnies de la Garde nationale, à y aller « … *non pas comme internationaux, mais comme gardes nationaux, et travailler à nous emparer de l'esprit de cette assemblée…* ».

Il s'agit pour lui de convaincre Fränkel et Pindy, réticents, qui « … *voient là un risque de compromettre l'Internationale…* ».

Cris et tâtonnements

Durant le premier trimestre de l'année 1871 la Fédération parisienne vit une période d'interrogations, voire de désarroi quant à sa capacité à analyser de manière collective et unifiée la lutte sociale qui agite la capitale. Aux élections du 8 février, le Conseil fédéral, associé avec la Chambre fédérale des sociétés ouvrières et le Comité des vingt arrondissements, présente une liste pour « … *affirmer vigoureusement ses vues sociales, annoncer l'avènement politique des travailleurs et la chute de la féodalité industrielle…* ». Sur les six élus, seuls appartiennent à l'Internationale Malon et Tolain. Ce relatif attentisme est en décalage avec la perception qu'a la population en Province où le soulèvement du 18 mars est ressenti comme une victoire de l'AIT, ceci indépendamment des faits.

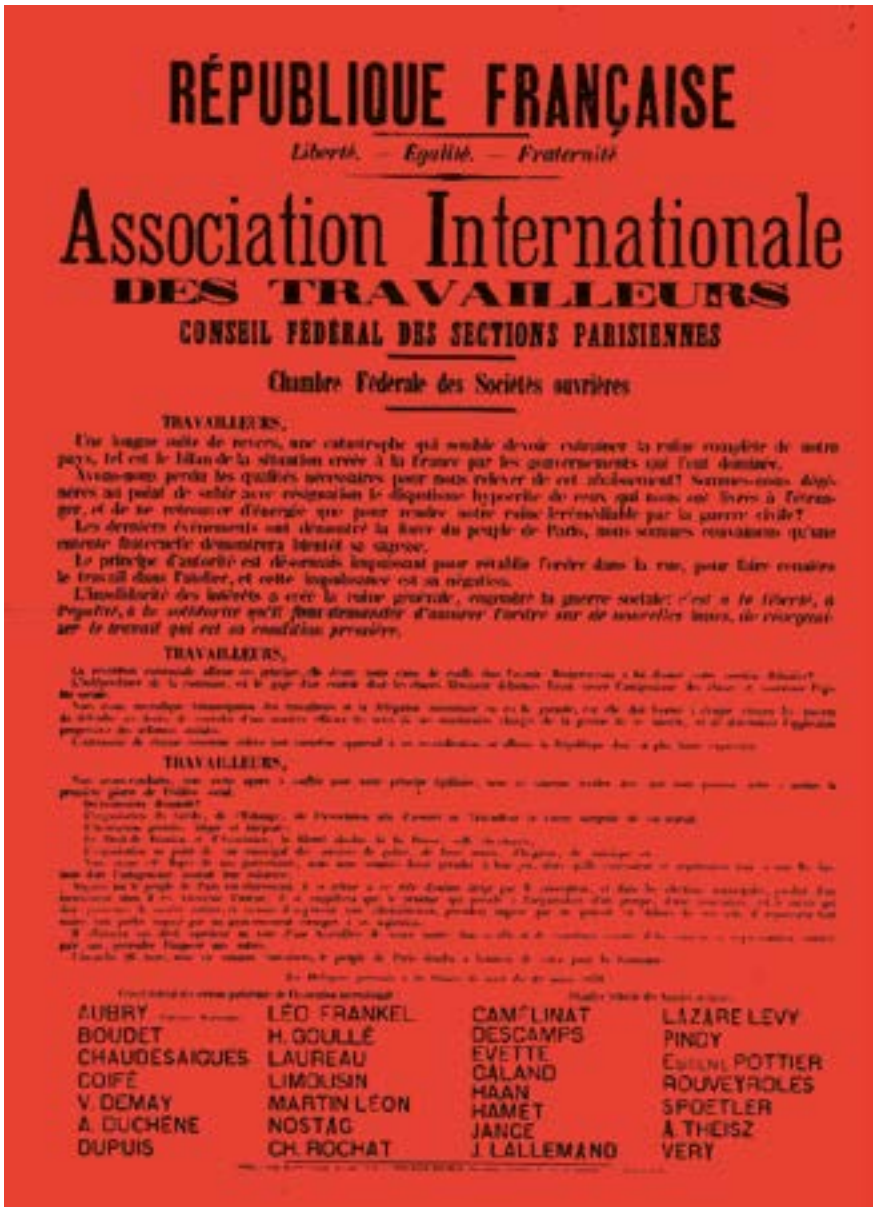
Cette phase de tâtonnements théoriques et pratiques, en distorsion avec le mouvement réel, s'explique certes par l'état de la Fédération parisienne, mais elle révèle également une méthodologie politique qui conçoit l'organisation comme un lieu d'élaboration pour définir une stratégie et non comme une coquille vide ballottée par les flots et se lançant dans l'action sans boussole. À l'issue d'une réunion de l'Internationale parisienne et de la Chambre fédérale des sociétés ouvrières, tenue le 23 mars, ces réserves disparaissent et le Conseil fédéral est désormais totalement impliqué dans le soulèvement révolutionnaire.

L'AIT entre en piste

Un manifeste des sections et des délégués de la Chambre fédérale des sociétés ouvrières est adopté, il encourage les sections à participer aux instances de la Commune et aux élections du 26 mars, « … *Les internationaux cherchent à donner au mouvement communiste un programme, des lignes directrices…* ». Fournir une orientation, un cap à un mouvement parfois hétéroclite, telle est l'approche du groupe parisien. Le Conseil fédéral voit dans la Commune la concrétisation de l'idéal et du fonctionnement de l'Internationale, en particulier le principe fédératif reposant sur l'auto-administration des communes en tant que groupement des producteurs, selon les actes du Congrès de Bâle en 1869 qui avaient vu la victoire des collectivistes antiautoritaires.

L'investissement de l'AIT sur Paris est alors prégnant, « … *dans la pleine conscience de son programme prolétarien…* ». Les Internationaux sont là, « *fidèles à leur idéologie prolétarienne,* […]*, dressés contre les violences jacobines, préférant la réalisation progressive de leur programme économique aux redondances théoriques et aux postures historiques* ». Lors du scrutin du 26 mars, l'AIT dispose d'environ un tiers des élus, 23 sur 92, parmi lesquels Varlin, Theisz, Avrial, Camélinat, Malon, Pindy, Fränkel, Dupont, etc. Des internationalistes dirigent trois commissions à caractère économique. Camélinat est à la Monnaie, Murat et Perrichon aux Contributions indirectes, Cabrault aux Contributions directes.

Dans le cadre de la Commune, deux tendances révolutionnaires cohabitaient à Paris. Les blanquistes représentés par Eudes, Rigault et Vaillant se prononçaient pour un État fort, ils militaient pour un socialisme autoritaire, une dictature du



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté. — Égalité. — Fraternité

Association Internationale
DES TRAVAILLEURS

CONSEIL FÉDÉRAL DES SECTIONS PARISIENNES

Chambre Fédérale des Sociétés ouvrières

TRAVAILLEURS,

TRAVAILLEURS,

TRAVAILLEURS,

AUBRY — LÉO FRANKEL — CAMÉLINAT — LAZARE LEVY
BOUDET — H. GOULLÉ — DESCAMPS — PINDY
CHAUDESAIGUES — LAUREAU — EVETTE — [illegible] POTTIER
COIFÉ — LIMOUSIN — CALAND — ROUVEYROLES
V. DEMAY — MARTIN LÉON — HAAN — SPOETLER
A. DUCHÊNE — NOSTAG — HAMET — A. THEISZ
DUPUIS — CH. ROCHAT — JANCE — VERY
J. LALLEMAND

peuple au moyen de la constitution d'un Comité de Salut Public. Les collectivistes antiautoritaires prônent, quant à eux, la libre fédération des producteurs au sein de la Commune. En dehors de la section de l'AIT les néo -jacobins, incarnés par Delescluze, vétéran de 1830 et 1848, se réfèrent à l'expérience de la première Commune de Paris sous la Révolution française. En mai, la décision des blanquistes de créer un Comité de Salut Public provoque une rupture avec les collectivistes. Une Adresse du Conseil fédéral de l'AIT dénonce l'établissement d'une nouvelle dictature.

Notre objet n'est pas de réaliser une étude exhaustive de la Commune, nous noterons cependant que « … *Seuls les membres de l'Internationale et des sociétés ouvrières ont une doctrine économique et sociale définie… Sans leur gestion droite, la Commune n'aurait pas pu tenir aussi longtemps en face des attaques dont, dès le commencement d'avril, Thiers va harceler Paris…* ». Sur tous les fronts, politiques, économiques, administratifs, militaires, les Internationalistes seront mobilisés, jusqu'au sacrifice ultime pour certains.

La province en écho

À Marseille, une section de l'AIT a été créée en 1867, d'inspiration bakouninienne, elle est animée par un ouvrier typographe : André Bastelica. Des groupes existent également à Aix-en-Provence, la Ciotat, La Seyne ou à Barcelonnette dans le massif alpin. À l'issue de la proclamation de la République une Ligue du Midi a été constituée, fédérant 14 départements, mobilisée sur la question de la Défense nationale face aux velléités des Prussiens d'envahir Paris. Ce mouvement est politiquement hétérogène, il proclamera le 31 octobre 1870 une Commune révolutionnaire qui prendra fin dès le 3 novembre. La réaction organisera le siège de la ville à partir d'Aubagne, procédant au bombardement de la cité phocéenne à partir de Notre-Dame-de-la-Garde qui sera rebaptisée Notre-Dame-de-la-Bombarde par les assiégés. La répression sera sans concession et l'une des figures locales de la révolte, l'avocat républicain Gaston Crémieux sera fusillé le 30 novembre 1871. Cet échec ne saurait surprendre, une lettre du 17 mars d'Alerini adressée à James Guillaume fournissait de précieuses informations sur la réalité marseillaise, « … *L'Internationale a subi ici comme ailleurs, les effets de la guerre : elle est passablement désorganisée, les uns sont partis comme francs-tireurs, d'autres furent mis dans la Garde nationale mobilisée…* ». L'état de siège ne sera levé qu'en 1876.

À Lyon, il existe une Fédération de l'AIT, Albert Richard, venu du proudhonisme en est la cheville ouvrière. Des sections sont présentes dans des localités voisines comme à Vienne (filatures), Givors (verriers), Saint-Symphorien (ouvrières ovalistes qui ont mené en 1869 la première grève de femmes ouvrières). Le mouvement communaliste réunit ici des républicains radicaux et différentes tendances du mouvement ouvrier. Par deux fois le peuple se soulève. Dès le 4 septembre la population est mobilisée, Michel Bakounine rejoint Lyon et participe aux actions militaires. Cependant, sur le terrain, le rapport de forces n'est pas en faveur des organisations révolutionnaires comme en témoigne James Guillaume « … *Bakounine arrivait donc dans une ville où régnait le gâchis, où les membres de l'Internationale n'avaient aucune notion claire de ce qu'il fallait faire, où les radicaux avaient la haute main, où les intrigants s'agitaient, prêts à trahir…* ».

Cet affrontement se soldera par un échec, bilan qui permettra à Marx d'ironiser sur la naïveté des antiautoritaires. Le 22 mars 1871, « … *préparé en partie par Albert Leblanc, venu de Paris, et inauguré par 800 délégués de la Garde nationale au Palais Saint-Pierre, commença le mouvement…* ». La destitution du Conseil municipal en place ne sera pas suivie d'une action s'inscrivant dans la durée. Dès le 25 mars, la tentative insurrectionnelle conduite par les internationalistes et les blanquistes sera close.

Raphaël Romnée

VIVRE LA COMMUNE DE PARIS AU JOUR LE JOUR

PROSPER LISSAGARAY, 1875
ET VICTORINE BROCHER

Deux livres me semblent intéressants, parmi la multitude de livres sur la Commune de Paris de 1871 : *Histoire de la Commune de 1871* de Prosper-Olivier Lissagaray et *Souvenirs d'une morte vivante* de Victorine Brocher.

Deux témoignages d'acteurs contemporains de la Commune et non pas de livres d'historiens. Deux autobiographies partielles, concernant la période de la Commune de Paris, que la République française prend bien soin de glisser sous le tapis, tant le dénouement fut tragique et inhumain et que l'on considérerait de nos jours comme crime de guerre.

Ces deux livres se rejoignent dans leur style, une chronique au jour le jour de la Commune. Ce qui aide grandement à comprendre la genèse, les causes de la Commune, d'abord motivée par la défaite de l'armée française face aux Prussiens et la déchéance de Napoléon III, puis l'envie d'une alternative à l'Empire et le rejet des institutions républicaines qui se sont couchées devant l'ennemi.

Les deux livres offrent deux points de vue, différents et complémentaires. Lissagaray offrant un récit plus politique, citant en tant que témoin la plupart des protagonistes et leurs actions, les antagonismes politiques, les décisions ou les difficultés de prendre des décisions cruciales. Lissagaray écrit aussi sur les combats, les « sorties » des communards pour briser le siège de Paris.

Victorine Brocher remonte plus loin dans le temps pour nous expliquer la situation politique de la France bien avant la Commune, vers les années 1848. Victorine nous livre ainsi un autre point de vue, de toute aussi bonne qualité que Lissagaray. Elle nous offre aussi le témoignage de son quotidien de sa vie de famille, des souffrances de toutes sortes endurées par la population de Paris lors du siège avant la Commune. Les pénuries alimentaires, le manque de bois de chauffage, la maladie, les ravages des bombardements.

Les deux livres abordent la semaine sanglante, les tueries sans noms, les exécutions sans procès de la part des troupes de Thiers, troupes provenant de régiments de province, cantonnés à Versailles et ses environs d'où l'appellation de ces régiments « Les Versaillais ». Versailles qui était aussi occupée par les Prussiens et leur état-major, ces mêmes Prussiens voyaient d'un mauvais œil la Commune. Tout comme Thiers qui se trouvait à Versailles à l'instar des Prussiens, par hasard ?

Fort heureusement, Victorine Brocher et Lissagaray purent échapper aux crimes de guerre que fut la Semaine sanglante. Victorine partit en exil d'abord en Suisse puis en Hongrie et revint en France après la loi d'amnistie. P.O. Lissagaray put rejoindre la Belgique puis l'Angleterre puis revint en France grâce à l'amnistie du 14 juillet 1880.

Vous pourrez retrouver leurs biographies respectives sur le site le Maitron https ://maitron.fr/

Je ne peux que vous conseiller ces deux livres témoignages, si poignants, si complets, sans vous cacher que ce sont mes deux livres préférés sur ce que fut la Commune de Paris. Et qui sont en quelque sorte des portes d'entrée pour en apprendre plus sur la Commune de Paris de 1871.

Frédéric C.
Groupe Commune de Paris

Prosper-Olivier Lissagaray
Histoire de la Commune de Paris 1871
Avant-propos de Jean Maitron,
Éditions de La découverte /poche 2005

Souvenirs d'une morte vivante de Victorine Brocher.
Éditions Libertalia, 2017

BARRICADE À L'ENTRÉE
DU FAUBOURG DU TEMPLE.

LA COMMUNE DE LYON

LA COMMUNE DE NARBONNE

À Narbonne, pas de signal précurseur d'une alliance avec la Commune de Paris, comme à Lyon et Marseille. C'est après le 18 mars de Paris, que la Commune de Narbonne s'organise.

En revanche, depuis le 4 septembre 1870, et jusqu'à février 1871, les menées parlementaires, les élections, les pouvoirs locaux se mettent en ordre de bataille selon les diverses nuances républicaines : conservateurs fidèles à Thiers, ou modérés, voire radicaux. Tout ce schéma valable pour l'ensemble du pays se joue aussi à Narbonne.

Mais, dès le 19 mars, les habitants sont informés de la révolution communaliste à Paris. Et ici, la garde nationale et les troupes se rangent aux côtés de la population, ce qui fait que l'armée est neutralisée et les soldats fraternisent avec le peuple (dont ils sont issus). Le 28 mars on compte 250 soldats communards. Dès le 25 mars, les communards sont maîtres de la ville. Le 27 mars les délégués des communes avoisinantes se rendent à Narbonne pour accord. La commune de Narbonne administre la ville avec efficacité fin mars.

Le 28 mars, Versailles délibère sur Narbonne. La répression étatique se met en route. Les communards envisagent de couper les voies de chemin de fer pour empêcher l'arrivée de troupes. Mais le sabotage des voies prévu, échoue. Les troupes versaillaises arrivent en gare de Narbonne le 30 mars. L'état de siège proclamé à Narbonne permettait de fusiller tout insurgé pris les armes à la main. Les communards organisent leur défense armée le 30 mars autour de l'hôtel de ville. On dit que les barricades de Narbonne n'avaient aucune efficacité stratégique, mais on a dit la même chose de toutes les barricades de la Commune en France, avant d'en revenir. La guérilla de défense organisée par les communards est remarquable. On fit même distribuer à la foule, dont des femmes, des baïonnettes. Les communards sont décidés à se battre. La bataille finale eut lieu le 31 mars. Lorsque les Versaillais entrent dans l'hôtel de ville, il est vide. La Commune était vaincue, mais pas morte.

Claire Auzias

Source :
César M., 1996, *La Commune de Narbonne, mars 1871*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan (épuisé ; à lire online).

LA COMMUNE DE LIMOGES

Comme Lyon, Limoges a connu les secousses révolutionnaires de 1830 et 1848. C'est donc dans une classe ouvrière déjà alertée, républicaine et anticléricaliste que se produit la Commune de Limoges. Limoges a atteint un développement industriel important au XIXe siècle notamment avec l'industrie de la porcelaine, qui emploie de nombreux métiers qualifiés. « *À Limoges, les ouvriers de la porcelaine furent comme le levain qui fit monter la pâte urbaine* »[1] les villes industrielles comme Marseille, Lyon, Saint-Étienne et Limoges furent le bastion de l'opposition à l'Empire centralisateur.

Le 6 avril 1871, les ouvriers de Limoges tentaient de proclamer la Commune. En janvier 1870, la ville avait connu des manifestations républicaines. Les 30 et 31 janvier, les ouvriers de la porcelaine ont élu 20 membres d'une chambre syndicale. Deux internationalistes sont venus à Limoges depuis Paris au cours de l'hiver 1870. Il y a donc une certaine connaissance de l'Internationale dans la classe ouvrière de Limoges. Des clubs républicains s'activent dès septembre 1870. L'on compte également nombre de sociétés de secours mutuel parmi les ouvriers. Le 26 septembre, un conseiller municipal demande que les ouvriers soient armés, au nom de ses camarades. Les deux clubs républicains étaient d'accord pour que la Garde nationale soit réarmée.

1871 : la nouvelle de l'insurrection de Lyon fut reçue aux cris de « Vive la commune ». Le 21 mars, 150 personnes se rassemblent à l'hôtel de ville et réclament des armes. Dès le 23 mars, la Société populaire, fondée par l'avocat Laviolette, exprime son soutien à la Garde nationale parisienne[2]. Le 2 avril une majorité de Limoges est favorable à la proclamation de la Commune. Un positionnement qui est anti-centraliste, mais non point communiste. Le 6 mai, un transport des troupes devait quitter Limoges pour Versailles. Les ouvriers étaient prêts à arracher les rails pour empêcher le départ du train. Ils trouvèrent à la gare, des fusils, prêts à être embarqués dans le train, et pressèrent les soldats de refuser de monter dans le convoi. Certains chantèrent la Marseillaise. Vers 11 heures, soldats et ouvriers rentraient en ville ensemble. Après de nombreuses tergiversations légalistes, deux hommes proclament la Commune devant la préfecture. Le préfet fit disperser la foule. Les ouvriers construisent une barricade, en quelques heures l'armée disperse les barricades. La Commune est finie. L'état de siège est proclamé à Limoges, la Garde nationale est dissoute, le club de la Société populaire est fermé. Le lendemain, des troupes supplémentaires arrivèrent. « P*as plus que leurs camarades de Paris, les ouvriers de Limoges n'eurent le temps d'élaborer un programme* ». Une vague de réaction s'abattit sur Limoges, dont deux condamnations à mort par contumace, 25 personnes convaincues de crime politique. Des ouvriers sont en prison. L'Ordre moral s'installe. Mais la république s'enracine à Limoges, pour longtemps.

Claire Auzias

Sources :
1. John Merriman, *Limoges, la ville rouge*, page 192, Belin 1990.
2. George Bourgin, *La Commune 1870-1871*, p. 280, Flammarion, 1971.

DES FEMELLES, ENNEMIES PUBLIQUES : LES PÉTROLEUSES

Le mythe des pétroleuses a la vie dure. D'une part, les recherches historiques ne peuvent établir que des femmes aient volontairement incendié quelque bâtiment que ce soit durant la Commune, et notamment pendant la Semaine sanglante. D'autre part, aucune femme n'a réellement été condamnée comme incendiaire. On affubla de ce terme les femmes qui ont pris part aux combats[1], après l'incendie de l'Hôtel de ville de Paris. Pour quels desseins ? Les désigner boucs émissaires pendant la semaine sanglante ? Mais pourquoi choisir des femmes et non les hommes pourtant nombreux ?

Des milliers de communardes ont été arrêtées, certaines fusillées, mais seules quelques-unes furent reconnues coupables et condamnées pour avoir tiré sur les troupes versaillaises : aucune pour un incendie criminel. D'ailleurs, si des communards ont mis le feu pendant leur retraite, la plupart des incendies sont dus aux combats et aux obus tirés par les troupes de Versailles. Les *monarchiens* avaient intérêt à disqualifier les 72 jours d'insurrection pour revenir au pouvoir, tête haute. Paul Lidsky[2] retrace la prise de position virulente contre la Commune d'hommes de lettres français, à l'exception de quelques-uns, parmi lesquels Vallès, Rimbaud, Verlaine. Quant à Edmond de Goncourt, Gustave Flaubert, George Sand ou Émile Zola, ils dénoncent la Commune en tant que « *gouvernement du crime et de la démence* » selon Anatole France, et traitent les communardes de « *femelles* », de « *soiffardes* », de « *pillardes* », de « *buveuses de sang* ». « *Le récit de leurs sottises devrait tenter le talent d'un moraliste ou d'un aliéniste* » écrit Maxime Du Camp. La peur de la bourgeoisie et la vengeance par de violentes accusations hystériques !

Coralie Chérelle, 27 ans,
Procès à Versailles, 7 octobre 1871.
Originaire du Loiret, fabricante de casquettes et cantinière à la Garde nationale. Vivant en concubinage avec un communard, enceinte de quatre mois, elle nie toute participation aux incendies et aux combats.[3].

À l'été 1871, les journaux versaillais diffusent des histoires de pétroleuses qui, dans l'imaginaire politique, succèdent aux tricoteuses révolutionnaires de 1789. Ce serait des communardes comme Louise Michel, André Léo, Paule Minck, Nathalie Lemel, Élisabeth Dmitrieff ou Maria Deraisme, qui lanceraient des bouteilles de pétrole sur les façades des édifices publics ou dans les caves des immeubles.

Marie-Jeanne Moussu, 42 ans,
Procès à Versailles, 19 août 1871.
Blanchisseuse, condamnée à mort par le Conseil de guerre ; sa peine est commuée en travaux forcés à perpétuité aux îles du Salut (Guyane). La police a trouvé chez elle des « papiers, journaux et chansons contenant des écrits communistes »[3].

En fait, les femes avaient gagné une place sociale pendant la Commune : école gratuite et laïque pour les filles, droit au travail, salaires égaux, union libre, prostitution supprimée dans le XI[e] arrondissement, séparation de l'Église et de l'État… Elles se retrouvaient dans les clubs pour décider des questions qui les concernaient, mais aussi sur les barricades pour le combat ou pour soigner les blessés, ou dans les cantines coopératives. Après la Commune, l'ordre social et patriarcal devait à nouveau s'imposer. Quoi de mieux que de réveiller les vieux démons ? Le feu et la nuit sont l'univers des sorcières, cela sera celui des pétroleuses. « *Les moyens par lesquels on accuse des femmes d'avoir recouru à la violence pour des raisons politiques mêlent la sphère du foyer et l'espace public, créant ainsi une zone grise entre référentiels féminins et masculins* »[3]. Les *monarchiens* feront payer les femmes d'avoir enfreint une règle d'or : celle de rester au foyer et non de se mêler des affaires publiques. Le Code Napoléon de 1804 ne leur intimait-il pas d'obéir totalement à leur mari ? Flora Tristan le rappelait « *L'homme le plus opprimé peut opprimer un être qui est sa femme. Elle est le prolétaire du prolétaire* », et Louise Michel de réaffirmer « *Esclave est le prolétaire, esclave entre tous est la femme du prolétaire* »[4]. Toute femme s'imposant dans l'espace public, devient dangereuse, plus encore que les hommes car si elle s'affranchit de l'homme et des chaînes du foyer, alors elle risque de s'émanciper du patriarcat mais aussi de l'État. « *Allons femme, rentre chez toi !* ». Backlash !

De 1974 à 1976, des féministes éditeront *Les Pétroleuses : le journal des femmes qui luttent*. Puis Xavière Gauthier lancera la revue *Sorcières*. Aujourd'hui, des féministes reprennent la figure de W*itch*, la sorcière.

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

1. Edith Thomas, *Les Pétroleuses*, L'Amourier, 2019.

2. Paul Lidsky, *Les écrivains contre la Commune*, suivi *Des artistes pour la Commune*, La Découverte, 2021.

3. Fanny Bugnon, La pétroleuse, ennemie publique, dans Claude Gauvard (dir. Scientifique) *Présumées coupables. Les grands procès faits aux femmes*, L'Iconoclaste, Arch. Nat., 2016.

4. Louise Michel, *Mémoires*, Maspéro, 1977.

HERMINIE CADOLLE, COMMUNARDE !

L'histoire de la communarde, féministe, corsetière qui a contribué à la libération du corps des femmes. Née le 17 août 1842, à Beaugency, dans le Loiret, Herminie porte alors le nom d'Eugénie Sardon. Pas de renseignement sur sa mère, quant à son père, il est couvreur. À 18 ans, elle se marie avec Ernest Philippe Cadolle. L'année suivante, ils ont un fils, Alcide Ernest. Le couple s'installe ensuite à Paris, rue d'Aubervilliers : lui, peintre en bâtiment, elle, ouvrière giletière notamment à la *Belle Jardinière*. Elle doit aussi confectionner des corsets de luxe pour la haute bourgeoisie. Mais les bourgeois, très peu pour elle : anarchiste, féministe, elle se bat pour l'égalité salariale femme-homme.

Herminie et Louise

Durant la Commune de Paris, Herminie Cadolle rencontre Louise Michel au comité de vigilance des femmes du XVIII[e] arrondissement. Elle participe très vite à l'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés. Fondée par Nathalie Le Mel, ouvrière relieuse, cette organisation féminine peut être caractérisée de féministe car l'Union, composée en grande partie d'ouvrières, « *vise autant à inscrire les femmes dans le mouvement socialiste libertaire que de revendiquer, pour la première fois, l'égalité avec les hommes* » (E. Peyret, 2015).

À la fin de l'insurrection, elle est arrêtée et détenue à la prison de Rouen, puis transférée à celle des Chantiers à Versailles, où elle retrouve Louise Michel. Elle est relaxée six mois plus tard. Son mari, enrôlé dans la Garde nationale durant la Commune, est condamné à deux ans de prison en 1872. La répression versaillaise est implacable, Paris reste soumis à l'état de siège jusqu'en 1876. Herminie n'en reste pas là, et devient trésorière du Comité d'aide aux amnistiés afin de soutenir les anciens communards et les survivants de la Semaine sanglante. En août 1880, elle témoigne lors de la campagne de *L'Intransigeant* sur les sévices infligés aux prisonnières des Chantiers par le lieutenant Marcerou. Chaque jour, à la une, sont exposées les dépositions des témoins et victimes de violences commises par Marcerou. Le rapport de la Commission d'enquête chargée de l'affaire, en décembre 1880, conclut à l'annulation de l'enquête.

L'amnistie est décrétée le 11 juillet 1880. Le 9 novembre, Gare St-Lazare : c'est l'arrivée triomphale de Louise Michel, de retour de son exil en Nouvelle-Calédonie, et une foule de communard.e.s et de plusieurs milliers de personnes sont là. Avec Marie Ferré, Herminie soutient Louise Michel en proie à une vive émotion. La semaine suivante, Herminie et son mari se retrouvent sur la tombe de Théophile Ferré, à Levallois-Perret, manifestation interdite par le préfet Andrieux : là, elle crie « *Ferré, nous honorons ta mémoire ! Nous te vengerons* ». Arrêtée, elle passe au tribunal pour en répondre ; jugée en correctionnelle, elle est acquittée. Le 1[er] décembre suivant, elle est co-organisatrice de la réunion, rue de Rivoli, de l'Union des femmes socialistes, elle accueille Paule Mink et Louise Michel pour une conférence sur l'émancipation des femmes, 2000 personnes sont au rendez-vous dont un tiers de femmes. La salle est ornée de dix drapeaux rouges et d'une grande draperie sur laquelle est inscrit « *Liberté, Egalité, Charité, Justice ! Pas de devoirs sans droits !* ». En 1883, elle rend visite à Louise Michel emprisonnée après la manifestation au Champ-de-Mars. C'est là que le drapeau noir des canuts révoltés fait une apparition remarquée, le 9 mars 1883, lors d'un meeting organisé par le syndicat des menuisiers pour les sans-travail. Louise Michel y arbore, pour la première fois, un drapeau improvisé, à partir d'un vieux jupon noir fixé sur un manche à balai. Drapeau noir, qu'elle défendra lors de son procès le 22 juin 1883.

L'invention du corselet-gorge

En 1887, elle entame une seconde vie. Elle quitte Paris, trop étouffant dans cette période de répression politique, juste après le mariage de son fils, militant socialiste actif, ouvrier typographe, avec Marie-Gabrielle Lagoutte. Elle arrive en Argentine, le paradis des communards en exil et un pays en plein boom économique. Elle ouvre une boutique de lingerie à Buenos Aires. Afin de libérer les femmes de l'oppression du corset, elle ose le couper en deux, sous la poitrine. Il sera moins rigide, avec deux bretelles élastiques et une armature en W. Elle libère le corps des femmes et de leur soumission à la mode. Elle invente le soutien-gorge moderne, appelé « corselet-gorge », le mot actuel n'entrera dans le dictionnaire Larousse qu'en 1904. Elle dépose le brevet en 1898 et présente sa création à l'Exposition universelle de Paris. En 1910, elle rentre à Paris. Elle ouvre alors un atelier et une boutique au 24 rue de la Chaussée d'Antin qu'elle confie à sa belle-fille Marie. Elle fonde ainsi la maison de lingerie Cadolle, aujourd'hui entreprise familiale prospère qui participe au marché de luxe.

Elle meurt à 82 ans, le 8 janvier 1924, à son domicile, à Saint-Cloud. Dix-neuf ans après Louise Michel. Dès son retour en France, elle semble très discrète sur le plan politique, si ce n'est au moment de l'Affaire Dreyfus où elle s'engagea en sa faveur.

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

Emission Femmes libres du 10.02.2021, *Le Maitron raconte les femmes de la Commune de Paris*.
http ://emission-femmeslibres.blogspot.com/

Peyret, E. « Herminie Cadolle, gorge rouge », *Libération*, 19 juillet 2015.

LE CLUB DE LA VICTOIRE
SCÈNES DE VIE

Deux hommes, un ancien douanier et un unijambiste de basse extraction à la figure repoussante, organisaient la transformation des églises en lieux de réunions, en courant d'un quartier à l'autre. Dans la soirée du samedi 6 mai, munis de l'autorisation signée Moilin et Lallement pour installer le club, ils se présentent à l'église Saint-Sulpice pleine de monde célébrant le mois de Marie. Les gardes fédérés font sortir tous les fidèles. Le club parvient à s'établir malgré les vives protestations surtout de la part des femmes.

La politique et la religion en chaire

Le 11 mai, le curé envoie deux émissaires expliquer aux membres de la Commune représentant la mairie qu'elle ne manque pas de locaux vastes et commodes. Il pense être entendu de Beslay, de famille catholique et de Varlin, qui a relié des livres liturgiques, car si dangereux idéologues qu'ils fussent tout trois, ils étaient relativement modérés. Les envoyés du curé sont sèchement reçus : le club aura lieu le soir et le culte fonctionnera le reste du temps.

« Faites vos simagrées dans le jour si cela vous chante, abrutissez les vieilles bigotes, mais le soir l'église est au peuple et dès ce soir nous nous y établirons. »

Une nouvelle lutte a lieu dans l'église comble, les deux partis en nombre égal. On s'affronte via les chants hurlés, la Marseillaise contre le Magnificat, le Chant des Girondins face au Salve Regina. À l'épuisement des chants, viennent les apostrophes, les injures et les coups, lorsqu'une voix puissante entonnant le Pace Domine impose un silence instinctif pour une trêve de quelques minutes. La mairie fait patiemment évacuer l'église. Peu après, les clubistes y rentrent en masse et tiennent séance. Le nom « club de la Victoire » est adopté. Il se tient tous les soirs. Le 13 mai, le curé, craignant des fusillades, ordonne aux fidèles de s'abstenir de toute manifestation. Il retire le sacrement à 7h et voile la statue de la vierge pour que le club ouvre de 8 heures du soir à minuit. Les sacristains nettoient à fond pour la première messe de 6h du matin le 14 mai, ainsi de suite tous les soirs.

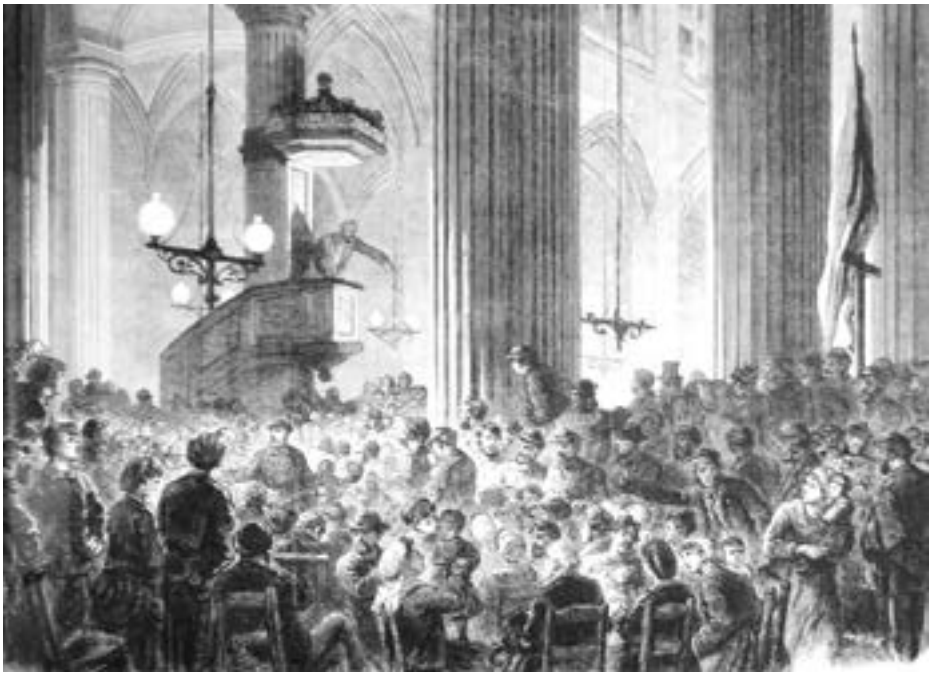
Les débats les plus divers

L'entrée du club est d'abord gratuite puis avec un péage de 5 centimes par personne comme autrefois au Pont des Arts. La recette s'établit entre 12 fr et 23 fr 50. Rousseau l'unijambiste préside la première séance. Seulement 5 à 6 individus parviennent à se mettre en relief. D'abord le brocanteur de tableaux Armand Levy qui a fait paraître le 19 mars un journal de la République universelle *Le Patriote*, et Louis Lacord ancien chef de cuisine du tout proche restaurant Foyot, devenu un personnage de la Commune, qui demande de ne pas mettre le feu au grand livre de la dette publique. Membre du Comité central de la Garde nationale, il créera la Marmite sociale en Suisse. Puis le citoyen Luc, ouvrier relieur qui traite spécialement des questions d'économie financière, parleur de talent, mais dont les conclusions effraient les plus hardis. Enfin les frères Lallement, savetiers-cordonniers dans le quartier, l'un délégué adjoint au maire du VI^{e}, l'autre délégué de la Commune. Le plus exalté est très écouté.

Le menu fretin des parleurs se compose, comme dans les autres réunions publiques, d'individus de tout ordre et de toute catégorie. Il en passe tous les soirs une dizaine à la tribune qui ne réapparaissent plus ensuite.

Invectiver les prêtres et nier la divinité

Il est de bon goût d'invectiver les prêtres et de nier la divinité. Pour être certain du succès, il faut commencer par se déclarer athée.



Celui qui insulte la Vierge et traîne Dieu dans la boue a un triomphe. Comme spécimen de ces vaines déclamations, voici la péroraison d'un orateur, reproduite mot à mot :

– Dieu du ciel ! s'écrie-t-il en élevant le regard vers la voûte de l'église, Dieu du ciel, que l'on dit tout puissant, *tu n'es qu'un mensonge,* non, *tu n'existes pas*. Tu es une *invention des prêtres*. Si tu existes, eh bien moi, *je te provoque et je te défie. Si tu n'es pas un* CAPON [poltron, lâche], tu descendras sur cet autel que nous avons profané, et *je te plongerai mon poignard dans le* cœur.

L'auditoire tout entier éclate en bravos frénétiques, en tumultueux applaudissements. La joie tient du délire. L'orateur a mis Dieu au pied du mur, et Dieu a *caponné*. *Bis ! Bis !* crient plusieurs personnes. C'est le plus grand succès de la soirée.

Place aux femmes !

Les hommes désertent peu à peu la chaire, relayés le 5e jour par les femmes qui se mettent à parler, à présider, à s'emparer de la tribune et du bureau. Il n'y a plus des présidents, mais des *présidentes*, et quelles *présidentes !* D'abord l'ancienne institutrice Louise Michel puis la maîtresse de Tony Moilin.

On entend une fille de 17 ans, la belle Gabrielle, fille d'une femme soumise de la rue des Ciseaux : « Les prêtres, dit-elle, il faut les fusiller, c'est eux qui nous empêchent de vivre comme nous voulons, les femmes ont tort d'aller à confesse. J'engage donc toutes les femmes à s'emparer de tous les curés et à leur *brûler la gueule !* Quand il n'y en aura plus, nous serons heureuses. Ne craignez rien ! Le sang des tonsurés ne vaut pas la peine qu'on l'épargne. Allons-y de bon cœur, je vous donnerai l'exemple. À mort ! À mort ! (bravos prolongés) Voilà le cri de mon âme ! »

Mais de toutes les discoureuses du *club de la Victoire*, la plus écoutée est sans contredit la fameuse Louise Michel. Elle ne traîne pas, comme ces filles en rupture de trottoir, partout où il y a une orgie ou un assassinat, ayant eu toujours le respect de sa personne.

Elle vient au club de Saint-Sulpice le mercredi 17, veille de l'Ascension, et, montant en chaire : « Le grand jour est arrivé, crie-t-elle de sa voix la plus stridente, jour décisif pour l'affranchissement ou l'asservissement du prolétariat. Mais du courage, citoyens, de l'énergie, citoyennes, et Paris sera à nous ! Oui, je le jure, Paris sera à nous ou Paris n'existera plus ! C'est pour le peuple une question de vie ou de mort. » (Applaudissements furibonds, bravos sur toute la ligne.)

DESSIN : CHICA VENTURA

Le lendemain 18 mai, au soir même de l'Ascension, une femme de la rue de Vaugirard qui, jusqu'alors, dit-on, avait rempli ses devoirs religieux, ose bien proposer qu'on fasse un grand feu de tous les confessionnaux de l'église. La proposition est votée sans grand enthousiasme. La belle affaire que quelques planches brûlées sur la place !

La dernière réunion horriblement tumultueuse se tient le dimanche 21. Les troupes de Versailles viennent d'entrer dans Paris. Les cloches de plusieurs églises sonnent le tocsin, les bataillons communards sillonnent les rues en chantant le *Ça ira*, l'agitation est extrême. Les clubistes pris de fièvre votent l'incendie de tous les monuments et des quartiers riches de la ville dans le cas où l'armée de Versailles franchirait l'enceinte fortifiée. Il va sans dire qu'on a déjà voté la confiscation des biens des riches, l'arrestation des prêtres et l'exécution de tous les otages !

Florence
de l'émission *Des cailloux dans l'engrenage*
http ://cailloux-radio-libertaire.org

LA COMMUNE DE BORDEAUX

Alors je dois commencer exceptionnellement par une critique des sources, le livre de Jacques Girault[1] : en effet cet ouvrage, est l'œuvre d'un historien de métier très professionnel, mais hélas sans doute communiste orthodoxe. De ce fait, il ne s'intéresse qu'à l'histoire parlementaire des pouvoirs constitués (préfet, maire, assemblée nationale, etc.) et pas du tout à l'histoire sociale à proprement parler, c'est-à-dire aux mouvements sociaux qui fondent la Commune de 1871 en France. On a donc, à le lire, le sentiment qu'il ne se passe rien, à Bordeaux, de favorable à la Commune. Or il n'en est rien, si on lit très attentivement entre les lignes et le peu d'informations qu'il a laissé percer à ce sujet.

En Province aussi

Il faut tout de suite indiquer que l'Internationale est active à Bordeaux et que l'on connaît ce chapitre plutôt bien, grâce à Paul Lafargue qui est Bordelais, présent à Bordeaux pendant les événements, et déjà gendre de Marx. De ce fait, cette notoriété entraîne une bonne étude sur ce chapitre. Donc oui, l'Internationale bordelaise composée d'artisans et ouvriers majoritairement, est active à Bordeaux pendant les événements. Elle publie même en avril 1871 un journal, *La Fédération*, qui semble plutôt Proudhonien et très intéressant comme programme.

On a donc à nouveau la certitude que la Commune de 1871 a bien concerné tout le pays : d'une part les communards parisiens en ont appelé souvent aux grands centres provinciaux pour la solidarité, d'autre part certains de ces centres ont réussi à répondre favorablement à la Commune. Ensuite c'est bien la politique de Thiers que de séparer la Commune de Paris de la province en donnant à croire à son isolement. En réalité, les partisans de la Commune et des fédérations de Communes du pays ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour être solidaires et s'unir en combattant de manière autonome.

L'insurrection n'aura pas lieu

Concrètement, le mouvement social est faible à Bordeaux pour le peu que nous en sachions. Les fortunes locales sont les gros exploitants en vins qui sont aussi aux commandes des pouvoirs locaux. La population ouvrière est moins nombreuse que dans d'autres grandes villes : les ateliers du chemin de fer, la manufacture des tabacs. Si l'opinion générale est bien à la république et au municipalisme, cela ne va pas jusqu'à la proclamation de la Commune comme à Paris. Il n'y a pas eu d'insurrection à proprement parler à Bordeaux, mais des journées chaudes en avril, entre le 10 et le 14 avril, après la défaite des insurrections des autres villes de province. D'ailleurs le préfet a fait poster trois vaisseaux de guerre au large de Bordeaux pour dissuader les émeutiers éventuels. L'Internationale est visible et active, mais ne l'emporte pas en faveur massive de la Commune. Les pouvoirs locaux ont fortement manœuvré pour éviter une guerre civile à domicile, ils sont des républicains légitimistes en faveur de Thiers.

En réalité, il faudra qu'à l'avenir un historien social décrypte les archives de police et administratives de la ville pour mettre au jour les menées révolutionnaires de la ville de Bordeaux au temps de la Commune.

Claire Auzias

1. Jacques Girault, *Bordeaux et la Commune 1870-1871*, Éditions Fanlac

LA MORT DE VARLIN PAR MAXIMILIEN LUCE

MAXIMILIEN LUCE, *L'EXÉCUTION DE VARLIN,* 1910-1917 MANTES-LA-JOLIE, MUSÉE DE L'HÔTEL-DIEU

MAXIMILIEN LUCE LORS DE SON ARRESTATION LE 6 JUILLET 1894 POUR « ANARCHISME ». PHOTOGRAPHIE D'ALPHONSE BERTILLON.

Personnalité phare de l'émancipation sociale et politique des exploités et, plus particulièrement, des ouvriers, Eugène Varlin dépassa sans cesse les distinctions doctrinales qui divisèrent les socialistes de son temps pour rester fidèle aux convictions qui l'animèrent jusqu'à cette journée de triste mémoire, celle du dimanche 28 mai 1871, date à laquelle, sur les hauteurs de Montmartre, il fut exécuté sommairement par les Versaillais. Tant de choses ont déjà été écrites à son propos, ainsi que sur les circonstances de sa mort, qu'il peut sembler inconséquent de revenir une fois de plus sur cet homme d'action et de cœur mais, parmi ces nombreuses publications, la place dédiée aux représentations dont il fut le sujet reste bien marginale, du simple fait que peu d'artistes consacrèrent leur talent à cette figure du monde ouvrier et de la Commune. Le peintre Maximilien Luce est l'une de ces exceptions.

> « Tant qu'un homme pourra mourir de faim à la porte d'un palais où tout regorge, il n'y aura rien de stable dans les institutions humaines. »
>
> **ATTRIBUÉ À EUGÈNE VARLIN**

Le respect du fait historique

En abordant la peinture d'histoire, Luce connaissait parfaitement les écueils d'un genre qui s'inspire traditionnellement d'un fait historique – quitte à le falsifier – pour le magnifier. Depuis longtemps acquis à l'anarchisme et témoin de la répression sanglante de la Commune, l'artiste chercha avec sincérité à honorer la figure d'Eugène Varlin sans pour autant trahir sa mémoire en représentant sa fin tragique d'une manière excessive, même pour la cause. Ce souci d'exactitude, Prosper-Olivier Lissagaray ne l'eut pas lorsque, à partir des récits qui s'élaborèrent au sein des communeux rescapés, il proposa un récit dans lequel Eugène Varlin, comme un Christ laïque, endure le martyre d'un long chemin de croix sous la vindicte d'une populace enragée avant d'être passé sous les armes. Publiée en 1876 dans son *Histoire de la Commune de 1871*, cette version de la mort de Varlin différait de celle qu'il avait entée en 1871 dans ses *Huit journées de mai derrière les barricades*. En fait, pour cette dernière, Lissagaray reprenait un article, publié le 1er juin 1871 dans le quotidien *Le tricolore*, qui donnait alors le récit le plus complet des derniers moments de Varlin : la dénonciation, l'arrestation et le long supplice de la promenade suivie par une foule nombreuse avant la mise à mort. La même année, cet article était inséré par Benoît Malon dans son ouvrage *La Troisième Défaite du prolétariat français*. Il était, entre autres, également cité dans *La semaine de mai* de Camille Pelletan publié en 1880[1]. Maximilien Luce ne consacra qu'une seule toile au second récit de Lissagaray tandis qu'il réalisa cinq toiles dans lesquelles Varlin fait face au peloton d'exécution. Pour ces dernières, dans la continuité de Maxime Vuillaume, l'artiste modifia sa composition au regard du lieu de l'exécution qu'il situe dans les terrains vagues du sommet de la butte, à une courte distance de la rue des Rosiers, à l'emplacement actuel du Sacré-Cœur. Des pentes de la butte aux restes d'un vieux mur crayeux, l'artiste semble éprouver picturalement les différents emplacements possibles de cette exécution tout en s'efforçant de la retranscrire au plus près de sa réalité historique. Les deux dernières peintures, quant à elles, représentent le moment qui succède immédiatement à l'exécution : face à la foule, Varlin gît au sol alors que deux soldats s'apprêtent à l'achever tandis que deux autres fouillent déjà son cadavre, évoquant ainsi le vol de sa montre d'argent.

Du vivant de l'artiste, la série de la *Mort de Varlin* ne fut jamais exposée dans son intégralité et nul ne put alors se douter du questionnement qu'opéra Maximilien Luce à son sujet. Cependant, par-delà les années, ces peintures sont le lieu d'un hommage et d'une rencontre entre deux personnalités à part qui restèrent attachées toute leur vie à leur milieu social d'origine, celui du prolétariat.

Christophe Longbois-Canil

1. Le propos de cet article ne permet pas de développer les nombreux articles ou récits de la mort de Varlin, ni l'émergence de la figure de Varlin comme symbole du mouvement social et ouvrier au cours de la IIIe République.

ANDRÉ LÉO
UNE FEMME DE COMBATS

Quelle énergie ! c'est souvent le mot qui vient à l'esprit lorsque nous lisons des biographies de militants politiques ou syndicaux au XIXe siècle, période où tout est à construire. Cette réflexion trouve encore plus son sens pour la vie d'André Léo, militante exigeant de lier le socialisme et le féminisme. Il faut se battre pour construire un monde de justice sociale mais aussi pour faire reconnaître aux femmes, le droit à la parole, à l'action y compris dans les milieux progressistes. Françoise Tarrande nous livre une passionnante biographie d'une femme qui produisit un grand nombre de romans, d'articles, mais qui eut le tort, aux yeux de la société bien-pensante, d'avoir été une communarde de premier plan. Quittant Lusignan dans le Poitou, elle épouse Grégoire Champseix qui la pousse à écrire constatant son talent. Elle prendra les prénoms de ses enfants comme pseudonyme pour avoir le droit d'exister littérairement. Ces romans sont des actes militants notamment à l'égard du mariage qui rappellent Balzac et Léon Blum sur le même thème. Amie des Reclus, elle défendra le mariage civique, hors église et mairie. « *L'amour vrai, l'amour pur, n'existe que dans la liberté* ». Principe qu'elle défendra avec Benoît Malon de dix-sept ans son cadet.

DESSIN : SOF

Être libre et responsable

L'ouvrage présente, sous une agréable forme romancée, les idées, les positions politiques d'André Léo à partir de ses romans et de ses articles, certains passages sont d'une actualité rare. Elle écrit en 1868, « *L'homme a besoin de pouvoir, non sur ses semblables, mais sur le monde. Pour créer... il faut être responsable et libre* ».

La Commune est porteuse d'espoir pour elle qui écrit sans doute « *l'appel au travailleur des campagnes* », mais elle connaît aussi la fuite, la peur, l'exil, les aigreurs des proscrits comme le racontera notamment Lucien Descaves dans *Philémon, Les vieux de la vieille*. Elle subit ainsi l'errance entre la Suisse et l'Italie, cherchant à concilier son idéal d'indépendance de femme libre vivant de ses écrits, son amour envers ses enfants, le féminisme et le socialisme sur la longue durée, « *nos espérances sont de longues échéances, hélas* ». Elle rentrera en France, mais elle ne retrouvera jamais sa notoriété d'avant la Commune, on s'éloigne d'elle aux idées un peu sulfureuses, et tombera dans l'oubli jusque dans les années 1980. Puisse cet ouvrage à la typographie un peu trop dense contribuer à faire connaître cette femme qui ne s'est pas reniée.

Francis Pian
Groupe Commune de Paris

André Léo, une femme entre deux luttes, socialisme et féminisme, Françoise Tarrade. Éditions Ressouvenances, 2020

LA MÉMOIRE OFFICIELLE DE LA COMMUNE

Au 20 mars au 24 mai 1871, le Journal officiel de la Commune de Paris évoque la vie quotidienne des habitants, au gré des proclamations, des comptes rendus, de la relation des combats, une mémoire pour témoigner que la Commune a su créer une alternative à l'Empire et à la bourgeoisie. « *Le peuple de Paris est convoqué dans ses sections pour faire ses élections communales.* »

Le lecteur sera impressionné par la quantité de décisions en avance sur leur temps, la question du logement, celle de la liberté absolue de conscience, le temps de travail, l'éveil des enfants dès la crèche (Maria Verdure), la liberté de la presse. En effet, la presse d'inspiration versaillaise pouvait publier et le JO dénonçait les calomnies, corrigeait les rumeurs. Jusqu'au bout, la Commune organise la vie de Paris, le 21 mai, celle des garçons bouchers.

Des appels au peuple parisien soulignent le soutien de l'étranger, notamment des syndicats britanniques. Le programme d'action de la Commune est d'une grande modernité sans oublier la célèbre déclaration du 26 mars relative à la probité nécessaire des élus. D'autres Communes se lèvent en France, Lyon, Marseille, Toulouse, en Algérie. À noter la neutralité affirmée des autorités prussiennes mentionnée le 23 mars.

Pas de compromis illusoires

Toutefois, les trahisons des fonctionnaires et notamment ceux de la Poste, les attaques des Versaillais fragilisent l'action de la Commune. Le combat est âpre et le 20 avril « la lutte engagée entre Paris et les Versaillais est de celles qui ne peuvent se terminer par des compromis illusoires ».

Aux succès affichés comme à Clamart, « *Dix heures et demie matin, vive fusillade des tranchées et attaque de la gare de Clamart, fédérés victorieux occupent la gare* » succèdent la déclaration de l'Union des femmes qui dénonce des mois de souffrances et de trahisons, des flots de sang versés. Les rapports militaires révèlent la progression des Versaillais et les massacres dans cette inexorable avancée. Place Saint-Georges, des bourgeois cachés derrière leurs volets tirent dans le dos sur des gardes nationaux. Tout comme rue de Maubeuge.

Le 24 mai, éclatent à la face du monde les derniers mots du Journal relatant le combat des femmes sur les barricades de Montmartre, « *Quelle antithèse entre ces femmes énergiques et ces êtres indignes qui fusillent derrière leurs volets les citoyens qui se dévouent pour la liberté.* »

La Commune au jour le jour
Le Journal officiel de la Commune de Paris
20 mars – 24 mai 1871
Coord. Patrick Le Tréhondat et Christian Mahieux — Éd. Syllepse, 2021

LE GROUPE COMMUNE DE PARIS

UNE DÉMARCHE D'ÉDUCATION POPULAIRE

Le groupe Commune de Paris, qui a coordonné ce numéro, a été constitué en juin 2013 à la suite du Congrès de Cluny de la Fédération anarchiste par des membres du groupe Pierre Besnard. Situés sur Paris ou la proche banlieue, ces militants décidèrent très vite de son nom en hommage aux réalisations sociales des communards de 1871. Il s'orienta très tôt vers une activité centrée sur l'Éducation populaire en créant l'Université populaire et libertaire du XIe arrondissement. L'une de ses premières manifestations publiques fut de diffuser dans ce cadre les films d'Armand Guerra et de Peter Watkins sur la Commune. Ses adhérents participent à la vie de la Fédération anarchiste (vente du ML, tractage, affichage, rédaction d'articles, animation d'une émission sur Radio libertaire, diverses manifestations et parfois la prise de responsabilités fédérales…). Plus récemment, il organise des débats avec des auteurs militants, historiens, sociologues sur des ouvrages traitant de l'histoire du monde ouvrier mais aussi de l'actualité des luttes sociales. Il est adhérent à l'association des Amies et Amis de la commune de Paris même s'il demeure critique sur certaines de ses orientations. Dans ce cadre, les militants du groupe participent aux activités de l'association et à la montée au mur des Fédérés au cimetière du Père-Lachaise à Paris, depuis quelques années fin mai en souvenir de la semaine sanglante de 1871 où la soldatesque massacra les insurgés de l'un des derniers îlots de résistance communarde. En 2020, le groupe a coordonné avec des militants de la CNT l'organisation d'un colloque au Lycée autogéré de Paris (LAP) sur les réalisations de la Commune (reporté les 12 et 13 juin 2021) et a cogéré la publication de ses actes toujours disponibles à Publico. La même année, a été mis en place un blog régulièrement alimenté où sont publiées de nombreuses informations liées à l'actualité anarchiste et sociale. Son adresse : https ://federation-anarchiste-groupe-commune-de-paris.over-blog.com/

Le groupe Commune de Paris

Pour tout contact : commune-de-paris@federation-anarchiste.org

“ Le cadavre est à terre,
et l’idée est debout.”

VICTOR HUGO

ÉDOUARD MANET, LITHOGRAPHIE, 1871

IL Y A 150 ANS
LA COMMUNE DE PARIS
1871

COLLOQUE

PROGRAMME

SAMEDI 10h - 22h15

Film La Commune de Guerra

Conférence inaugurale

Les internationalistes anti-autoritaires

La Commune et les femmes

La Commune et l’éducation

Les artistes et la Commune... Courbet et les autres

Concert avec Serge UTGÉ-ROYO

DIMANCHE 10h - 16h

Les autres Communes : Marseille, Lyon, Limoges, Grenoble

Les réquisitions d’atelier, décret du 16 avril 1871

Conclusion des organisateurs

12 ET 13 JUIN 2021

au Lycée Autogéré de Paris
393, rue de Vaugirard
75015 - Paris

Métro / tram : Porte de Versailles

Programme détaillé sur notre blog :
http://federation-anarchiste-groupe-commune-de-paris.over-blog.com

Organisé par la CNT-RP et le groupe Commune de Paris de la Fédération Anarchiste

ACTION DIRECTE

POUR CHAQUE MANIFESTANT TUÉ NOUS BRÛLERONS UNE USINE !

Dès le coup d'État militaire en Birmanie, la population n'a cessé de manifester massivement de manière pacifique. Dans un premier temps, l'armée s'est contentée de disperser « virilement » les manifestants et de les entôler. Mais, les manifs continuant et s'amplifiant, elle tire désormais à balles réelles sur la foule. Le 14 mars 2021, rien qu'à Hlaing Tar Yar, la zone industrielle la plus dense de Birmanie, au nord-ouest de Rangoun, une cinquantaine de morts. Avant la manifestation, les travailleurs en grève avaient prévenu : « Pour chaque manifestant tué, nous brûlerons une usine ». Le 14 mars, donc, selon le quotidien chinois Global Times qui, comme la police, a pour habitude de minorer certains chiffres, trente-deux usines ont été soit brûlées soit vandalisées, La plupart de ces usines étaient chinoises. Car, et oui, les travailleurs avaient compris qu'il valait mieux s'adresser au bon dieu chinois qu'à ses saints birmans. Message reçu 5/5 par la dictature chinoise qui soutenait la dictature birmane. Et frappée là où ça fait mal, c'est-à-dire au portefeuille, la dictature chinoise est en train de commencer à prendre ses distances avec le petit frère birman.

En France, à Agen, après le suicide, il y a quelques mois d'un élu CGT, secrétaire du CSE d'UPSA qui avait laissé un courrier mettant en cause la direction du laboratoire pharmaceutique et ses conditions de travail, c'est une salariée de cette même usine qui, le 24 mars s'est jetée dans le vide depuis le troisième étage. Dans sa poche, une lettre faisant état des pressions insupportables qu'elle subissait au travail. Et le week-end d'avant, c'était un cadre, actuellement engagé dans une procédure aux prud'hommes, qui avait fait une tentative de suicide.

Camarades travailleurs de France et de Navarre, jusques z'à quand allez-vous retourner contre vous-mêmes la violence que vous subissez ? Nos camarades birmans, eux, ont compris que les capitalistes, privés ou d'État, ne comprennent qu'un seul langage. Celui de...

Jean-Marc Raynaud

ACTION DIRECTE NON VIOLENTE

« ILS SERONT EXPULSÉS DE NOS QUARTIERS, ET LEUR SURVIE N'EST PAS GARANTIE ! »

En Birmanie où les manifestations pacifiques de la population sont désormais réprimées à balles réelles par l'armée, les travailleurs ont averti que « Pour chaque manifestant tué, nous brûlerons une usine ». Et ils ont mis leurs menaces à exécution, ce qui commence à faire réfléchir le grand frère chinois proprio des usines. Ils viennent de nouveau d'avertir : « Les informateurs de l'armée seront expulsés de notre quartier et leur survie n'est pas garantie ».

Oh, bien sûr, tout cela n'est pas franchement non-violent. Mais, ça pourrait l'être. Les militaires, les flics, les indics..., ne sont qu'une partie infime de la population et ils sont tous nés quelque part, ont tous une famille, habitent tous quelque part et, en dehors de leurs activités « professionnelles », ont tous une vie de famille et une vie sociale. Aussi, s'ils se retrouvent ostracisés socialement, la pression que leur mettraient leur famille, leurs voisins, leurs amis et la population serait telle qu'ils seraient immédiatement contraints soit de démissionner, soit d'être irréprochables dans leur « job », soit de traîner les pieds par rapport aux ordres du pouvoir sur le mode de la résistance passive. Il est, en effet, impossible de vivre comme un paria pestiféré dans un confinement social permanent.

Les Apaches avaient déjà compris cela. Geronimo, leur chef militaire incontesté en temps de guerre, qui, comme tous les militaires, ne vivait que pour la guerre, subissait la pression sociale de sa tribu quand celle-ci avait décidé de faire la paix. Lui et ses guerriers avaient alors le choix entre reprendre une vie sociale normale dans la tribu (ce que faisait l'écrasante majorité des guerriers) ou bien continuer la guerre, mais sans le soutien de la tribu. Résultat, Geronimo continuait la guerre, mais avec seulement quelques jeunes têtes brûlées. Et, soit ils arrêtaient très vite, soit ils allaient à la mort, tant il est évident qu'on ne peut pas gagner une guerre sans guerriers. En clair, la tribu leur laissait le choix entre une réinsertion sociale ou un suicide solitaire.

Tout ça pour dire qu'il ne sert à rien de s'affronter militairement aux militaires. Il suffit juste de leur signifier que s'ils veulent faire une guerre que le peuple n'approuve pas, ils pourront la faire, mais entre militaires (excellente idée), et sans nous. Et que, s'ils veulent faire la guerre à leur peuple, ils seront ostracisés socialement.

Bon, d'accord, les Apaches évoluaient dans le cadre d'une société civilisée alors que nous n'en sommes qu'au stade d'une société primitive, mais, on peut bien rêver !

Jean-Marc Raynaud

ET POURTANT ELLE EXISTE, CETTE LITTÉRATURE…

La mort de Michel Ragon, le 14 février 2020, a suscité un regain d'intérêt pour l'activité protéiforme de cet écrivain, autodidacte, qui, outre ses propres créations n'a eu de cesse de pointer la plume sur ce courant littéraire qu'est celui de la littérature prolétarienne, ceci dans le sillage de l'action conduite par Henry Poulaille tout au long du XXe siècle.

Cette littérature emprunte des chemins de traverse où s'expriment des hommes et des femmes qui, sans délaisser l'établi, la chaîne, la fourche, le dé à coudre, le tour, le cul des vaches, le burin, la pioche, l'arpent de vigne, l'étau, la sacoche, la rivelaine, le casque, se saisissent du stylo pour graver sur la page blanche des bribes d'une existence authentique, jaillie sans filtre des entrailles de la terre ou des profondeurs de l'usine. Contrairement aux idées reçues ce mouvement n'est nullement une réalité qui se conjuguerait au passé, il n'a jamais cessé d'exister, se faufilant dans les interstices de la société, se déplaçant en catimini sur des routes buissonnières, en bas, et, fort justement, il arrive qu'un auteur capte furtivement la lumière médiatique, à l'instar du regretté Joseph Ponthus[1] dont les écrits constituent un témoignage contemporain très fort sur la vie qui se déroule de l'autre côté du miroir.

Une littérature de contrebande ?

Il semble en effet que les damnés de la littérature soient une réalité. Un voile opaque dissimule ces écrits et il n'est pas nécessaire de recourir à la censure ou à la pratique de l'autodafé pour organiser cet ostracisme. Certes le roman policier a mis un siècle, pour conquérir ses lettres de noblesse et être reconnu comme genre littéraire à part entière, malgré les anathèmes prononcés à son encontre. Pour les écrits façonnés par la plume d'ouvriers, de paysans, d'employés, de vagabonds, de gens du petit peuple il n'en va pas de même. Ce courant littéraire aux origines anciennes, qui a fait irruption sur la scène publique dans la première partie du XXe siècle sous le terme générique de littérature prolétarienne, demeure en marge, ne suscitant pas la curiosité de lecteurs potentiels. Il y a des explications rationnelles à cette relative indifférence, et d'autres, conjoncturelles.

Historiquement, et dans de nombreux pays, la littérature issue du peuple, a connu une certaine notoriété, essentiellement au XXe siècle, en parallèle aux combats menés par la classe ouvrière. Mais même durant cette période « faste » l'on a pu constater des résistances, des blocages, les textes produits par des gens dont le métier n'est pas celui d'écrire est un phénomène qui déroute, inquiète, suscite parfois la méfiance. L'idéologie dominante fixe des cadres, balise des itinéraires, et il ne fait pas bon sortir des limites définies. Les catégories ont une fonction objective : certains sont des travailleurs manuels qui ont comme raison d'être de fournir des objets, plus ou moins utiles d'ailleurs, et d'autres sont des intellectuels qui ont comme tâche de mettre sur le marché des ouvrages, romans d'évasion, livres théoriques, ils ont comme matière première la pensée. L'appropriation de l'écrit par des manuels est donc une transgression des codes sociétaux, c'est une remise en cause, de fait, de l'agencement de la société capitaliste, et, inconsciemment, une anticipation d'un autre monde, que certains ont appelé le communisme, la commune libertaire, la société autogestionnaire, et dont un élément constitutif est la rupture avec les figures définies, imposées par la bourgeoisie, la séparation entre les activités manuelles et intellectuelles étant une composante essentielle de la société capitaliste. La parole du peuple bouscule donc les règles et un cordon sanitaire est mis en place.

Il y a d'autres motifs, plus complexes, à cette marginalisation de la littérature d'en bas. Dès l'émergence de ce courant, des auteurs issus du prolétariat ont noté, avec une certaine amertume, que nombreux étaient les ouvriers qui rechignaient à lire ces textes, leur préférant des ouvrages d'évasion. Thierry Maricourt souligne dans son ouvrage consacré à la littérature suédoise que dans ce pays « … *la littérature prolétarienne n'a pas été boudée par les lecteurs auxquels elle s'adressait…* »[2], différence notable avec la France. Au XXIe siècle le recul du mouvement ouvrier organisé et conscient favorise la relégation de la littérature prolétarienne aux marges de la société.

Malgré cette chape de plomb la littérature prolétarienne demeure, elle a ses historiens comme Thierry Maricourt, auteur notamment d'une biographie de Poulaille[3] et d'un Dictionnaire des Auteurs Prolétariens[4], Philippe Geneste qui effectue un travail de bénédictin sur les formes prises par cette réalité littéraire de 1970 à aujourd'hui. Elle a son éditeur-imprimeur, artisan du livre, Edmond Thomas[5]. Disséminées ici et là, des personnes écrivent, poétisent, relatent, créent, elles dont le métier n'était pas de dire, de raconter, de valoriser et qui pourtant, persistent et signent.

Un Cercle Culturel pour le Littérature Ouvrière, Paysanne et Sociale (CCLOPS).

En Février 2020 nous avons choisi de créer cette association pour contribuer à la promotion de ces écrits. La production des

richesses réalisée par les gens du peuple ne se limitent pas à la sphère matérielle. Cette défense de la littérature prolétarienne, nous la conduisons sur plusieurs fronts : publication d'une revue, diffusion d'ouvrages, rencontres, production de textes actuels ou anciens, création de supports adaptés pour la popularisation de ces écrits (CD-DVD).

Le CCLOPS publie *Fragments, revue de littérature prolétarienne*, numéros 1 et 2 disponibles au prix de 10 euros l'exemplaire, port compris.

Pour toute information écrire : CCLOPS, 79 rue du Docteur Roux 95130 Franconville La Garenne.

Raphaël Romnée

1. Joseph Ponthus. 1978-2021. *A la ligne, Feuillets d'usine*, Éditions Folio.2020.

2. Thierry Maricourt. *Voyage dans les lettres suédoises*. Éditions L'Élan. 2007.

3. Henry Poulaille, Éditions Manya 1992, rééditions Ressouvenances 2011.

4. *Dictionnaire des auteurs prolétariens de langue française de la révolution à nos jours*. Éditions Encrage. 1994.5. Éditions Plein Chant, 35 route de Condé, 16120 Bassac

Du côté de chez Reich

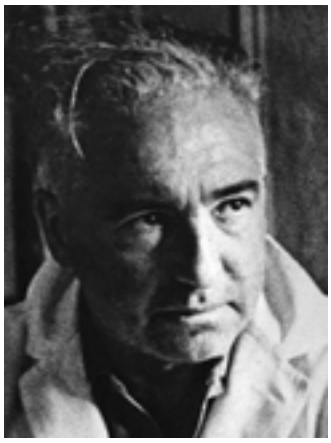
Patricia Vignaud est psychologue et analyste reichienne. Cela signifie une thérapie basée sur la psychanalyse fondée par Sigmund Freud, mais enrichie par Wilhelm Reich, donc, à la fois corporelle et sociale. Cette méthode thérapeutique s'appuie sur le corps et inclut les données sociales, économiques et politiques.

L'auteure nous indique ses références féminines, Eva Reich, la fille de Wilhelm, Simone de Beauvoir et Louise Michel... Elle s'inspire également de Gerda Boyesen, auteure d'Entre Pyché et Soma, introduction à la psychologie biodynamique. Consciente que, mise à part Gerda Boyesen, peu de femmes ont publié en tant que thérapeutes issues du mouvement reichien, elle insiste sur l'identité reichienne qui a constitué le sujet de l'un de ses mémoires lorsqu'elle effectuait ses études de psychologie.

Son ouvrage nous offre une répartition harmonieuse de la théorie et de la pratique. Dans la première partie, elle nous explique avec précision ce que signifie être reichien pour un psychanalyste. De manière très claire, elle démontre qu'un travail corporel est effectué, tenant compte en permanence des données sociales et politiques.

Elle nous retransmet en prise directe les concepts de Wilhelm Reich. Le sous-titre de son livre nous fournit une piste exemplaire sur le plan de la santé mentale : Comment se libérer de la peste émotionnelle ? Dans le langage courant, cela veut dire : comment se libérer de la haine, de la jalousie et de tous nos sentiments négatifs.

Elle nous décrit aussi le « type génital » que Reich a défini dans L'analyse caractérielle. Nous y découvrons comment nous pouvons sortir des mesquineries du « petit homme » et nous ouvrir à une vie riche, épanouie et équilibrée. Cela se lit sans difficulté, tant l'enthousiasme de Patricia est communicatif. Nous nous installons carrément sur le divan et nous anticipons comment, exprimant la colère et le désespoir, nous pouvons parvenir à l'apaisement, à la sérénité et à la joie de vivre. D'ailleurs, l'auteure nous y invite avec le dynamisme et la conviction d'une thérapeute militante des idées de Wilhelm Reich,: « Q'un maximum de personnes se retrouvent dans ces idées et rejoignent le courant de la pensée reichienne. »



WILHELM REICH

Jacques Lesage de La Haye

PATRICIA VIGNAUD
L'échappée thérapeutique
Coollibri
111 rue Nicolas Vauquelin
31100 Toulouse

Témoignage sans fard

Son témoignage, vu par les yeux d'un enfant de dix ans, sa prise de conscience prématurée et clairvoyante, sont plutôt rares pour cet âge. Marqué par son intelligence et son désir de sortir de cette histoire qui n'était pas la sienne, mais celle des adultes en temps de guerre, il se retrouvera, malgré lui, plongé de plain-pied, témoin d'une folie meurtrière et violente, aux premières loges. Comme il le dit si bien : « *marqué par un spectacle auquel il n'aurait jamais dû assister* », une réalité sans fard, douloureuse, dramatique et tragique qui lui laissera un goût amer de ce pays qu'il quittera définitivement un juillet 1962… Laissant derrière lui cet enfant « pied-noir » dont il refusera l'étiquette et le statut, comme Camus dans *Le Premier homme*. Ce jeune garçon qui aimait étudier, curieux, avide de savoir et de connaissance, plongé dans les livres et les récits d'histoire, était fier d'avoir toujours le prix d'excellence.

Avoir dix ans en Algérie, est un clin d'œil, par ses descriptions de l'ambiance environnante et des scènes de guerre, au film de René Vautier *Avoir vingt ans dans les Aurès.* Clin d'œil à un moment de l'histoire le privant brutalement de son enfance et l'obligeant à grandir d'un coup face à la barbarie des hommes. Alors qu'il se sentait français, les enseignants en France le considéraient comme un « Pied-noir » ; de même, en Algérie, il était considéré comme un « colon ». Tel un réfugié ou une sorte d'apatride, il devra choisir sa « nouvelle terre », jusqu'à en perdre l'accent du pays qui le trahissait par moments. Il devra faire la paix avec lui-même et les autres. La guerre est finie pour lui.

Ce livre est un voyage unique, marginal, dans un langage universel que l'auteur a su restituer. Un livre refermé à l'époque sans pleurs et sans nostalgie, de nouveau ouvert cinquante ans plus tard, en renouant avec les fantômes du passé, nous montrant la blessure de son enfance gâchée par une guerre stupide, la présence incessante de la mort qui rôdait partout. Un livre rouvert par un être humain, pour signifier qu'il est encore là pour tendre la main à tous ses frères réfugiés du monde entier. Monde où l'harmonie et l'entraide seront les voies à emprunter pour éradiquer toutes les guerres effroyables, les exils douloureux et les haines qui nous entourent.

Une ode à la vie et la liberté !

Juan Chica Ventura
Groupe Salvador-Seguí

PHILIPPE AÉRI (Phillipe Paraire)
Avoir dix ans en Algérie
Éditions Self Publications, 15 €

Otage de l'olympisme

Un ouvrage décapant, au titre provocateur bienvenu : *2024 Les Jeux olympiques n'ont pas eu lieu* de Marc Perelman. Ouvrage qui vise à dénoncer le mythe des JO comme porte-flambeau de l'humanisme et du progressisme tout omettant à dessein de rappeler le sinistre héritage de Pierre de Coubertin, facho, raciste et macho notoire, et promoteur de la « Religion du sport ». Perelman rappelle, extraits *: « Le sport est facteur éminent des entreprises coloniales » ; « Les sports ont fait fleurir toutes les qualités qui servent la guerre » ; « une petite Olympiade femelle à côté de la grande Olympiade mâle. Où serait l'intérêt » ?* J'en passe et des meilleures.

L'auteur vise en effet à mettre au jour les conséquences sociales, économiques et écologiques des JO et de l'idéologie sportive : en l'occurrence la prise en otage de Paris et de ses monuments, le décervelage des populations au service d'enjeux idéologiques et financiers considérables. Les olympiades sont le chantre de l'esprit de compétition, le lieu du « tous dopés » et de la manipulation de l'information quant aux effets positifs de la mobilisation générale qu'elles imposent.

Elles ne sont qu'une partie d'un grand mécano capitaliste au budget prévisionnel la plupart du temps explosé et *in fine* à la charge des populations locales. Budget colossal au plus grand profit d'une organisation semi-mafieuse, le CIO (Comité international olympique). De plus l'esprit sécuritaire a pour conséquence un flicage généralisé de la population et des visiteurs (police renforcée, drones, reconnaissance faciale…) avant, pendant les jeux avec, une fois l'infrastructure de contrôle mise en place, sa pérennisation après le spectacle des corps surentraînés. Les jeux de Pékin en furent une belle illustration.

De fait, ces jeux du cirque ont aussi pour finalités de nous faire oublier la lutte des classes et de promouvoir un faux internationalisme, faute d'y inviter un Spartacus moderne. Un livre largement référencé dont les sources sont les textes fondateurs de l'olympisme que l'auteur commente et analyse avec précision tout en nous révélant leurs sous-entendus et leurs faux-semblants. À lire absolument car Perelman nous livre le dessous des cartes et toutes les clés d'une gigantesque machine à cash vouée au bourrage des crânes et qui favorise le développement de mille et une dérives chauvines.

Hugues
Groupe Commune de Paris

PERELMAN MARC
2024 Les Jeux olympiques n'ont pas eu lieu
Éditions du Détour, 2021
18 € à Publico.

ANNUAIRE DES GROUPES ET LIAISONS DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Si un groupe n'a pas d'adresse postale, merci d'écrire à la Librairie Publico/RI FA, 145 rue Amelot, 75011 Paris

les mails @federation-anarchiste.org ont été abrégés en @fede...

00 NOMADE
Groupe La Roulotte Noire
groupe-nomade@fede...

02 AISNE
Groupe Kropotkine
c/o Athénée libertaire
8 rue Fouquerolles
02000 Merlieux
kropotkine02@riseup.net

- Athénée Libertaire & Bibliothèque Sociale « Le Loup Noir »
8, rue Fouquerolles
02000 Merlieux
permanence : 1er, 3e et 5e jeudis du mois de 18 h à 21 h

- Athénée Libertaire & Bibliothèque Sociale « L'Étoile Noire »
5, rue Saint-Jean – 02000 Laon
permanence : du lundi au samedi de 10 h à 17 h.
(fermeture avancée provisoirement en raison du contexte sanitaire)

03 ALLIER
Liaison Étoile Noire
etoile-noire@fede...
https ://liaisonetoilenoire.home.blog/

04 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
Liaison Metchnikoff
metchnikoff@fede...

07 ARDÈCHE
Groupe d'Aubenas.
fa-groupe-daubenas@wanadoo.fr

Liaison Bookchin Nord Ardèche
bookchin@fede...

09 ARIÈGE
Liaison Ariège
ariege@fede...

12 AVEYRON
Liaison Sud-Aveyron
sud-aveyron@fede...

13 BOUCHES-DU-RHÔNE
Groupe Germinal
groupe-germinal@riseup.net
www.groupegerminal.lautre.net

Liaison La Ciotat
la-ciotat@fede...

14 CALVADOS
Groupe Germaine Berton
groupesanguinfa14@laposte.net
https ://m.facebook.com/facalvados/
https ://facaen.wordpress.com

16 CHARENTE
Liaison Charente
charente@fede...

17 CHARENTE-MARITIME
Groupe « Nous Autres »
35 allée de l'Angle, Chaucre
17190 Saint-Georges-d'Oléron
nous-autres@fede...

20 CORSE
Liaison Corsica
corse@fede...

21 CÔTE-D'OR
Groupe « La Mistoufle »
Maison des Associations
Les Voix sans Maître Boîte BB8
2, rue des Corroyeurs,
21068 Dijon Cedex
lamistoufle@fede...

22 CÔTES-D'ARMOR
Liaison Jean Souvenance
souvenance@no-log.org

23 CREUSE
Liaison Granite
http ://anarsdugranite23.eklablog.com

24 DORDOGNE
Groupe Emma Goldman Périgueux
perigueux@fede...
http ://fa-perigueux.blogspot.fr

25 DOUBS
Groupe Proudhon
c/o CESL BP 121
25014 Besançon cedex

- Librairie l'Autodidacte
5 rue Marulaz,
25000 Besançon
ouverte du mercredi au samedi de 15 h 00 à 19 h 00
groupe-proudhon@fede...

26 DRÔME
Groupe « la rue râle »
la-rue-rale@riseup.net

28 EURE-ET-LOIR
Groupe Le Raffût
fa.chartres@free.fr

29 FINISTÈRE
Groupe Le Ferment
leferment@fede...

Liaison May Piqueray
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

30 GARD
Groupe Gard-Vaucluse
fa.30.84@gmail.com

31 HAUTE-GARONNE
Groupe Libertad de Toulouse
Le chat noir
33 rue Puget
31 000 Toulouse
libertad@fede...
http ://libertad-fa.org

32 GERS
Liaison Anartiste 32
anartiste32@fede...

Liaison Henri Bouyé
henri-bouye@fede...

33 GIRONDE
Cercle Barrué
http ://cerclelibertairejb.wordpress.com
www.facebook.com/cljb33
cerclelibertairejb33@riseup.net

Groupe Nathalie Le Mel
nathalie-le-mel@fede...

Liaison Saint-Médard-en-Jalles
liaison-st-medard-en-jalles@fede...

34 HERAULT
Groupe Montpellier-Hérault
montpellier@fede...

35 ILLE-ET-VILAINE
Groupe La Sociale.
c/o local « La Commune »,
17 rue de Châteaudun
35000 rennes
contact@falasociale.org

Liaison Lacinapse
liaison-lacinapse@fede...

Liaison Redon
redon@fede...

37 INDRE-ET-LOIRE
Liaison Libertalia
libertalia@fede...

38 ISÈRE
Groupe de Grenoble
fagrenoble@riseup.net

42 LOIRE
Groupe Makhno
Bourse du Travail Salle
15 bis Cours Victor Hugo
42028 Saint-Étienne cedex 1
groupe.makhno42@gmail.com

44 LOIRE-ATLANTIQUE
Liaison de Saint-Nazaire
saint-nazaire@fede...

Groupe Déjacque
dejacque@fede...

45 LOIRET
Groupe Gaston Couté
groupegastoncoute45@riseup.net

50 MANCHE
Groupe Manche
famanche@riseup.net
www.facebook.com/famanche

51 MARNE
Liaison Reims
reims@federation-anarchiste

54 MEURTHE-ET-MOSELLE
Groupe Emma Goldman de Nancy
emma-goldman@fede...

56 MORBIHAN
Groupe René Lochu
c/o Maison des associations
31, rue Guillaume Le Bartz
56000 Vannes
groupe.lochu@riseup.net

57 MOSELLE
Groupe de Metz
groupedemetz@fede...

Groupe Jacques Turbin Thionville
jacques-turbin@fede...

58 NIÈVRE
Liaison Pierre Malézieux
pierre.malezieux@fede...

59 NORD
Groupe ô Rage Noire
o.rage.noire@federation...

60 OISE
Liaison Beauvais
scalp60@free.fr

62 PAS-DE-CALAIS
Groupe Lucy Parsons in the Sky
bethune-arras@fede...

63 PUY-DE-DÔME
Groupe Spartacus
spartacus@fede...

Liaison Combrailles
liaison.Combrailles@fede...

66 PYRÉNÉES ORIENTALES
Groupe John Cage
vente du Monde libertaire
au 13 El Taller Treize
13 rue sainte-croix
66130 Ille-sur-Tet
john-cage@fede...

Liaison Pierre-Ruff
pierre.ruff.fa66@gmail.com

67 BAS-RHIN
Liaison Bas-Rhin
liaison-bas-rhin@fede...

Groupe de Strasbourg
groupe-strasbourg@fede...

68 HAUT-RHIN
Groupe du Haut Rhin.
groupe-haut-rhin@fede...

Liaison Colmar-Maria Nikiforova
colmar@fede...
(entre Colmar et Mulhouse)

69 RHÔNE
Groupe Graine d'anar
grainedanar@fede...
https://grainedanar.org

Liaison « Juste une étincelle noire »
letincelle-noire@riseup.net

70 HAUTE-SAÔNE
Liaison Haute-Saône
liaison.haute-saone@fede...

71 SAONE-ET-LOIRE
Liaison « La vache noire »
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

73 SAVOIE
Groupe de Chambéry
federationanarchiste73
@protonmail.com

74 HAUTE-SAVOIE
Groupe Lamotte Farinet
lamotte-farinet@fa74.org

75 PARIS
Liaison William Morris
william-morris@fede...

Groupe Anartiste
anartiste@sfr.fr

Groupe Berneri Publico
Publico
145 rue Amelot
75011 Paris
jacques.de-la-haye@wanadoo.fr

Groupe Salvador Segui
groupesalvadorsegui
@gmail.com

Groupe Botul
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
botul@fede...

Groupe « Commune de Paris »
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
commune-de-paris@fede...

Groupe Louise Michel
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
groupe-louise-michel@fede...

Groupe libertaire La Rue
Bibliothèque La Rue
10 rue Robert Planquette
75018 Paris
permanence tous les samedis
de 15 h 30 à 18 h 00
gllr@fede...

Groupe La Révolte
la-revolte@fede...

Groupe Pierre Besnard
vente du Monde libertaire
le dimanche
de 10 h 30 à 12 h 00
place des fêtes Paris XIXe
pierre-besnard@outlook.fr

Groupe Émile Armand
e.armand@fede...
emille.armand
@protonmail.com
https ://eanl.org

76 SEINE-MARITIME
Groupe de Rouen
rouen@fede...

78 YVELINES
Groupe Gaston Leval
gaston-leval@fede...

80 SOMME
Groupe Georges Morel
amiens@fede...

81 TARN
Groupe les ELAFF
elaf@fede...

84 VAUCLUSE
Groupe Gard-Vaucluse
fa.30.84@gmail.com

85 VENDÉE
Groupe Henri Laborit
henri-laborit@fede...

86 VIENNE
Liaison Poitiers
poitiers@fede...

87 HAUTE-VIENNE
Groupe Armand Beaure
armand-beaure@fede...

92 HAUTS-DE-SEINE
Groupe Fresnes-Antony
fresnes-antony@fede...

93 SEINE-SAINT-DENIS
Groupe Henri Poulaille
c/o La Dionyversité
4 Place Paul Langevin
93200 SAINT-DENIS
groupe-henry-poulaille
@wanadoo.fr

94 VAL-DE-MARNE
Groupe Élisée Reclus
Publico
145 rue Amelot 75011 Paris
faivry@no-log.org

95 VAL-D'OISE
Groupe les Insurgé.e.s
liaison95@fede...

97 GUADELOUPE
Liaison Guadeloupe Caraïbes
liaison-guadeloupe-caraibes
@fede...

98 NOUVELLE CALEDONIE
Individuel Albert
nouvelle-caledonie@fede...

BELGIQUE
Groupe Ici et Maintenant
groupe-ici-et-maintenant
@fede...

SUISSE
Fédération Libertaire des Montagnes (FLM)
rue du Soleil
92300 La Chaux-de-Fonds
Suisse
flm@fede...

ANGLETERRE
Liaison Coventry
liaison-coventry@fede...

FEDERATION ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER

Le site de la Fédération anarchiste
une mine d'informations sur ces groupes, sur leurs blogs, leurs sites, leurs librairies, leurs activités à la page suivante :
www.federation-anarchiste.org/?g=FA_Groupes

LE MONDE LIBERTAIRE

Le Monde libertaire
145, rue Amelot
75011 Paris

Direction de la publication :
Dominique Lestrat

Maquette mise en page
Philippe Camus
(ductus@me.com)

Prix de vente au n° : 4 €

Dépôt légal :
1er trimestre 1977

N°ISSN :
0026-9433

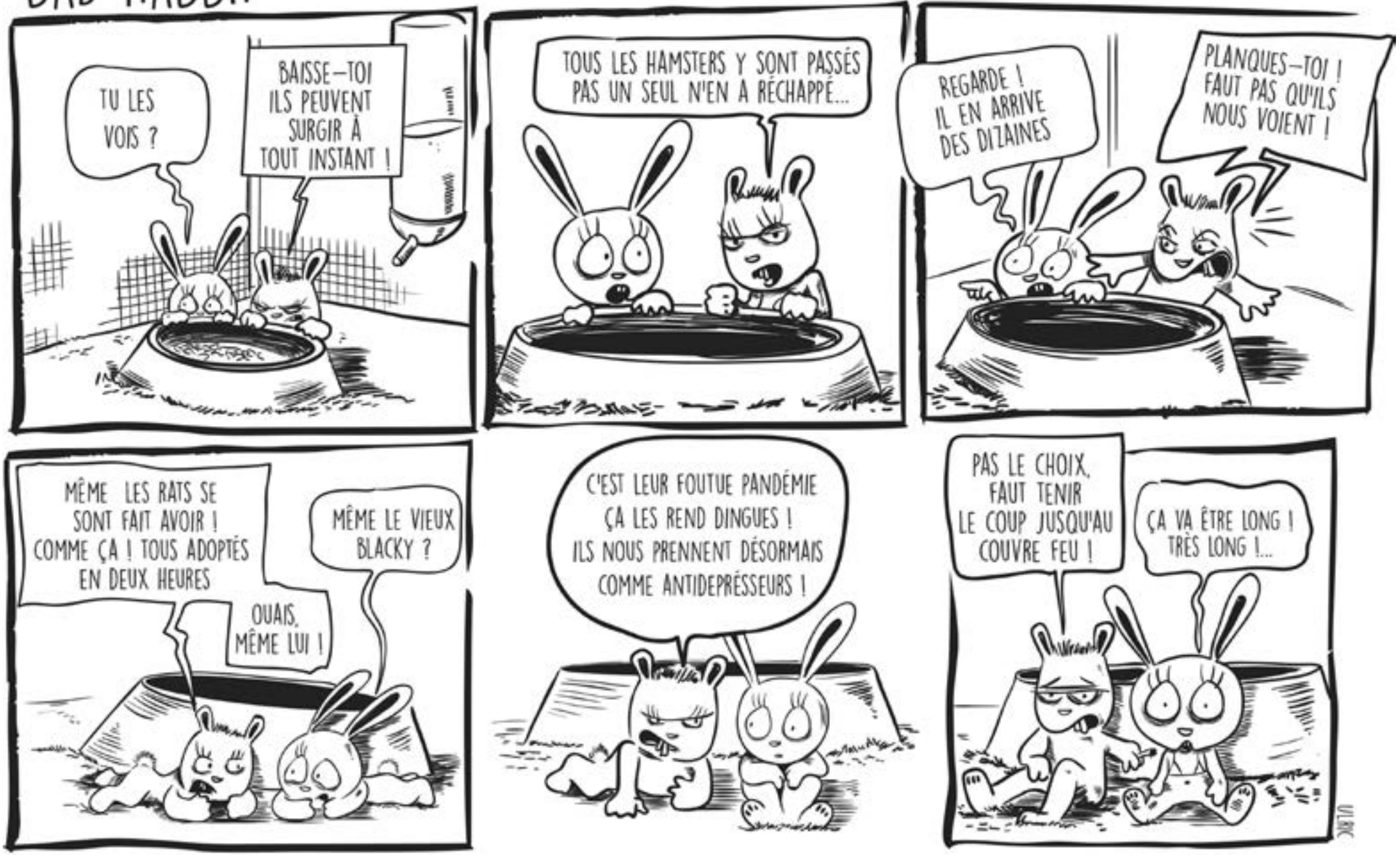
Commission paritaire :
0624D80740

Numéro d'imprimeur :
19070146

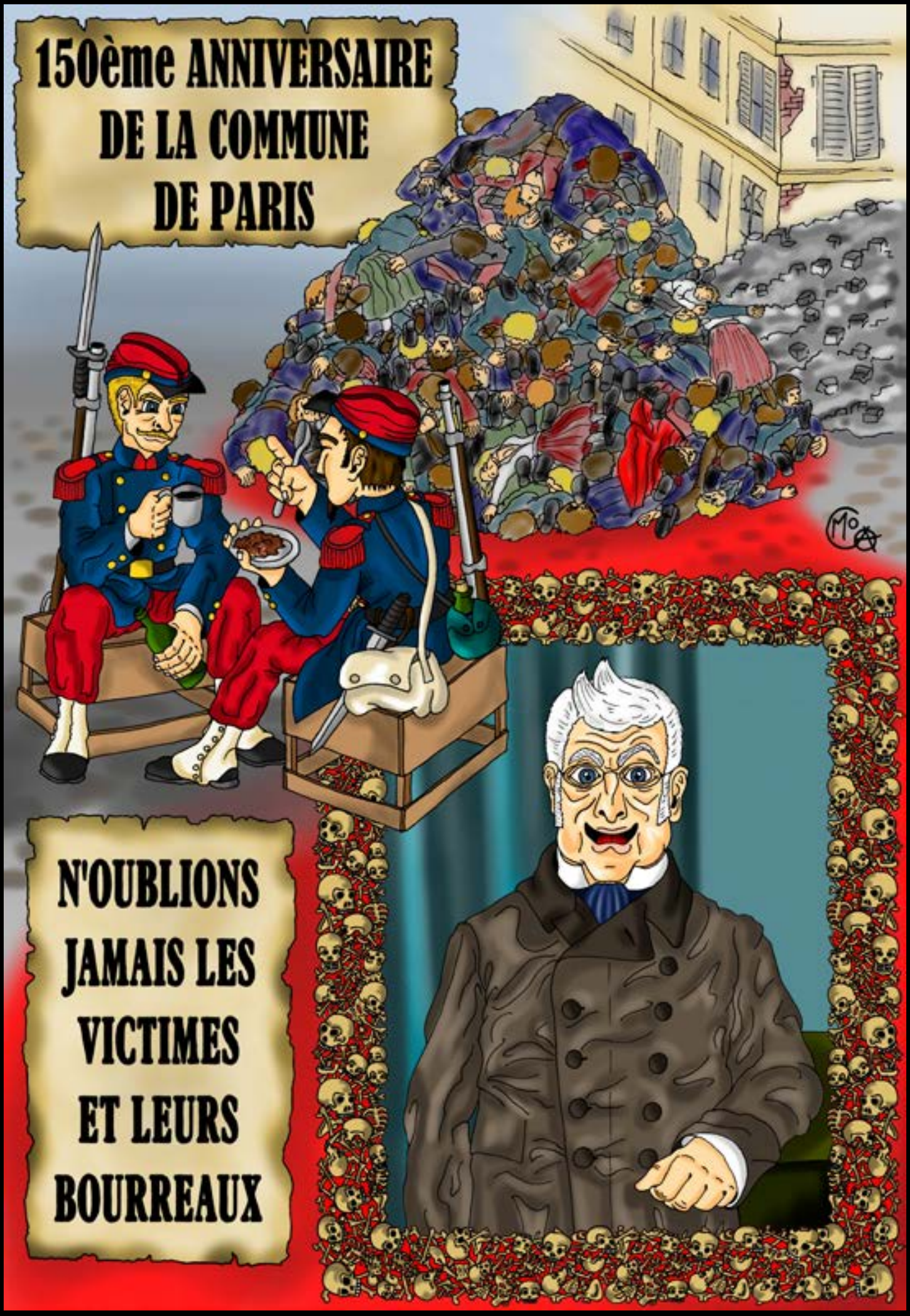
Impression
Corlet Imprimeur
ZI Rue Maximilien-Vox 14110
Condé-sur-Noireau

Ce numéro comporte pour les abonnés un autocollant et un exemplaire de la publication Vlan.

BAD RABBIT



RETOUR AU SOMMAIRE



RETOUR AU SOMMAIRE